

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT
ANNÉE SCOLAIRE 1931-1932

La Politique Financière Extérieure
de la République d'Haïti depuis 1910
La Banque Nationale de la République d'Haïti
ou nos Emprunts extérieurs

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue à la Faculté de Droit de Paris,
le Samedi 11 Juin 1932, à 14 heures

par
MARC E. MALVAL

MEMBRES DU JURY :

Président : M. JÈZE

Suffragants : GIDEL

PIRON

1932

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT
ANNÉE SCOLAIRE 1931-1932

La Politique Financière Extérieure
de la République d'Haïti depuis 1910
La Banque Nationale de la République d'Haïti
ou nos Emprunts extérieurs

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue à la Faculté de Droit de Paris,
le Samedi 11 Juin 1932, à 14 heures

par
MARC E. MALVAL

MEMBRES DU JURY :

Président : M. JÈZE

Suffragants : GIDEL

PIRON



*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leur auteurs.*

A. M. le Professeur JÈZE
en le remerciant d'avoir bien
voulu présider cette thèse et
de ses judicieux conseils.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A mon père et ma mère.
A ma sœur et ma femme.
en gage d'affection et de
profonde reconnaissance

M. M.

Table des Matières

1° Préface	15
2° L'Emprunt de 1910	17
1) Ses conséquences économiques et politiques.	
2) Utilité de l'Emprunt. — Sa conclusion.	
3° La Convention haïtiano-américaine	47
L'Emprunt de 1922, ses conséquences économiques et politiques,	
4° Le Contrat de la Banque Nationale de la République d'Haïti. — Analyse critique	71
5° Conclusion	99
6° Annexe	109
7° Bibliographie	13

Composition de l'Annexe

1° Contrat d'Emprunt de 1910.

2° Loi de sanction

3° Loi d'autorisation.

4° Contrat de Transfert de la B. N. R. H. — Constitution. —
Statuts.

5° Protocole du 3 oct. 1919.

6° Contrat d'Emprunt 1922.

7° Tableau de M. G. Horbes.

8° Convention Haitiano-Américaine.

9° Divers.

BIBLIOGRAPHIE

Finances d'Haïti, Frédéric Marcelin (1911).

Exposé général de la situation de la République d'Haïti. Imprimerie Nationale (1917).

Bulletin des lois et actes. Imprimerie Nationale (1909).

Bulletin des lois et actes. Imprimerie Nationale (1919).

Bulletin des lois et actes. Imprimerie Nationale (1921).

Bulletin des lois et actes. Imprimerie Nationale (1922).

Bulletin des lois et actes. Imprimerie Nationale (1926).

Bulletin des lois et actes. Imprimerie Nationale (1916).

Bulletin des lois et actes. Imprimerie Nationale (1923).

Lois commerciales de l'Univers. Tome XIII. Haïti, etc...

Dictionnaire de législation haïtienne. Price (1923).

Banque Nationale de la République d'Haïti. Loi de sanction, contrat de transfert, acte de constitution, statuts. Port-au-Prince (1922).

Rapport annuel du Conseiller financier, receveur général (1929-1930). Imprimerie du Service technique (Port-au-Prince).

PRÉFACE

En Haïti, et les documents le prouvent, la formation d'une Banque d'Etat ne s'est jamais conçue jusqu'ici qu'en fonction d'un Emprunt Extérieur, comme si la concession de l'une était la contre-partie de l'autre... Le résultat de ces procédés mercantiles — quand il s'agit d'une petite nation — ne peut être autre qu'une intervention extérieure, comme contre-partie aussi des valeurs acceptées, lorsqu'elles dépassent la valeur économique du pays à un moment donné. Telles furent les conséquences de la politique économique extérieure haïtienne depuis un quart de siècle. En montrer le développement sera le sujet de cette thèse. J'ai voulu ce travail le plus clair et précis possible, c'est pourquoi j'en ai éliminé toutes considérations trop techniques sur des systèmes ou des doctrines relatifs à notre matière et qui se trouvent répandus dans divers ouvrages qu'on est forcé de compiler afin d'obtenir une sérieuse documentation sur ce qu'on avance. A l'Annexe de cet ouvrage on trouvera les sources authentiques de tout ce dont il est fait mention au cours du développement de cette thèse. Comme il m'a été impossible de les insérer dans leur totalité dans l'exposé de mon travail, le lecteur désireux de se renseigner complètement en s'y reportant, les trouvera dans leur intégralité.

J'ajoute que cette thèse étant le couronnement d'études universitaires, j'ai fait mon possible pour lui conserver le caractère scolaire qui doit être son cachet, inutile donc d'y chercher des tendances quelconques. Une question étant posée, il s'agissait d'y répondre en essayant de rester le plus près possible de la vérité et de la réalité.

Les conclusions que j'ai tirées ne peuvent être donc que celles que des faits, consacrés par des documents, imposaient à une intelligence les analysant en toute probité.

J'espère, le sujet touchant de si près la destinée de mon pays, lui être utile en mettant à jour toutes les données qui découlent des pièces que j'ai eu à examiner. S'il se découvre que je ne les ai pas

toutes dites — et cela est forcé pour la raison qu'une thèse est nécessairement restreinte à d'étroites limites, c'est que je n'aurai pas su de plus, en déterminer toute la valeur. Ceux que la chose intéresse ont toute latitude pour corriger ces lacunes.

Les quelques investigations faites sur la politique intérieure financière de la République d'Haïti, me seront pardonnées, j'espère, étant les conséquences immédiates de notre politique économique extérieure, sujet plus spécialement traité ici.

Avril 1932.

Marc. MALVAL.

Le 5 septembre 1910, par devant Maître Elie Emm. Suirard Villard, Septimus Marius, pour la République d'Haïti, Paul Santallier pour la Banque Nationale d'Haïti, assistés de M^e Edmond Oriol, notaire, passaient l'acte de résiliation du contrat de la Banque Nationale d'Haïti. Cette affaire avait été jugée très mauvaise depuis le scandaleux procès de la Consolidation ; on la liquidait. Cette liquidation ne fut pas meilleure au dire de Frédéric Marcelin, ancien Ministre des Finances. En effet, après avoir gagné le procès, le Gouvernement d'Haïti consentait une transaction... L'opinion publique approuvait l'attitude ferme du Gouvernement pendant le cours du procès, mais oubliait de s'inquiéter des modalités de cette liquidation auxquelles Marcelin trouvait à redire. Dans ses « Finances d'Haïti », cet ancien Ministre écrit : « Il faut donc que nos publicistes mettent de côté le cliché conventionnel qui consiste à « présenter la résiliation du contrat de la première Banque d'Haïti « comme la sanction de ses fautes, et, par déduction, comme un « épouvantail à qui marcherait sur ses traces. C'est faire sourire « inutilement à nos dépens ceux qui ont mené l'opération. » En effet, cette Société, coupable de faits qui entraînèrent contre elle un jugement défavorable devant les Tribunaux, recevait cependant 1.205.615 fr. 15, à payer par les nouveaux concessionnaires, pour le compte du Gouvernement Haïtien. Ces nouveaux concessionnaires étaient : premièrement, la Banque de l'Union Parisienne, qui assurait la direction des nouvelles opérations ; deuxièmement, MM. Hallgarten et C^o, à New-York ; troisièmement, MM. Ladenbourg-Thallmann, à New-York ; quatrièmement, la Berliner Handelsgesellschaft, à Berlin.

Ainsi, le même acte de dissolution de la Banque Nationale d'Haïti prévoyait la formation d'une nouvelle Société avec les agents susnommés. Cette nouvelle institution deviendra la Banque Nationale de la République d'Haïti, sous la direction effective de la Banque de l'Union Parisienne. Il n'est pas oiseux de noter le mot République ajouté à la nouvelle dénomination. C'est la seule différence réelle existant entre les deux institutions, eu égard au moins aux intérêts haïtiens déjà engagés.

A la même date fut signé le contrat de concession de la part du Gouvernement d'Haïti à la Banque de l'Union Parisienne pour la formation d'une Banque d'Etat. Cette concession était faite pour cinquante ans. Le capital de la Banque devait être de 20.000.000 de

francs, soit 45.000 actions à 500 francs chacune. Ce capital pouvait être augmenté jusqu'à 60.000.000. La concession prévoyait : premièrement, le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, le Gouvernement s'engageant, en l'article 13, à ne pouvoir émettre aucun papier-monnaie, ni monnaie fiduciaire, ni monnaie de nickel ; deuxièmement, le privilège du service de la Trésorerie de l'Etat haïtien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Pour assurer ce service, la Banque faisait avance à l'Etat Haïtien d'une somme de 3.000.000 de francs, qui constituait « l'avance dite statutaire », non pas en rémunération de la concession, mais au taux de 5 0/0 l'an. Ce compte, payable totalement ou partiellement, devra être liquidé tous les quatre mois. S'il y a solde, il pourra être reporté, moyennant une nouvelle commission de 1/2 0/0 payable immédiatement.

L'article 16 prévoyait en outre, en rémunération des services indiqués plus haut, un prélèvement, au débit de l'Etat haïtien, au fur et à mesure des opérations, d'une commission de 1 0/0 sur les encaissements et 1/2 0/0 sur les paiements à l'intérieur et à l'extérieur. Tout mouvement de fonds donnait lieu à une nouvelle commission supplémentaire d'un 1/2 0/0.

Le contrat prévoyait encore, en divers articles, que la nouvelle Banque jouissait de la qualité d'haïtien, spécifiait que les privilèges accordés constituaient un monopole garanti par la protection de l'Etat haïtien au cas où une atteinte serait portée à ces privilèges. Une unité monétaire à base d'or était prévue pour stabiliser et favoriser les transactions commerciales. La Banque recevait tous les dépôts et consignations prescrits par l'autorité administrative. Un commissaire haïtien est nommé « dont les attributions sont limitées au Service de la Trésorerie ». Le tiers des billets en circulation est couvert par du métallique ou par des « valeurs assimilées au métallique ». En cas de différend entre le Gouvernement et la Banque, des arbitres ou en fin de compte le Tribunal de La Haye, sont compétents. Entre des tiers et la Banque, les Tribunaux haïtiens connaissent de tous différends.

En résumé, voilà le contrat de concession. Si on s'arrêtait à ce texte, la portée du contrat eût été fort incomplète. Quoique critiquable déjà à plus d'un point de vue, les pièces qui vont suivre feront comprendre plus aisément pourquoi le Gouvernement d'alors acceptait de telles conditions.

Si c'était maintenant le lieu d'expliquer, des considérations d'ordre politique, politique puérile en somme, expliqueraient les motifs qui prétextèrent ce qui va suivre. Dans tous les cas, ce contrat de concession en vue de la formation d'une Banque d'Etat, n'était pas la pièce principale de la grande affaire qui se tramait. Il n'en était que la conséquence. En effet, avant même la signature de ce contrat, c'est-à-dire le 29 août exactement, le Conseil des Secrétaires d'Etat, autorisait le Secrétaire d'Etat intérimaire des Finances, toujours Septimus Marius, à signer avec Georges-Yves de la Buchellerie, délégué de la Banque de l'Union Parisienne, et L. Treitel, associé à la Maison Hallgarten, représentant ladite Maison, ainsi que la Thallmann et la Berliner Handelsgesellschaft, deux

contrats, dont l'un pour un emprunt de 65.000.000 de francs, et l'autre pour la formation de la Banque. L'idée de cet emprunt, les textes mêmes le trahissent, précédait celle de la formation de la Banque. L'emprunt était la raison même de la formation de la Banque ; l'existence de l'une est en fonction directe de la réalisation de l'autre. Ainsi donc, avant de nous arrêter au contrat de la Banque, de l'analyser en détail, puisque c'est le même qui restera en vigueur en 1922, avec quelques modifications de forme bien entendu, il est indispensable de connaître le contrat d'emprunt, de se rendre compte de sa portée économique afin de bien entrevoir quelles répercussions il peut avoir sur l'économie haïtienne en général et sur le fonctionnement même de la Nouvelle institution bancaire d'Haïti. L'emprunt étant la base, la condition, le moyen de la formation de la Banque, tant vaudra l'emprunt, comme force économique, tant vaudra la Banque comme instrument de cette force. Il ne sera que plus facile après, éclairés par les conséquences du contrat, d'élaborer une opinion motivée sur la valeur de l'institution de la Banque, d'après les textes de son contrat.

CONTRAT D'EMPRUNT

Il était déjà signé le 29 août précédent comme je l'ai dit, pour un total de 65.000.000 de francs à 5 0/0.

Nous n'analyserons pas en détail non plus ce contrat d'emprunt, quoique comme modèle du genre il mérite la plus grande attention. Son manque d'actualité nous décide à n'en prendre que la substance plus que suffisante pour bien le caractériser.

130.000 obligations de 500 francs chacune formaient le capital nominal qui devait être amorti en cinquante annuités de 3.561.000 francs... Des privilèges en garantissaient le remboursement. C'était d'abord une taxe de 1 dollar par 100 livres de café exporté ; deuxièmement, 15 0/0 or de surtaxe spéciale à l'importation créée par la loi du 29 août 1909. Si cela ne suffisait pas, l'article 21 du contrat prévoit que la Banque Nationale de la République, en vertu de l'autorisation que le Gouvernement Haïtien devra donner au Ministre des Finances d'Haïti, prélèvera sur la Trésorerie, les valeurs nécessaires pour parfaire le service intégral de l'Emprunt et le remettre à la Banque de l'Union Parisienne.

L'article 12 interdisait au Gouvernement Haïtien d'augmenter l'amortissement de l'emprunt avant le 15 mai 1920. A partir de cette date, l'amortissement ne pourra s'opérer que pour la totalité des actions restant en circulation et moyennant un préavis d'au moins trois mois, publié dans un journal d'annonces à Paris.

L'article 24 prévoit qu'à ces conditions sus-exprimées et à celles qui suivront, et sous la réserve de la cote officielle du marché de Paris pour l'emprunt qui fait l'objet des présentes, les banquiers

s'engagent à prendre ferme les 130.000 actions créées de 500 francs représentant le montant nominal de l'emprunt au prix global forfaitaire de 47.000.000 de francs. Cette somme sera payable dans les délais et les conditions stipulés ci-après contre remise d'une obligation globale groupant l'ensemble des 130.000 actions et créées comme il est dit à l'article 15 du présent contrat.

D'autres règles accessoires suivent, réglementant les modalités des versements des actions à l'Union Parisienne, leur répartition, leur émission, les cas de différend entre les parties contractantes, autant d'articles sur lesquels nous ne nous arrêterons pas, qui mériteraient pourtant d'être expliqués afin de mieux montrer combien les précautions prises par la Banque de l'Union Parisienne et ses associés, furent grandes, intelligentes et prévoyantes, peu favorables du même coup pour le Gouvernement qui n'en recevait aucune contre-partie. Le lecteur désireux de se renseigner trouvera les textes à l'annexe. Nous occupant plus spécialement de la substance de l'emprunt, nous croyons en avoir tiré l'essentiel, qui nous permettra d'en analyser la portée, en considérant les conséquences qui pouvaient en découler.

Conséquences du Contrat d'Emprunt

Laissant de côté les opérations de l'Emprunt pour les Banquiers — qui réalisèrent en un jour 10 millions de bénéfices nets — vu la différence du taux d'achat : 361,84 et du taux d'émission : 442,50. Nous allons envisager les conséquences du Contrat d'Emprunt de 1910 à deux points de vue différents qui s'imposent nécessairement parce qu'elles découlent directement de ce contrat et qu'elles se rapportent tout aussi directement à la politique financière extérieure de la République.

Nous allons donc chercher quelles furent, en principe, les conséquences économiques de ce contrat, pour envisager ensuite les répercussions que ces conséquences économiques ont eu sur notre politique.

Conséquences Économiques

D'après les quelques articles cités plus haut, il résulte que la République d'Haïti obtint un versement forfaitaire de 47 millions, payables dans certains délais — et au gré de ses besoins. Comme contre-partie, les banquiers encaissaient une obligation globale de 65 millions amortissable en cinquante annuités de 3.561.000 fr.

Tout allant pour le mieux en 1960, à l'échéance du contrat, la République d'Haïti aurait payé, en dehors des commissions prévues dans le contrat de concession de la Banque, pour le service de l'Emprunt, la somme de $3.561.000 \times 50 = 178.050.000$.

Voilà l'opération *in globo*. Dans le détail, les choses se passèrent un peu différemment. En effet, le Gouvernement Haïtien, en

vertu des articles 3, 4, 9, 16, 25, avait assumé certaines charges qui, nécessairement, diminuaient en quelque sorte le montant forfaitaire mis à notre disposition.

C'est d'abord, négligeant certains petits frais :

1° Le montant des droits de timbre étrangers ou français, exigibles sur les titres de l'Emprunt ;

2° Le montant du premier coupon, qui sera porté au crédit du compte spécifié à l'article 13 ;

3° La somme nécessaire pour rembourser l'ancienne Banque Nationale d'Haïti du montant en capital et intérêt de sa créance sur l'Etat Haïtien.

A ces charges, nous ajouterons les valeurs spécifiées à l'article 25, alinéa 3, pour la réalisation d'un programme de réforme monétaire.

En chiffres exacts, et en commençant par la fin, nous avons donc :

a) Réforme monétaire	10.000.000	»
b) Première créance semestrielle	1.800.000	»
1/4 0/0 de commission.....	4.500	»
c) Timbre sur les valeurs mobilières, en supposant que les droits pour les pays étrangers soient les mêmes qu'en France à l'époque, soit 0,20 0/0	130.000	»
d) Enfin la créance de la B. N. H.	1.205.615	15
Au total	13.440.115	15
Sur les 47 millions, il restait donc disponible	47.000.000	»

Soit 34 millions de francs en chiffres ronds. 33.859.884 85

Si nous avons soustrait les 10 millions prévus pour la Réforme monétaire du montant forfaitaire stipulé au contrat, ce n'est sans doute pas pour le compter comme un passif pour la République d'Haïti, mais ne les ayant pas en main, puisqu'il est prévu à l'article 25, que cette somme, d'une part, et le surplus de l'emprunt, d'autre part, devant être remis par les banquiers au siège social de la B.N.R.H. à Paris, chargée du Service de l'Emprunt, il nous a paru inutile de les faire figurer à notre actif pour le profit immédiat que le Gouvernement pouvait en tirer, d'autant plus qu'aucun délai n'était imparti aux banquiers pour réaliser cette réforme monétaire — et qu'à la liquidation de la Banque N.R.H. en 1922, cette réforme n'avait pas encore été entreprise. J'ajoute immédiatement qu'à cette liquidation, en vertu d'une transaction qui intervient entre les parties contractantes, le Gouvernement fut remboursé intégralement de cette valeur. Mais devant apprécier les conséquences économiques de l'Emprunt, il me sera permis, je n'en doute pas, d'observer que n'était-ce l'affectation donnée à cette somme et les textes de l'article qui l'entoure, le Gouvernement en eût peut-être tiré un plus grand profit en l'employant autrement.

A ces chiffres, il conviendrait peut-être d'ajouter les intérêts

à 5 0/0 du prêt statutaire de 3 millions. La raison en est que la nouvelle institution bancaire se trouve intimement liée, comme d'ailleurs la prouve la corrélation qui existe entre les deux textes des deux contrats. Néanmoins, il est assez naturel que, dans l'esprit des contractants, les intérêts de la B.N.R.H. soient différents de ceux des banquiers, d'autant plus que les modalités envisagées pour le remboursement de ces trois millions le laissent entendre, étant donné que le règlement de compte de ce prêt statutaire doit se faire tous les quatre mois et qu'une nouvelle commission est prévue pour les soldes qui resteraient dus par le Gouvernement.

En possession de ces quelques millions, nous ne pouvions pas ne pas en faire un usage quelconque, avantageux, sinon l'emprunt n'aurait plus sa raison d'être. En recherchant les buts de l'Emprunt nous ne pouvons faire mieux pour déterminer les conséquences qui pouvaient en découler.

Le Gouvernement haïtien usa d'intelligence en décidant, faveur spéciale, que l'Emprunt servirait d'abord à racheter la Dette intérieure — dont l'emprunt consolidé 6 0/0, l'emprunt unifié 6 0/0, l'emprunt 2 1/2 0/0, l'emprunt consolidé 3 0/0. Nous savons d'autre part, que dix millions devaient être réservés pour la mise en exécution d'un programme de réforme monétaire à base d'or. De si belles perspectives durent certainement plaire à une certaine partie de la population haïtienne qui probablement ne comptait plus sur le remboursement de ces dettes — et d'ailleurs une monnaie saine, à base d'or, permettrait des transactions susceptibles de donner de l'élan au commerce national. En somme, il n'était pas défendu d'espérer pouvoir amortir les obligations nées de ce contrat d'emprunt. Nous verrons par la suite quel sort était réservé à ces opérations pour les juger définitivement.

Ce contrat, cependant, prévoyait deux choses capitales pour la République d'Haïti — deux textes — qui, s'ils avaient fait l'objet d'une analyse sérieuse par les financiers haïtiens de l'époque, leur eussent fait sentir que cet emprunt si peu favorable déjà, était un mauvais instrument financier pour le développement de la République.

La première, déjà envisagée, était le but de l'Emprunt ; la seconde, la garantie que nous en donnions. C'est l'analyse de ces deux textes — éclairée de quelques principes économiques, qui nous permettra d'établir les conséquences que l'emprunt tout entier pouvait comporter. Jusqu'ici il est évident que si les quelques textes tirés du contrat prêtent déjà à des critiques assez sérieuses, il n'est pas moins vrai que la République d'Haïti, ayant une créance de 34 millions de francs sur la Banque de l'Union Parisienne, les Haïtiens avaient le droit d'espérer réaliser pas mal de progrès selon l'application qui serait faite de cette valeur. En recherchant, d'une part, quelles furent les modalités de cette application, en étudiant ensuite les clauses du contrat relatif à la garantie de l'Emprunt, nous aurons donné des aperçus à peu près complets des conséquences économiques de l'Emprunt de 1910.

Pourquoi cet emprunt ?

D'ordinaire un Etat recourt à cet ultime moyen de se procurer de l'argent lorsque l'état financier d'un pays est tel qu'aucune autre issue ne peut être envisagée. Une dépréciation monétaire ruinant le pays entièrement, un cataclysme annihilant pour un temps jugé très long les sources principales du revenu par un appauvrissement national ; un intérêt puissant et immédiat susceptible de servir la nation en augmentant ses ressources dans une proportion supérieure, au moins égale, aux sacrifices consentis, peuvent excuser ou motiver un emprunt. Il semble qu'en Haïti, à cette époque du moins, on comprenait la chose différemment. Peu soucieuse de considérer que tout emprunt extérieur est un acheminement certain vers une diminution de liberté et de souveraineté, quels que soient les moyens employés par les créanciers, moyens directs ou indirects, pour entraver l'exercice de cette liberté et de cette souveraineté, la République d'Haïti semblait n'y voir qu'une façon de se procurer de l'argent payable à longs termes, par annuités d'apparence modiques, comme si les ressources du pays étaient inépuisables et d'une stabilité si parfaite que cet emprunt ne dût jamais avoir aucune répercussion sur elles. Nos financiers, puisque la bonne foi se suppose toujours, étaient loin d'imaginer que cet emprunt pouvait, comme d'ailleurs tous les phénomènes économiques qui surgissent dans un pays, avoir même une répercussion d'ordre psychologique, plus néfaste que ceux plus spécialement techniques, par le trouble et la mauvaise compréhension de ces phénomènes qu'elle jette dans l'esprit de la population. Un exemple immédiat pourrait être l'application de ces principes. Des publicistes haïtiens font souvent le reproche aux divers Gouvernements de la République de ne point faire comprendre à nos paysans par l'instruction ou autre chose de plus concret, qu'il est utile à la nation qu'ils cultivent mieux et davantage les propriétés dont ils sont les détenteurs, et non uniquement pour satisfaire leurs besoins personnels. Ils ne se sont jamais demandé si le paysan n'avait pas fini par se rendre compte, à force de les subir, que les impôts reposant sur la production, rendaient vain ce travail supplémentaire qu'on lui réclame. Nous apporterons au cours de ce travail des preuves qui pourront corroborer cette explication.

A quoi devrait donc servir l'emprunt ?

Les textes de l'article 17 de l'Emprunt le disent formellement. Nous les reproduisons dans toute leur intégralité, afin de les serrer de plus près.

« Le produit de l'emprunt, défalcation faite des retenues spécifiées à l'article 25, sera utilisé comme suit :

« 1° Une somme de 10.000.000 de francs restera réservée pour l'exécution d'un programme de réforme monétaire qui comportera notamment le retrait du papier-monnaie émis par le Gouvernement et éventuellement du nickel, et ce, dans les conditions prévues dans l'acte de concession de la Banque Nationale de la République d'Haïti.

2° La somme suffisante au retrait intégral de toute la dette intérieure, savoir l'emprunt consolidé 6 0/0, l'emprunt consolidé 3 0/0, l'emprunt unifié 6 0/0, l'emprunt 2 0/0, titres bleus et

« roses.

« 3° La somme suffisante à l'extinction du solde de l'emprunt
« du 23 août 1909.

« De convention expresse entre les parties, il demeure bien
« entendu que le produit de l'emprunt ne peut en aucun cas être
« détourné de l'emploi qui lui est donné par le présent article et
« que le Gouvernement peut disposer seulement pour les besoins
« du service courant du surplus pouvant rester disponible après
« l'exécution intégrale des clauses 1, 2, 3, du présent article... »

Faut-il signaler dès maintenant la restriction apportée à la souveraineté du Gouvernement par cette convention expresse que la situation d'emprunteur l'a forcée de consentir ? Et faut-il chercher d'expliquer pourquoi le Gouvernement n'avait pas le droit de détourner les sommes spécifiées à ces articles 1, 2, 3, même s'il y avait intérêt ? Pourquoi les financiers exigeraient cette convention expresse s'ils n'y avaient aussi un intérêt ? Le moindre est qu'il y avait les 10.000.000 qui n'étaient pas exigibles immédiatement, pour lesquels nous payons des intérêts, d'une part, même s'ils n'existaient pas, d'autre part, qui ne manqueraient pas d'être placés autrement dans le cas où ils existeraient vraiment.

Faut-il ne pas signaler d'autre part qu'aucun délai n'est spécifié pour la réalisation de cette réforme monétaire, le motif capital de l'emprunt ?

Voilà donc les raisons de si grandes opérations !

Le Gouvernement d'Haïti contractait une nouvelle dette, extérieure celle-là, combien plus dangereuse, et dans les conditions signalées plus haut, pour éteindre quelques dettes intérieures et exécuter une réforme monétaire qui, par la suite, ne sera jamais réalisée. Cependant, la clause 2 de l'article précité, avait dû avoir quelque chose de réconfortant pour les porteurs de titres de la dette intérieure. Cet « intégral » pouvait apaiser bien des cœurs et expliquer le silence de la presse et des Chambres sur toutes ces tractations. (Un seul député osa élever la voix pour dénier à cet emprunt son caractère avantageux, Morpeau ; il fut mis en prison.) Mais ces publicistes avaient oublié de se poser une question, à savoir : qui paiera la dette extérieure ? sinon la plupart de ceux qui sont remboursés de la dette intérieure et naturellement quelques autres qui sont toujours les victimes de ces sortes d'opérations. Ils n'y pensèrent pas. La dette intérieure payée, les Haïtiens, exclus des bénéfices du contrat d'emprunt, lequel pouvait bien prévoir un pourcentage des obligations affecté uniquement au marché haïtien, en tiraient tout de même quelques avantages.

Le Gouvernement haïtien réalisa bien vite les clauses de l'article 27 du contrat. Dans sa séance du 28 octobre, il fit sanctionner, tant par la Chambre que par le Sénat, une loi qui établissait comme suit le rachat de la dette intérieure :

Consolidé 6 0/0	à 55 0/0
Consolidé 3 0/0	à 27 1/2 0/0
Emprunts dits provisoires	à 54 0/0
Emprunt du 10 juillet 1903.....	à 54 0/0
Titres bleus	à 25 0/0

Titres roses à 25 0/0

Ainsi donc, les capitaux, non pas les intérêts de ces capitaux confiés au Gouvernement, furent réduits de 45 à 75 0/0 de leur valeur. N'y avait-il aucun moyen d'être plus équitable envers les porteurs de ces titres et surtout fallait-il effectuer une opération de cette envergure, un emprunt de 65.000.000 pour de si mesquines réalisations ? On répondra que l'emprunt devait servir à autres choses encore. Il y avait la revalorisation et la stabilisation de la monnaie haïtienne à préparer sur la base du monométallisme or et qu'une monnaie de valeur et stable est la chose la plus importante pour un pays qui veut évoluer. Je le sais et d'ailleurs tout compte fait, s'il n'y avait que cela de plus urgent à envisager à l'époque, il apparaît clairement que 65.000.000 dépassaient de beaucoup le montant que nécessitait des opérations et je ne sais pas moins... et c'est là un malheur autant pour ma thèse que pour la République d'Haïti et ses financiers, que sur ces deux opérations, rachat de la dette intérieure et revalorisation et stabilisation de notre monnaie, la seconde n'a jamais été effectuée. La B.N.R.H. jusqu'au jour où la Banque de l'Union Parisienne transféra le contrat de concession à de nouveaux preneurs gardait encore dans ses coffres les 10 millions pour lesquels nous avons payé toutes sortes de commissions et d'intérêts.

A la première question posée : à savoir à quoi devait servir l'emprunt, une des questions capitales pour la République d'Haïti analysées et développées, les conclusions apparaissent ou puériles ou extrêmement douloureuses. Puériles, s'il y a des hommes d'Etat ou des hommes qui se parent seulement de ce titre, capables, de bonne foi, d'entreprendre de telles opérations pour leur donner de telles suites, — ou extrêmement douloureuses, vu qu'ils se piquent d'intelligence, parfois même d'érudition, quand ils consentent de sang-froid à endetter un pays sans défense, et dont les facultés sont forcément restreintes vu sa superficie, le nombre de sa population, le peu d'étendue de son développement économique, les conditions dans lesquelles il a pris naissance comme Etat libre, d'une somme de 65.000.000 de francs à des conditions si peu avantageuses pour en faire un tel usage.

Le deuxième point capital pour la République d'Haïti est de savoir quelle était la garantie de l'emprunt.

Jusqu'à ce moment, ce point de vue n'a jamais été discuté. On a discours sur le montant de l'emprunt, sur ses désavantages, sur son inutilité. Des choses justes ont été dites sur ces sujets. Frédéric Marcelin, que j'ai consulté souvent, n'a pas manqué de flétrir souvent les promoteurs de ces opérations. Cependant sur la question de la garantie de l'emprunt, lui comme les autres, sont restés muets. Est-ce l'importance du débat qui les a portés à se taire puisqu'on ne peut douter qu'ils ne l'aient comprise ? Je ferai de mon mieux pour faire ressortir les conséquences que pourraient avoir les clauses

de la garantie du contrat de 1910 sur l'économie générale des finances haïtiennes. Cet emprunt exigeant une garantie, il était inévitable que les clauses de cette garantie eussent une répercussion dans d'autres domaines selon un enchaînement, un processus de causes et d'effets qui réagissent les uns sur les autres. Comme toujours je reproduirai intégralement les textes relatifs à ce sujet. Dans le contrat, nous lisons à l'article 18 ce qui suit :

« Il est affecté irrévocablement et par privilège à la garantie
« de l'emprunt, en capital, intérêts et frais, et ce pour toute sa durée : 1 dollar (P. 1) or américain, pour chaque cent livres de café
« exporté.

« Deuxièmement, quinze pour cent (15 0/0) surtaxe spéciale,
« or américain, à l'importation créée par la loi du 20 août 1909.

« Il demeure expressément entendu que la loi de sanction du
« présent contrat abrogeant toutes les lois, décrets et dispositions
« de loi qui lui sont contraires devra fixer toutes les conditions du
« rachat intégral de la dette intérieure à 2 1/2 0/0, 3 0/0, 6 0/0 et
« de l'extinction de l'emprunt du 20 août 1909. Le Gouvernement
« devra prendre au besoin et immédiatement toutes autres mesures
« utiles pour que les taxes ci-dessus affectées dorénavant à la garantie spéciale du présent emprunt, deviennent libres et puissent
« être perçues dans le plus bref délai. Le présent emprunt constitue
« comme il a été dit en l'article 1^{er}, un engagement de la République d'Haïti. »

Deux taxes garantissaient donc l'emprunt. Une à créer et l'autre qui l'était déjà. Cela laisse à supposer de deux choses l'une : ou que les ressources de la République étaient assez puissantes pour satisfaire à la garantie par un sacrifice en apparence très faible, ou que la République n'avait rien de meilleur à offrir.

Dans le premier cas, c'est-à-dire celui où ses ressources suffisaient largement pour se priver de deux taxes seulement, il semble qu'il n'était point nécessaire de recourir à un emprunt, surtout pour en faire ce qui devait en être fait. Au cas où nous n'avions que cela, je me demande à quoi en voulaient venir les contractants, les Haïtiens naturellement, pour qu'ils l'aient livrés dans de telles conditions. Ce garde-fou qu'était la garantie, n'a donc servi à rien. Ils n'en tinrent compte que pour l'enjamber avec plus de facilité. Mais puisque la Banque de l'Union Parisienne s'en contentait, il faut croire qu'ils suffisaient, si incompréhensible et si dangereux que cela soit, pour l'une ou l'autre des parties. Ce fut probablement le raisonnement des financiers haïtiens. Avec des bénéfices immédiats signalés plus haut, la Banque de l'Union Parisienne peut-être pouvait se permettre d'oublier, d'être moins prévoyante. A vrai dire, n'oublions pas, nous, qu'une clause de l'article 21 prévoyait que le Gouvernement d'Haïti devait, en cas d'insuffisance, autoriser le Ministre des Finances haïtien à prélever sur la Trésorerie les valeurs nécessaires pour parfaire le service de l'emprunt. Autrement dit, les valeurs de l'emprunt paieraient éventuellement l'amortissement de l'emprunt, puisque toute notre trésorerie se trouvait constituée par sa créance contre l'Union Parisienne, en vertu du contrat d'emprunt.

Déjà l'article 20 *in fine* laissait prévoir l'insuffisance de ces taxes. Ce dont ces textes étaient lourds, ce qu'ils contenaient de dangers contre l'évolution économique normale de la République, aucun des contractants n'y fit attention. A quoi pouvait servir un emprunt dont le remboursement des obligations n'était même pas assuré par une évolution progressive des ressources du pays.

Se fiant surtout aux apparences ou mal préparés peut-être pour rechercher ou prévoir les effets d'une cause économique donnée, les financiers haïtiens quand ils traduisirent en chiffres les clauses de la garantie crurent que les résultats obtenus pouvaient en tout état de cause, leur permettre de réaliser l'emprunt sans qu'il en coûtât trop à l'économie nationale. Reprenant les calculs tels qu'ils furent présentés alors, nous verrons s'ils eurent raison de montrer une telle confiance.

Il était prévu un dollar-or américain par cent livres de café exporté. Le produit annuel de ce droit, calculé d'après les exportations des dix dernières années était évalué à \$... 563.785 »

2° La surtaxe de 15 0/0 créée par la loi du 20 août 1909, au total de \$ 352.700 »
si personne ne commit d'erreur.

En chiffre rond la garantie de l'emprunt pour les amortissements était de \$..... 916.485 »

Aux taux de change de l'époque, cela faisaitFrs 4.700.000 »
alors que l'annuité nécessaire était, en intérêts et amortissement deFrs 3.600.000 »

Je n'ai pas pu trouver de textes établissant sans aucun doute si le dollar stipulé plus haut constituait une surtaxe ou s'il devait être pris sur celle déjà existante qui était portée au tarif douanier de l'époque à 3 dollars. Je n'ai pas pu trouver non plus la loi du 20 août 1909, mais étant relative à nos importations, elle s'appliquait à notre commerce extérieur. Ceci dit, nous allons essayer de déterminer quelles furent les conséquences économiques de la clause de la garantie sur l'économie intérieure du pays. Elles compléteront celles que j'ai ébauchées plus haut sur la politique, nous réservant de montrer par les faits ce qu'elles furent plus tard en réalité.

Une taxe sur le café, une surtaxe à l'importation touchent inévitablement deux sortes d'assujettis, il reste en définitive à rechercher quels étaient ces assujettis ? Pour le café, il n'y a que deux personnes qui doivent la payer. Ou ce sera l'exportateur ou ce sera le producteur... Ce sera l'exportateur si la taxe n'a aucune influence sur les prix ; autrement dit, si les prix restent toujours déterminés par la loi de l'offre et de la demande, indépendamment de la taxe. Or, ceci nous semble impossible. Si l'exportateur établit son prix d'après une quantité d'offres précises, il est évident que cet exportateur, qui doit faire l'avance de la taxe à l'Etat, a calculé le montant de cette taxe en établissant le compte de son prix de vente et de son prix d'achat ; et la demande qu'il fait à tel prix est faite, compte tenu de la taxe précisément. Pour mieux m'expliquer, je dirai que les variations de l'offre et de la demande peuvent faire

varier les prix et les bénéfices de l'un et de l'autre, mais cette demande étant toujours faite compte tenu de la taxe réagit évidemment sur l'offre, puisque leur coïncidence devant se faire à un prix, où quantité d'offres et quantité de demandes se touchent. Or, il ne faut pas oublier que dans quantité de demandes, la taxe est calculée et comprise: Il se produit ainsi le phénomène que les économistes ont dénommé « incidence de l'impôt ». Celui qui le premier est touché par l'impôt, loin de le garder pour lui le reprend immédiatement ou bien sur le consommateur ou sur le producteur. Pour le cas qui nous occupe, il était difficile de le faire retomber sur le consommateur. Jusqu'à nos jours, aucune Bourse du café n'est établie en Haïti, et l'exportateur d'Haïti subit plus qu'il ne les fait les cours des marchés du Havre ou de Hambourg, qui représentent nos consommateurs, parce que, là aussi, intervient la loi de l'offre et de la demande... Si c'était le sujet à traiter présentement il ne serait pas difficile en plus de démontrer l'existence de consortium susceptibles de tenir Haïti en échec pour un temps suffisant à nous faire varier nos prix selon leur gré. Puisque le consommateur est touché si difficilement, il ne restait que le producteur qui, en l'espèce, est le paysan haïtien, inculte, n'ayant aucune des organisations capables de lui permettre d'entreprendre une lutte quelconque contre l'exportateur... si ce n'est sa nonchalance à produire, diminuant ainsi l'offre et faisant augmenter du coup les prix. Il payait la taxe, mais il travaillait moins et recevait une rémunération de son travail égale ou supérieure à celle qu'il recevait pour un labeur plus sérieux ou plus lourd, car en la matière, il n'est pas téméraire de préjuger que l'offre est plus susceptible de variations que la demande... Et voilà un des résultats de la taxe : dégoûter le paysan de produire faute d'une rémunération convenable de l'effort dépensé. Mais l'importance de la question s'élargit quand on pense que le café est notre produit, l'unique si l'on peut dire, de plus grand rapport. Les exportations haïtiennes en bois, en coton, en cacao, en alcool ou en sucre n'ont jamais dépassé le produit de notre exportation en café, ni en valeur, ni en quantité, et, de plus, si l'on tient compte que dans la garantie de l'emprunt le café est assujéti pour les deux tiers, on voit combien le Gouvernement haïtien était mal inspiré de contracter l'emprunt dans les conditions où il l'a accepté, et, d'autre part, combien pouvait être sage la mesure qui établissait une taxe sur le café à l'exportation couvrant les deux tiers de la garantie. On me répondra qu'il n'y avait rien d'autre pour le faire. Il ne fallait donc pas emprunter et trouver un moyen de se tirer d'affaire autrement, d'autant plus que les paysans ne tiraient aucun profit de l'emprunt. Rien dans les textes ne montrant une sollicitude particulière à leur égard, la stabilisation monétaire d'intérêt général ne s'est jamais faite ; ils n'étaient pas porteurs de titres, séries bleue ou rose, ces analphabets ; une surproduction du café, au moyen du surplus de l'emprunt, n'était nullement prévue par des mesures législatives concordantes... Loin de là, tous les textes de l'emprunt contenaient en germe la faillite qui allait suivre et laissaient voir que pas un centime ne « pouvait » être employé à cette surproduction... Les suites des opérations nous

donneront raison.

Quant à l'autre taxe de 15 0/0 à l'importation, créée par la loi d'août 1909, il est inutile de dire que l'importateur ne la gardait pas pour lui, qu'elle ne fit que hausser les prix des marchandises sur lesquelles elle portait. Or, parmi les consommateurs, il ne faut pas oublier que 90 0/0 sont représentés par ces mêmes paysans à côté d'une élite évaluée à 10 0/0, dont les capacités sont improductives si on les compare à celles des classes moins élevées. Il manque de statistiques pour évaluer à combien cette surtaxe diminuait la consommation, ce qui nous permettrait de signaler dans quelle mesure l'appauvrissement de la fortune publique se faisait sentir, car, malgré cet emprunt, il ne faut pas croire que l'argent circulait mieux dans le public ; il n'y en avait pas précisément et divers Gouvernements qui suivirent durent, malgré les clauses du contrat d'emprunt, recourir à des emprunts intérieurs sous forme de mise en circulation de bons du Gouvernement.

D'ailleurs ici, comme avant, aucune autre mesure ne venait adoucir la situation de notre commerce. Des guerres intestines empêchaient pendant des mois parfois, toutes transactions... Cette mesure, qui n'envisageait que deux taxes pour l'amortissement de l'emprunt, était non seulement injuste, mais encore tout à fait anti-économique, comme l'emprunt lui-même, qui en était la source. Libéré de la B.N.H. — ne pas lire la B.N.R.H. — il eût été mille fois plus profitable de créer une Caisse haïtienne autonome, alimentée par les mêmes sources, qui mettrait à la disposition du Gouvernement les valeurs nécessaires pour racheter la dette intérieure et envisager les mesures à prendre par la suite pour la stabilisation de notre monnaie. Et ces sommes, côté nouveau de l'opération que je préconise un peu tardivement, loin d'aller constituer un capital qui nous était renvoyé après avoir payé l'aller et le retour sous forme de commissions, serviraient mieux la fortune publique en ne subissant qu'un déplacement entre diverses poches haïtiennes. Ces deux impositions, quoique mal réparties, profiteraient de toutes façons aux paysans et aux bourgeois qui les supporteraient. C'eût été du capital resté en Haïti, c'eût été 65.000.000 de moins à payer sans compter les intérêts. Dans l'ordre économique, il me semble que c'était là un fameux résultat obtenu en faveur de notre prospérité, de notre indépendance politique et économique. Libéré de la B.N.H., il s'agissait de construire, nos Gouvernements préférèrent démolir le peu qui restait de l'édifice national, ils préférèrent l'emprunt.

Mais, puisque emprunt il y avait, je me demande pourquoi, d'une façon si flagrante, les gouvernants de l'époque n'osèrent frapper que la classe qui, précisément, n'était pas en mesure de faire valoir le point de vue de ses intérêts sacrifiés ? C'est en raison même de cette situation, me répondra-t-on. Certes oui, mais ceux-là mêmes qui furent les promoteurs de ces opérations ignoraient-ils qu'en ruinant la classe productrice, ils se ruinaient eux-mêmes en fin de compte.

Taxe sur le café, surtaxe à l'importation, augmentation du prix de la vie, ruine de l'épargne haïtienne par cette malheureuse liqui-

dation de la dette intérieure en réduisant le capital des porteurs de 45 à 75 0/0, méfiance du producteur de la campagne, réduction de son bénéfice, abandon lent de toute culture dont les produits sont frappés trop lourdement, tels furent les premiers résultats de l'emprunt de 1910.

A défaut de statistiques qui nous apprendraient si le café tint bon et si la taxe de 15 0/0 donna les résultats espérés, je transcris les comptes de l'emprunt 1910 à la date du 31 mars 1917. Ce résultat n'étant que le fruit, bon ou mauvais, de causes dont il trahit la qualité.

Capital, solde dû	64.021.000	»
Coupons en souffrance :		
Echéance 15 novembre 1915.....	1.600.525	»
— 15 mai 1916	1.600.525	»
— 15 novembre 1916.....	1.600.525	»
1/4 0/0 Commission	12.003	93
Banque de l'U.P., avances pour paiement coupons échus le 1 ^{er} mai 1915.....	601.441	50
au total	69.435.990	43
Et ce n'est pas tout, en raison des emprunts de 1875 et 1896, la dette extérieure pour les capitaux et les intérêts dus à		
	62.038.155	37
ajoutés au solde de l'emprunt de 1910.....	69.435.990	43

nous arrivons à un total de..... 131.174.145 81
sauf erreur ou omissions, ajoute le texte.

La dette intérieure éteinte en 1910 reprenait naissance en 1912.

1912 :

Capital. — Solde dû sur le capital initial...	246.347	»
Intérêts du 1 ^{er} mars au 31 mars 1917.....	16.012	56
à 6 0/0 l'an soit 6 1/2 0/0.		

1913 :

Capital. — Solde dû sur le capital initial...	451.572	10
Intérêts du 15 janvier 1916 au 31 mars 1917		
à 6 2/3 0/0 l'an, soit 8,05 0/0.....	36.351	55

1914 :

Capital. — Solde dû sur le capital initial de 742.000	705.078	»
Intérêts du 1 ^{er} octobre 1915 au 31 mars 1917 à 10 0/0.....	70.507	80

1914 B :

Capital, solde dû sur le capital initial de 533.600	528.264	»
Intérêts du 15 janvier 1915 au 31 mars 1917, 11,39 0/0	60.169	27

1914 C :

Capital solde dû sur le capital initial de 346.700	331.945	25
Intérêts du 1 ^{er} mars 1916 au 31 mars 1917, à 7,22 0/0	23.971	21

Convention budgétaire :

Capital initial	1.089.819 57
Intérêts	127.009 21
Bon Fouchard :	
Capital, solde dû sur le capital initial.....	15.659 85
Intérêts 6 1/2 0/0 du 1 ^{er} mars 1916 au 31 mars 1917.....	947 80

Au total 3.703.675 26

Ces chiffres sont tirés de l'Exposé général de la situation de 1917, Edition officielle de l'Imprimerie Nationale.

Le rapporteur, en présence de ces chiffres conclut de la façon suivante :

« Ainsi que vous le constatez dans ces tableaux, la dette extérieure, à elle seule, figure pour environ, (au taux du change de l'époque) Or 24.595.153 »
« et la dette intérieure pour Or..... 3.703.675 26

« Cette constatation est pénible, mais nous devons avoir le courage d'avouer qu'elle est due à nos fautes passées.

« Sans nos révolutions successives, qui ont donné lieu à de grandes sorties de fonds et ont porté les cultivateurs à abandonner leurs champs, la situation financière et économique eût été meilleure et nous n'aurions pas subi avec autant d'intensité les conséquences du grand conflit européen dans lequel les Etats-Unis viennent d'entrer. Nos ressources diminuent chaque jour davantage et à moins de réaliser une grande opération financière, qui, dans l'occurrence ne peut être qu'un emprunt extérieur, nous ne voyons pas la possibilité d'arriver à une amélioration de notre situation financière et économique » (page 59).

Résumons donc la situation.

Elle est telle que déjà sept années après l'emprunt de 1910, on parle d'en contracter un nouveau. Dès le mois de mai 1915, les taxes prévues n'ont pas pu payer les échéances courantes. Au mois de mai 1917 la somme due est de 69 millions, cinq de plus qu'au jour de l'emprunt. Cela pour rembourser un emprunt intérieur qui ne devait pas dépasser 12 millions, si pour calculer ce chiffre on déduit les 10 millions de la réforme monétaire et les dettes nées immédiatement de l'emprunt, le surplus prévu dans le contrat qui devait être mis à la disposition du Gouvernement, le tout diminué de 45 à 75 0/0, et ensuite opérer une réforme monétaire qui ne s'est jamais effectuée et ruiner l'épargne haïtienne ou par la réduction de cette dette intérieure, la taxe sur le café et une surtaxe à l'importation.

CONSÉQUENCES POLITIQUES

Sur le plan politique, il ne semble pas que la République d'Haïti ait été mieux servie par ses gouvernants de 1910.

Et l'acte d'emprunt et le contrat de concessions apportaient de sérieuses restrictions à la souveraineté politique de l'Etat haïtien. Certes, il en est de même de la plupart des contrats d'emprunts — qui constituent de toute façon un acheminement certain vers une diminution de souveraineté, d'où la gravité de ces sortes d'actes et l'attention méticuleuse qu'ils réclament de la part des contractants qui y figurent à titre de débiteurs. A ce sujet, on verra que la politique financière de la République d'Haïti, si elle a été consciente, fut pour le moins très audacieuse. L'analyse de quelques articles des deux actes d'emprunt et de concession pour la formation de la B.N.R.H. le prouvera assez facilement.

Conséquences Politiques de l'Acte d'Emprunt

Et c'est d'abord l'acte d'emprunt qui, dans l'article 19 stipule que pendant toute la durée de l'emprunt, les droits de douane, affectés à l'amortissement de l'emprunt, seront « directement encaissés » par la B.N.R.H. Il est intéressant de faire remarquer immédiatement que c'est depuis 1910 que le Gouvernement haïtien avait admis le principe d'une intervention étrangère dans les affaires intérieures de la République. Plus tard nous verrons que la consécration évidente de ce même principe étonnera plus d'un haïtien — quoiqu'ils l'eussent déjà admis sous la forme ci-dessus exprimée. Il apparaît évidemment que c'était impolitique de confier à une Compagnie financière des pouvoirs que le Gouvernement se devait de se réserver — d'autant plus qu'il n'était nullement impossible d'envisager d'autres modalités qui aboutiraient aux mêmes fins.

Pendant l'article suivant, loin d'atténuer cette dérogation, est venu, au contraire, la renforcer, en décidant que l'assiette, les bases, les tarifs, les modes de perception, ainsi que les lois, règlements, dispositions de loi concernant ces droits en vigueur ne pourront subir de modifications de nature à diminuer le rendement de ces droits. Evidemment, nul reproche ne saurait être fait aux banquiers de veiller à ce que l'amortissement de l'emprunt soit assuré — il est non moins évident que les assurer par ces clauses, constituait pour la République d'Haïti une nouvelle atteinte à ses droits souverains de Gouvernement de ses affaires intérieures. Tel qu'il est, cet article consacre le fait qu'une Compagnie financière est habilitée à dicter ses lois douanières au Gouvernement et à les imposer, car la restriction apportée à cet article — argument des mots « de nature à diminuer le rendement de ces droits » pourrait ne jamais jouer en faveur de la République, pour la raison qu'il est normal, vu la teneur générale et imprécise de l'article, de prendre l'avis des banquiers, en cas de changements; même avec effet d'augmenter le rendement de ces droits — pour obtenir leur accord sur cette augmentation éventuelle. En cas de désaccord, l'article 20 ne les empêche pas d'opposer leur veto. Y passer outre serait manquer à l'article 20. Le respecter c'est admettre ce droit de veto à la

Compagnie, et, du même coup, porter une atteinte sérieuse aux pouvoirs politiques du Gouvernement. C'est ce même principe amplifié, qui sera consacré ouvertement plus tard par les Américains. Depuis 1910, le Gouvernement haïtien l'avait admis et consacré législativement.

Conséquences de l'Acte de Concession

Parmi toutes les conséquences politiques de ces deux contrats d'Emprunt et de Concession, celles que je vais signaler ne sont pas strictement d'ordre politique. On y découvre facilement, en effet, à côté du caractère politique, un côté économique qui n'était nullement négligeable. Nous allons essayer de les signaler en tenant compte ici surtout de ce qui ressort évidemment des textes, quoiqu'elles comportent au fond, en puissance, des répercussions assez peu favorables pour la République. Si nous en parlons maintenant, c'est que le contrat d'emprunt analysé plus spécialement ici dans cette partie de ce travail, le laisse sous-entendre. Les textes de l'article 21 parlent en effet de la « B.N.R.H., chargée de la Trésorerie de la République d'Haïti ». C'est en raison de cette connexion existant entre les textes des deux actes — dont l'un, celui d'emprunt, est la base, la raison d'être de l'autre, que l'on est obligé ici, pour compléter notre étude, de passer aux textes de l'acte de concession qui, eux, complètent ceux du contrat d'emprunt.

Nous n'analyserons pas cependant l'acte de Concession intégralement ici, réservant cette matière pour plus tard, puisque ce fut le même qui, concédé par les banquiers à de nouveaux preneurs, restera en vigueur en 1922, lors d'un nouvel emprunt, contracté envers les Américains.

Nous ne prendrons de ce contrat de concession qu'un ou deux articles pour déterminer quelques nouvelles conséquences politiques et économiques des opérations financières de 1910.

C'est l'article 14 du Contrat de concession pour la formation d'une Banque d'Etat, la B.N.R.H., qui prévoit que la B.N.R.H. « sera chargée à titre exclusif de la Trésorerie de l'Etat, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ». Il est inutile de qualifier la valeur de cet acte du Gouvernement qui remet exclusivement toute sa Trésorerie à une Compagnie étrangère. Comme geste politique, il est difficile de trouver les motifs qui l'ont déterminé.

Si peu politique qu'il soit cependant, il était doublé d'un effet économique sérieux, qui, semble-t-il, aurait dû éclairer le Gouvernement sur la portée de cet acte. Il est indéniable que le montant forfaitaire de l'emprunt constituait le meilleur de la Trésorerie haïtienne. Or, de par l'acte de concession, c'est la Banque Nationale de la République d'Haïti, qui délient ces fonds, et par suite de l'article 25 du Contrat d'emprunt, c'est au siège social de la B.N.R.H. à Paris qu'ils seront gardés, pour être rendus au Gouvernement dans les conditions dont nous avons parlé plus haut. Etait-ce une attitude bien prudente de la part du Gouvernement ? Certes oui, s'il

ne s'agissait que d'une question de confiance. Mais là n'est point la question. Il ne s'agit même pas d'une question d'intérêts — argument économique sérieux si l'on pense qu'une forte partie de ces sommes restait improductive à l'égard d'Haïti. Il s'agit d'une question politique bien plus grave — à savoir quelle pourrait être la situation du Gouvernement Haïtien en cas d'une défaillance de la Compagnie financière — ou de toute autre cause créant une impossibilité de fait du remboursement de ces sommes. Et qu'on ne pense que je cherche à créer des situations qui, normalement, seraient improbables. Ce sont les textes mêmes du Contrat d'emprunt qui font ressortir l'absence du sens de politique chez les Haïtiens — puisque c'est l'article 28 de ce contrat qui stipule la clause suivante :

« Si, avant l'époque fixée pour l'émission du présent emprunt (trois mois au plus tard), deux des fonds ci-après avaient été cotés à la Bourse de Paris au-dessus du cours indiqué ci-dessous :

« Rente française 3 0/0 : 95 0/0 ;

« Russe 4 1/2 0/0 1909 : 97 0/0 ;

« Emprunt haïtien 1896 : 98 0/0,

« tous ces cours s'entendant déduction faite sur la cote des intérêts courus.

« Comme aussi, s'il éclatait une guerre en Europe, ou en Amérique, ou une crise financière, ou un état de troubles graves, qui, de l'avis des banquiers, rendraient l'émission de l'emprunt impossible, ils auraient la faculté de retarder l'opération sans indemnité, jusqu'à la cessation de la cause du retard. »

Ces événements ont donc été l'objet de l'attention des banquiers et de telles prévisions n'étaient pas imaginaires, puisqu'il y eut la guerre, il y eut l'effondrement des fonds russes, cependant qu'aucun texte n'accordait un traitement équivalent à la République dans le cas où, par impossible, il faudrait accepter pour une bonne mesure celle qui consiste pour un Etat de confier toute sa Trésorerie à une Compagnie financière, vu ces considérations.

Il ne reste plus à comprendre dans cette analyse qu'un autre article du contrat de concession qui fut susceptible d'avoir une répercussion sur la politique haïtienne, c'est l'article 9 complété par les articles 12 et 13.

Cet article 9 reconnaissait à la B.N.R.H. le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur pour une valeur de 2 à 6 millions de dollars.

Quant au Gouvernement, à l'article 12, il est prévu la création d'une unité de monnaie à base d'or, et on se rappelle qu'au contrat d'emprunt, 10 millions étaient prévus pour effectuer cette opération.

L'article 13 interdisait au Gouvernement l'émission de toute monnaie de papier, fiduciaire ou de métal-nickel.

Il faut envisager ces articles à deux points de vue : le premier relatif à la restriction apportée par l'article 13, quant à l'exercice d'une des premières prérogatives essentielles d'un Gouvernement, celle de garder la liberté d'émettre, à n'importe quel moment, celle

des monnaies qu'il lui est facultatif d'émettre. Le second relatif à la couverture des billets au porteur de la Banque qui pouvait, avec un capital appelé de 5 millions, un prêt statutaire de 3.000.000, émettre pour 10 à 30 millions de monnaie haïtienne.

Le Gouvernement, relativement au premier point de vue, acceptait donc la restriction ci-dessus mentionnée, et, semble-t-il, espérait rétablir la situation par l'émission de sa monnaie divisionnaire à base d'or. Était-ce faire preuve d'une politique bien prévoyante ? Il est permis d'en douter pour les motifs suivants. D'abord, au contrat d'emprunt, aucun délai n'était imparti à la Compagnie financière pour exécuter ce programme de réforme monétaire — et, deuxièmement, on se demande ce que serait devenue cette monnaie d'or, circulant de concert avec les billets au porteur de la Banque, quand on réfléchit aux principes de la loi de Gresham, relativement aux situations analogues. S'il est prouvé, en effet, que la mauvaise monnaie chasse la bonne, en la circonstance, la monnaie d'or haïtienne, idéale jusqu'ici, selon tous les auteurs — devra faire place à l'autre. Où irait-elle, si elle ne reste pas en Haïti ? Cependant, s'il apparaît au premier abord que les pièces d'or haïtiennes dussent être la bonne monnaie comparative-ment aux billets au porteur de la Banque, eu égard seulement à leur valeur qualitative, certes, il serait déplacé d'accorder d'emblée le qualificatif mauvais à ces billets, d'où le second point de vue relatif à la couverture des billets de la Banque, couverture qui déciderait de la qualité de ces billets qui, malgré tout, bien entendu, ne seront jamais de la monnaie d'or.

L'article 11 du Contrat de concession nous répondra à ce sujet. Il y est écrit, en effet, que la Banque devra avoir en caisse, en métallique ou en valeurs assimilées au métallique, le tiers du montant des billets en circulation. Certes, tout compte fait, il restait bien 2 millions de francs dans les caisses de la Banque, le quart seulement de son capital avait été appelé, c'est entendu. Mais, en attendant elle faisait toutes sortes d'opérations bancaires, d'une part, et éventuellement ces deux millions de francs avaient le pouvoir de couvrir un minimum de 10 à 30 millions de francs (2 à 6 millions de dollars), comme le prévoit l'article 9 sus-cité. En dehors de cette remarque, il y en a une autre qui ne manque pas d'attirer l'attention : c'est la valeur des mots : « ou en valeurs assimilées au métallique ». Il s'agirait de savoir jusqu'à quel point ces valeurs assimilées remplacent le métallique d'une façon efficace — et ce qu'il faut entendre au juste par là et dans quelles proportions ces valeurs seront jointes au métallique, même pour compléter la couverture.

Certes, nous savons bien qu'en la matière il y a un élément psychologique qui compte beaucoup — parfois pour davantage que l'élément matériel même, couverture-or, puisqu'il serait infiniment rare qu'on puisse trouver une banque inattaquable sur ce point — vu que, somme toute, en poussant les principes à fond, il eût fallu avoir autant de métallique que de billets pour parler, en certaine circonstance, d'une bonne monnaie.

Cependant, pour le cas qui nous occupe, on ne peut pas dire

que le Gouvernement haïtien ait suivi une bonne politique financière. Ou elle est franchement mauvaise, ou ce qui est peut-être plus juste, il n'en a suivi aucune.

D'ailleurs, la suite des opérations prouve que ces contrats ne pouvaient fonctionner.

Certaines des conséquences économiques mécontentèrent le peuple, il y eut pas mal de révolutions et de guerre civile en Haïti. Politiquement, à cause de ce qui est dit plus haut, la Banque et le Gouvernement haïtien n'arrivèrent pas à s'entendre. Le Gouvernement émit des billets à son tour, tout alla mal jusqu'à la transaction de 1917, qui amenda le contrat d'emprunt en quelque sorte (1).

UTILITÉ DE L'EMPRUNT

Si on parle d'utilité, un emprunt se justifiera pendant longtemps encore en Haïti. Jamais pays n'a eu besoin de plus de capitaux mobiliers. Mais si, par utilité, on veut se demander si l'emprunt 1910 se justifiait par les buts qu'on lui assignait, il est nettement évident que 10 millions pour la réforme monétaire — et vu la réduction de 45 à 75 0/0 opérée sur la dette intérieure, — 65 millions dépassaient la mesure de ce qui était nécessaire pour exécuter ces opérations. Mais comme aucun texte de l'emprunt n'attribue aucun autre emploi aux valeurs à encaisser, nous sommes bien forcés de convenir que le gouvernement haïtien avait calculé qu'il lui faudrait ce chiffre-là pour parfaire ces opérations.

Evidemment, ce Gouvernement ne reçut que 47 millions, prix forfaitaire de l'emprunt, desquels toutes dettes déduites, il restait trente-quatre millions effectivement pour le Gouvernement. C'était peut-être plus qu'il n'en fallait toujours pour réaliser les buts envisagés.

C'est pourquoi parler de l'utilité de l'emprunt, c'est jeter un peu de lumière sur ce qui fait le sujet de notre thèse, sur la politique financière extérieure de la République d'Haïti. On ne peut nullement dire qu'il n'ait pas existé une politique financière haïtienne pour la raison que — même dans le cas où aucune directive précise ne servait de guide à cette politique, elle a existé en fait. Si elle n'avait aucune idéologie à sa base — c'est à nous de rechercher ici les motifs intimes des actes financiers accomplis par la République. Bons ou mauvais, il n'importe. C'est pourquoi nous allons reprendre les faits pour les expliquer. Et d'abord, revenons au but principal de l'emprunt.

Cette réforme monétaire, la pièce capitale parmi les motifs de l'emprunt, n'était même pas préparée à l'avance pour en recevoir une application immédiate, dont les résultats permettraient de meilleures espérances, pour les années qui suivraient. Si l'im-

(1) Voir : *Exposé de la situation de la République d'Haïti*, année 1917. Imprimerie Nationale, Port-au-Prince, Haïti.

prudence était grande de la part des financiers, de la part des Haïtiens, connaissant leur patriotisme quand la République est en danger imminent, elle dénote pour le moins un état d'esprit coutumier à un groupement national encore jeune, à savoir qu'en matière de Gouvernement, l'indépendance politique seule semble avoir une réelle valeur. Les liens de l'économie et de la politique se font sentir plus tardivement. Les Haïtiens ne se rendaient pas compte que tous les deux concourent à assurer l'efficacité du concept de souveraineté et qu'une entrave apportée à l'une rend l'autre presque totalement impuissante. Mieux que cela, Haïti n'était pas, en 1910, la seule République à ignorer la supériorité de l'économique sur la politique, et que des deux, s'il y en avait une qui fût sous la dépendance de l'autre, c'était bien la politique, pour la raison que là où une forte économie assure presque toujours une complète indépendance en politique, bien des peuples — Haïti en est toujours — font l'expérience actuellement que le contraire n'est pas toujours vrai. Beaucoup prétendent que les financiers haïtiens, en sacrifiant leur autonomie économique, obéissaient à des directives qui faisaient preuve d'une pénétration politique plus aigüe. Ils jugeaient ce sacrifice garanti par une politique qui dépassait les cadres de l'espèce présente pour s'élargir vers un domaine d'une portée plus grande et très efficace, qu'ayant besoin d'argent, l'essentiel était d'en trouver à n'importe quel prix, vu que la doctrine de Monroe serait toujours une sauvegarde de la souveraineté politique de la République. Nous reviendrons sur cette idée pour montrer s'il est vrai qu'elle a présidé subrepticement aux intentions haïtiennes pendant les négociations, combien elle était fausse et de plus qu'elle n'empêchait pas d'obtenir de meilleures conditions et qu'elle ne pouvait en aucun cas servir de prétexte à la mauvaise gestion des deniers de l'emprunt.

Mais, se demandera-t-on, pourquoi les Haïtiens ont-ils consenti à contracter une affaire si peu favorable ? Ne pouvant révéler le détail de leurs intentions, que je ne peux savoir naturellement, je reviendrai sur le point expliqué légèrement plus haut, à savoir que le concept d'indépendance économique n'entraînait pas dans leur esprit comme étant le corollaire nécessaire de l'indépendance politique. Devoir de l'argent, pour certains gouvernants haïtiens, semble n'être rien pourvu « *qu'ils croient* » pouvoir payer. Qu'ils croient, ai-je dit, et cela est vrai totalement. Les ressources de la République en 1911, dépassaient évidemment 3.600.000 francs et devaient, somme toute, augmenter normalement, donc aucune raison n'empêchait de contracter l'emprunt, quelque désavantageux qu'il soit. Avant quinze ans, on amortira totalement. Ce raisonnement ne serait pas mauvais si on avait pris les mesures économiques qui porteraient le pays à entrer dans une ère de développement susceptible de le permettre. Or, le manque d'idées économiques fit qu'ils ne virent pas que l'emprunt lui-même constituait une entrave à ce développement. Si tout est déjà vicié à la base, toute espérance est vaine, si riche que soit le sol de la République d'Haïti. Or, ce contrat d'emprunt, doublé de l'acte de concession de la Banque Nationale d'Haïti, constituaient-ils une mesure susceptibles d'ouvrir

cette ère nouvelle de prospérité ? A en croire les thèmes des discours du jour de l'inauguration de la Banque, on serait tenté de le supposer, d'autant plus que le vaste programme contenu dans l'acte de concession donnait à la B.N.R.H. toutes facultés et facilités pour y parvenir.

Je transcris donc, pour ceux qui veulent juger les faits quand ils sont prédits et après leur réalisation, les pronostics du directeur de la Banque, le jour de son inauguration, 8 mars 1911. Il saluait et remerciait d'abord les personnes présentes qui aidèrent à la formation de l'institution.

Monsieur le Ministre de France qui a collaboré si activement, etc...

Monsieur le Ministre d'Allemagne, qui a suivi, avec tant de persévérance tout le travail de formation de la nouvelle institution et qui en est l'ouvrier de la première heure et qui pourrait, si sa réserve bien connue ne l'en empêchait, revendiquer à juste titre... le titre de principal collaborateur de l'établissement.

Monsieur le Ministre des Etats-Unis, qui nous a valu le haut et puissant concours des capitaux américains.

Il envisageait ensuite dans ce discours :

La restauration des finances de l'Etat par l'ordre et l'économie.

Le développement du commerce en lui accordant les facilités dont il a besoin (1).

Le relèvement de l'Agriculture.

L'encouragement et la propagation du goût de l'épargne (2) par le développement des affaires industrielles et agricoles et la sécurité offerte au placement des capitaux, etc..., etc... (F. Marcelin, op. cit., p. 76-79).

Ce fut probablement un discours très applaudi, tant il présentait un tableau agréable, du fécond bonheur que la B.N.R.H. allait répandre en Haïti. Sans commenter davantage les textes de ce discours par une comparaison avec les résultats obtenus quatre ans plus tard et signalés dans le premier chapitre, je vais soumettre M. le Ministre des Etats-Unis à une rude épreuve, s'il sait que les Américains ont hérité du contrat de concession en transcrivant, après les remerciements adressés à lui plus haut, une pièce que les Haïtiens de 1910 mirent du temps à digérer tant leur indépendance politique leur semblait en pâtir. Elle est fort longue et se présente sous les espèces d'un memorandum adressé au Gouvernement haïtien par la légation américaine à Port-au-Prince, au mois d'octobre 1911, deux mois donc avant l'inauguration et tout au début des négociations. Le voici en entier :

« En se référant à ses précédents memorandum (sic), relatifs au contrat d'emprunt et de la Banque d'Haïti, le Département des Etats-Unis d'Amérique après avoir achevé l'examen minutieux de ces contrats, considère qu'ils renferment de gran-

(1) Ne pas oublier (surtaxe 15 0/0 à l'importation) ; c'est sûrement une des facilités prévues.

(2) Ne pas oublier le coup donné à l'épargne publique par le Gouvernement en réduisant de 45 à 75 0/0 le capital de la dette intérieure.

« des déficiences parmi lesquelles les suivantes peuvent être mentionnées :

« 1° La perception de certains revenus douaniers est confiée à une compagnie française pour une période d'une cinquantaine d'années, et, dans la suite, pour une période indéfinie (voir art. 13 du contrat d'emprunt). En cas de difficultés sérieuses entre cette compagnie française, percevant ainsi les revenus douaniers, et le Gouvernement haïtien, le Gouvernement français pourrait intervenir. L'article 24 du contrat n'exclut pas l'intervention, car cette clause, dans plus d'une circonstance, a été reconnue comme ayant un effet nul sur le droit d'intervention diplomatique. Le Gouvernement des Etats-Unis doit considérer avec défaveur tout contrat pouvant entraîner l'intervention par voie de contrôle des douanes.

« 2° Le contrat de banque, tel qu'il est conçu, est un contrat purement exclusif, non seulement en ce qui a trait au fonctionnement de l'Institution comme Banque Nationale, mais encore en ce qui concerne son fonctionnement comme entreprise commerciale (voir contrat Banque, articles 9, 14, 17 et 22). Le Gouvernement des Etats-Unis doit s'opposer à l'établissement en Haïti de droit de monopole qui exclut les entreprises américaines.

« 3° Le contrat de banque ne peut être considéré comme donnant un plan financier solide :

« a) Parce qu'on n'y voit pas clairement quels sont ceux qui doivent former et constituer cette Banque. Il peut être supposé qu'elle sera constituée par ceux à qui le contrat original aura été accordé — qu'il empêche de passer en d'autres mains...

« b) Le projet d'émission de billets de banque paraît entièrement impropre à l'établissement d'une circulation monétaire sérieuse. D'après l'article V, il est stipulé que le capital de la Banque sera de 20 millions de francs, dont un quart seulement, c'est-à-dire cinq (5) millions ou un million de dollars, doit être versé (1). On ne voit pas clairement si tout le stock doit être émis — et 25 0/0 à prélever dessus — ou si l'on doit émettre seulement 25 0/0 du stock, et pour lesquels la totalité de la valeur doit être payée, la balance du stock restant non émise.

« c) D'après l'article 9 du contrat, la Banque est autorisée à émettre de 2 à 6 millions de dollars en billets, c'est-à-dire deux à six fois la portion du capital qui aura été versée. Aucune stipulation n'est faite en ce qui a trait à la réserve d'usage. La seule réserve prévue est celle qui est stipulée dans l'article 11 où il est dit que la Banque devra avoir en caisse une valeur en numéraire équivalente au tiers du montant des billets en circulation. Ce tiers, comme le contrat, est maintenant (sens actuellement) élaboré, pourrait provenir entièrement des valeurs appar-

(1) Ne pas oublier que sur ces 5 millions la B.N.R.H. avait consenti une avance — dite statutaire — de 3 millions. D'autre part on se demande pourquoi cette nouvelle dette réclamée par le Gouvernement haïtien après un emprunt de 65 millions.

« tenant à des déposants, d'où une dépréciation possible de la circulation monétaire. La réserve ainsi prévue n'exige pas, en outre, que le montant réservé soit du numéraire, elle permet que ce montant soit constitué en valeurs assimilées au numéraire (1), ce qui est indéfini en ce qui regarde la nature de la monnaie.

« 4° D'après le contrat, tel qu'il est conçu, la Banque, non seulement exerce des droits de souverain, mais encore remplit des fonctions de trésorier, une section ordinaire de l'Administration haïtienne. Il est impolitique, de la part du Gouvernement haïtien, de mettre entre les mains de Sociétés privées des pouvoirs si souverains, parce que si ces pouvoirs ne sont pas convenablement exercés, ou si leur exercice devient indûment onéreux, pour le Gouvernement Haïtien, ce dernier ne pourra pas, sans courir le risque d'une intervention diplomatique, entreprendre d'en redresser les abus.

« 5° Le contrat semble non seulement peu équitable mais excessif pour le Gouvernement haïtien :

« a) Parce que les bons 5 0/0 du Gouvernement ne sont placés qu'à 72 et fraction. Par voie de comparaison on pourrait remarquer que les bons de Saint-Domingue ont été émis à 98 ;

« b) Comme il est dit ci-dessus, la Banque est chargée du service de la Trésorerie du Gouvernement haïtien, tandis que le Gouvernement paie à la Banque 1 1/2 0/0 et dans certains cas 2 0/0 pour la manipulation de ses fonds. Cette Institution, en retour, ne paie absolument aucun intérêt pour ses fonds qu'elle détient et utilise. Elle charge le Gouvernement haïtien de 5 0/0 avec addition de 1/2 0/0 pour le renouvellement des prêts qu'elle lui fait.

« c) D'après le contrat, la Banque a le droit exclusif d'émettre des billets, tandis que le Gouvernement n'a pas le droit d'en émettre. Aucune obligation n'est faite à la Banque d'émettre plus de 2 millions de dollars. Si cette somme est insuffisante, il est impossible au Gouvernement de remédier à cette situation en émettant lui-même des billets ou en exigeant de la Banque qu'elle en émette (articles 9 et 13).

« 6° Il n'est accordé aucune situation adéquate au Gouvernement dans la direction de la Banque car, tandis que l'article 8 prévoit la nomination d'un Commissaire spécial du Gouvernement et stipule que le tiers du personnel de la Banque sera composé d'Haïtiens, il ne semble pas qu'il y ait eu une prévision en vue de la présence de représentants dans le Conseil de la Banque, dont le siège est à Paris, et d'après l'article 17, les directeurs ont le droit exclusif de régler l'administration intérieure de la Banque. Il semble que le Gouvernement n'a aucune voix dans la question.

« 7° Il ne semble pas que la Banque soit dans l'obligation

(1) Probablement les titres de l'emprunt eux-mêmes, comme le permet l'article 10 du Contrat d'emprunt, qui dit : « que les titres non amortis seront admis comme cautionnement dans tout contrat avec le Gouvernement au cours coté de la Bourse de Paris, à l'époque où le cautionnement serait constitué ».

« d'avoir des fonds en Haïti et, par conséquent, il serait possible
« d'éloigner d'Haïti tous les fonds de la Banque et alors, peut-être
« d'entraîner d'après l'article 2 du Contrat de la Banque, une dis-
« solution de la Banque, laissant le Gouvernement haïtien entière-
« ment dans l'embarras.

« Les prévisions faites pour le rachat de la dette intérieure
« sont entièrement en discordance des droits des Américains por-
« teurs de bons. Beaucoup d'entre eux ont tenu à faire l'acqui-
« sition de bons pour lesquels ils ont payé plus du double de leur
« valeur actuelle, valeur qui a été dépréciée par le fait que le Gou-
« vernement haïtien a réduit de moitié le taux de l'intérêt.

« En outre, le projet ne fait aucune prévision et apparemment,
« ne se propose pas de régler de nombreuses réclamations contre
« le Gouvernement haïtien.

« Le Gouvernement des Etats-Unis doit insister en vue d'un
« juste et convenable règlement des réclamations. Pour ces rai-
« sons, le Gouvernement des Etats-Unis trouve qu'il est nécessaire
« d'exprimer une entière désapprobation à l'endroit des présents
« contrats, de protester contre la négociation d'une convention qui
« est en même temps si préjudiciable aux intérêts américains et si
« injuste à l'égard du peuple et du Gouvernement d'Haïti ; qu'il
« ne pourrait permettre à un tel contrat d'avoir son effet d'une ma-
« nière si préjudiciable aux citoyens et aux intérêts américains. »

Et voilà ! Peut-on parler, après cela, d'ignorance totale des Haïtiens à l'égard du contrat d'emprunt ? Comment le faire ? Ce mémorandum critiquait de façon précise et clairvoyante et le contrat de concession et celui d'emprunt. Pourtant, ils furent signés tels qu'on les avait présentés. C'est qu'il faut expliquer beaucoup de choses. Et, ici, on me permettra toutes considérations politiques et historiques capables d'éclairer le sujet qui nous occupe. Au reçu de ce mémorandum, le Gouvernement haïtien le prit très mal, paraît-il. Il n'entendait pas, en effet, qu'une puissance étrangère intervînt dans sa politique intérieure. L'orgueil des Haïtiens, — surtout en matière politique — est de cette nature, que faisant une bêtise il préfère la commettre soigneusement plutôt que d'accepter une remontrance, même avantageuse, pensant en ceci affirmer sa volonté indépendante. J'aurais compris les réponses ministérielles qui devaient être peu agréables aux Américains — je ne les ai pas ici — si, sauvant les apparences, le Département des Finances haïtien tenait compte cependant des critiques, totalement justes de la Légation américaine. Que voulaient-ils, ces Américains ? J'exprime ici une opinion toute personnelle que je tâcherai d'asseoir sur des faits. Ce contrat de la Banque mettait en échec plusieurs intérêts américains ; il s'agissait pour eux de les sauvegarder. Il y avait, d'une part, les intérêts purement pécuniaires, pas bien énormes à cette époque en Haïti, de certains Américains ; il y avait, en plus, et à mon avis, c'était le vrai motif du mémoire, à contrecarrer l'influence française trop grande, à leur avis, en Haïti, influence soutenue par des bases que le Contrat de la Banque rendait si solides que la France pouvait dire, en 1914, c'est mon opinion, n'avoir pas perdu totalement sa colonie de Saint-Domingue. Ce contrat de

la Banque, consenti par le Gouvernement haïtien à une Société française comme l'Union Parisienne, mettait en échec la doctrine de Monroë, qui voulait pour les Etats-Unis le rôle joué par la France en Haïti. De quelle façon pouvaient-ils donc effacer cet échec ? Il n'y en avait que deux : ou en agissant auprès du Gouvernement d'Haïti, ou auprès du groupe capitaliste français. Haïti se rebiffa — ce fut tant pis pour elle, car pour une fois, la Légation américaine, soucieuse de ses propres intérêts, qui coïncidaient par hasard avec ceux des Haïtiens, nous donnait un bon conseil. L'intransigeance haïtienne déjouant ses premières espérances, l'autre manœuvre fut mise en branle, secondée en ceci par l'Allemagne qui, en l'occurrence, ne pouvait être autre chose que l'alliée des Etats-Unis. Il faut croire qu'elle réussit, comme la suite des opérations l'ont prouvé. Loin d'avoir affaire rien qu'avec l'Union Parisienne, comme le premier projet le laissait prévoir, nous eûmes plusieurs capitalistes à s'intéresser à notre sort. L'affaire partagée, l'Amérique, l'Allemagne, intéressées par l'emploi de leurs capitaux, les Etats-Unis n'avaient plus à craindre, en cas de non-paiement, une intervention diplomatique unitaire de la part de la France. Certes, les papiers du Département d'Etat américain, des chancelleries allemandes et françaises me manquent pour prouver ce que j'avance. Mais un fait d'ordre psychologique me permet de m'y attacher. Dans le mémorandum américain, la toute première chose que nous fait remarquer la Légation américaine, c'est le risque de cette intervention diplomatique française. C'était peut-être là leur obsession — trahie par leur empressement à la coucher sur le papier. Dans tous les cas, eux satisfaits, il leur importait peu que nous signassions définitivement ces contrats. Ils ne pouvaient nous en empêcher non plus à vrai dire, sans se compromettre sérieusement aux yeux des autres puissances de l'Europe — aussi fortes qu'eux à cette époque, si ce n'est plus fortes.

Une autre doctrine politique — celle-là haïtienne — peut encore servir à expliquer les faits. Je fais remarquer dès maintenant l'opinion de M. Frédéric Marcelin, si peu loquace sur ce sujet, contrairement à ses habitudes pour tous autres points de vue de contrat d'emprunt. Après avoir admis que « nous méritions les reproches de la Légation », il se demande comment nos hommes d'Etat s'arrangèrent pour donner satisfaction aux intérêts américains. Il répond tout simplement : « Là est leur secret, il ne faut pas insister. » Pourtant, il faudrait essayer d'insister précisément, ne serait-ce que pour mettre à l'épreuve d'une confrontation serrée nos directives politiques de 1910 avec le bon sens, tout simplement, et essayer de les juger. Cette doctrine haïtienne, dont la paternité revient, paraît-il, à Anténor Firmin, consistait à pratiquer la maxime bien connue : « *Divide ut regnas* », mais dans un sens légèrement différent de celui de Machiavel. Appliquée à Haïti, elle revenait à cette idée qu'il fallait intéresser les plus puissantes nations du monde à notre sort, de telle sorte que nous convoitait toutes, toutes nous gardent. Si profonde que puisse paraître cette trouvaille, je conçois difficilement que des hommes d'Etat la mettent en pratique et rien que celle-là, vu surtout les circonstances qui nous

occupent. Cette politique du moindre effort comportait de grands risques. — Il est difficilement admissible, en effet, qu'un homme d'Etat conscient se contente de remettre les destinées d'un pays dont il a le gouvernement à la merci des luttes politiques ou des convoitises étrangères. En langage précis, cela s'appelle pêcher en eau trouble, car il était à prévoir qu'un jour arriverait où, toute convoitise cessante, ces puissances se missent d'accord pour faire de nous autre chose que nous garder. La guerre de 1914 fut-elle un des événements ? Quoiqu'il en soit — que nous ayons effectivement provoqué cette politique — que la légation américaine ait volontairement et seule décidé d'intervenir malgré nous, sous la forme de son memorandum — pour contrebalancer l'influence française en Haïti, il reste certain qu'avec eux, l'Allemagne aussi fut intéressée à l'opération. Donc, les Etats-Unis obtinrent satisfaction et nous autres, faisant de la politique sentimentale, décidés à faire respecter notre indépendance politique froissée par de judicieux conseils, nous passâmes les signatures au détriment de notre indépendance économique, c'est-à-dire de la moitié de notre souveraineté nationale, la plus belle moitié, il faut l'avouer, et la plus vraie aussi.

Comme on devait le prévoir, cet emprunt mécontenta le peuple. Les élections de 1911 vinrent envenimer les choses et la révolution éclata. Inutile de revenir sur cette période de notre vie politique. De 1911 à 1915, sept présidents (1) de la République se succédèrent sans pouvoir y maintenir l'ordre. Un seul semblait y arriver, on le fit sauter avec le Palais National, la garde y comprise. Toutes les révolutions coûtent cher. Les conséquences de cinq ans de fusillades furent que le Trésor s'appauvrit, notre production entravée, notre vie économique réduite à néant, une nouvelle dette intérieure depuis 1912 était contractée, ainsi qu'en 13 et 14 d'ailleurs.

Eh bien, il est temps de conclure. Ces cinq années de vie sanglante que clôtura le fameux massacre de juillet 1915 prouvent une chose, c'est mon opinion, mes compatriotes en penseront ce qu'ils voudront ; ma tâche ici est de dire la vérité que je comprends et non pas celle que des journalistes politiques répandent pour des raisons qui ne m'intéressent pas. Cette vérité que je crois indiscutable en 1910, à savoir d'une part que notre conscience nationale était nettement formée, eu égard à notre indépendance politique, nous voulions la garder et étions prêts à la mort pour la maintenir. Mais cela ne prouve pas moins, d'autre part, que relativement à notre indépendance économique, il nous était plus difficile de la sauvegarder, parce qu'il faut une plus longue éducation nationale pour créer cette compréhension effective et particulière de la synthèse : défense nationale du point de vue économique. Car il est bien certain qu'un danger de cet ordre est difficilement senti chez un jeune peuple qu'un autre d'ordre politique.

(1) A.-T. Simon, C. Lecomte, T. Auguste, Michel Oreste, Oreste, Zamor, Davilmar Théodore, V. Guillaume Sam.

Mieux, il ne paraît même pas que nos hommes d'Etat haïtiens aient eu toujours une nette compréhension de ce côté de la souveraineté nationale — vu le peu de souci qu'ils ont apporté à sauvegarder notre indépendance économique. Certes, des raisons peuvent expliquer cet état de choses. Il y a en Haïti, paraît-il, 90 0/0 d'illettrés. Ce pays, en 1910, n'avait connu qu'un siècle d'indépendance effective — après trois d'esclavage. N'importe, cependant, le fait est que si les Haïtiens avaient compris ce sens du concept d'indépendance économique, ils eussent pensé, de même qu'un débiteur, lié par sa créance, ne peut dilapider sa fortune et diminuer les sûretés données au mépris de ses engagements sans que le créancier prenne les garanties de droit qui assurent le service de cette créance, les nations étrangères, nos créancières, ne pouvaient non plus contempler longtemps les phases diverses de nos luttes intestines, alors que les annuités de l'emprunt 1910 risquaient de n'être plus payées — alors que le capital dû commençait d'augmenter — alors que ces luttes présageaient une impuissance totale de payer cet emprunt, alors qu'elles menaçaient de continuer sans cesse, sans que ces puissances fissent ce que fait tout créancier — se garantir. Faute de cette conscience nationale à l'égard de notre indépendance économique, il résulte — et en raison de nos guerres civiles aussi, qu'en dernière analyse, c'est nous, Haïtiens, qui sommes historiquement responsables — et par le fait d'une politique économique désastreuse, peut-être par l'absence de toute politique économique à vrai dire de l'intervention américaine en Haïti.

C'est nous qui, de notre propre mouvement, avons consenti dès 1910 de permettre aux banquiers de nous dicter nos lois douannières, de répartir nos impôts et diriger notre économie, en un mot. C'est nous qui, en fin de compte, et au mépris de notre complète autonomie, avons signé l'acte de concession de la Banque Nationale d'Haïti et le contrat d'emprunt, deux actes qui contenaient en puissance, consacrés par notre propre signature, le principe d'une intervention étrangère dans le règlement de notre politique financière. Que la République Française se soit entendue avec les Etats-Unis pour se garantir, je ne saurais l'affirmer, les archives du Quai d'Orsay et du Département d'Etat n'étant pas à ma disposition. Cette assertion découle d'une part du raisonnement établi précédemment, à savoir qu'ayant des intérêts engagés en Haïti, ces puissances pouvaient naturellement chercher à les sauvegarder comme c'est la pratique internationale entre Etats puissants — d'autre part, c'est une opinion qui domine dans le Nouveau Monde, et que la grande presse des Etats-Unis ne laisse d'entretenir dès que l'occasion se présente (1).

(1) Ces journaux ont laissé entendre que M. Jusserand, ambassadeur de France à Washington, fut appelé au Département d'Etat et tomba d'accord avec M. Bryan, que l'occupation militaire américaine pourrait se réaliser aux conditions suivantes :

Que les Américains s'engageassent à respecter les intérêts français, la langue et les coutumes françaises, les intérêts de la religion catholique, dont un clergé français était le desservant. Notons que cet arrangement conclu par la France, dans le but de s'assurer la bienveillance américaine au cours de la grande guerre, a été un marché de dupes. En dehors des ennuis créés par Wilson à la France,

Que les Etats-Unis aient entrepris seuls de couvrir les intérêts américains en Haïti, la chose n'est pas moins impossible.

En résumé, c'est que le contrat de concession de la B.N.R.H. de 1910, joint au contrat d'emprunt de 65 millions permettaient l'intervention d'une des trois nations créancières de l'emprunt.

C'est depuis 1910 que la République d'Haïti avait aliéné sa souveraineté. C'est là la vraie vérité qui découle des faits, des actes et non de nos suppositions. Parce que nous n'avions pas conscience de la vraie valeur de notre indépendance économique, dont dépend notre indépendance politique, les deux constituant notre complète souveraineté, nous consentîmes, sans nous en douter vraiment, à détruire l'œuvre édiflée en 1804.

C'est ainsi qu'en 1915, les Américains occupèrent militairement le territoire et la majeure partie des offices gouvernementaux de la République et nous imposèrent une convention qui devait nous apporter « l'honneur et le bonheur ».

au Traité de Versailles, pour ce qui concerne l'Europe, le chef des intérêts français en Haïti ne fut nullement respecté, loin de là, car la Banque régulatrice de la monnaie et des échanges du pays, la France l'a perdue. Sa suprématie dans l'ordre des importations a baissé jusqu'à 4,5 0/0, alors que le pays, français de goût, ne demande que des articles français ; 3° le câble français a été vendu à une Compagnie américaine ; 4° la suprématie de la marine marchande française dans la fréquentation des ports haïtiens du premier rang qu'elle occupait tombe au point que la Compagnie Générale Transatlantique ne peut envoyer de bateaux en Haïti, au moment où les Marines marchandes anglaise, italienne, allemande, canadienne, essayent de concurrencer d'assez loin d'ailleurs, la marine marchande américaine ; 5° à la place de la législation douanière d'avant l'occupation, favorable à la France, comme cela était nécessaire, les Américains, à cause de l'emprunt haïtien de 1922, mirent à sa place le Tarif de 1926, dont l'esprit et les édictons établissent une muraille prohibitive à l'encontre des produits français ; 6° la convention commerciale entre Haïti et la France, jadis favorable aux exportations haïtiennes et aux importations françaises en Haïti, fut brisée et remplacée par un instrument commercial mortel aux intérêts français représentés par les produits de la grosse industrie et l'article de fin français dont les Haïtiens, depuis plus de cent ans, ont l'habitude et le goût.

Du point de vue des intérêts moraux et spirituels.

Les Américains ont tout fait pour supprimer le français de l'enseignement afin de substituer à l'enseignement classique donné par des congrégations françaises, leur méthode de culture élémentaire et professionnelle.

2° Ils ont tout fait pour introduire l'anglais dans le domaine administratif.

3° La religion catholique, véhicule séculaire de la pensée française, dans les populations d'outre-mer, représentée en Haïti par un clergé breton, se vit contrebalancer par un clergé protestant américain, fortement armaturé, puissamment financé, en vue de la conquête des âmes, — en soulageant avec prodigalité la misère des masses haïtiennes, créée par des mesures anti-économiques, imposées par la force au pays — sans tenir compte de ses aspirations propres. Dans cet ordre d'idées, les Haïtiens ont plus fait pour sauvegarder les intérêts de la France que la France elle-même.

CHAPITRE III

Convention 1915 — Emprunt 1922

Les Américains intervenus en Haïti proposèrent immédiatement au Gouvernement de la République une Convention. Après plusieurs pourparlers, on s'arrêta à un texte définitif qui constituait, pour autant un contrat économique et politique. Cette convention comporte seize articles, la République d'Haïti gardait un Gouvernement autonome sous la surveillance et la direction de plusieurs « officiels américains ». La convention durerait dix ans, mais était renouvelable au gré des parties.

En ce qui regarde les finances haïtiennes, dès le premier article, on y parle de leur « établissement sur une base solide ». L'article 4 prévoit une revision, un classement de toutes nos dettes, en vue de leur complet paiement. Désormais, c'est le Receveur général qui perçoit nos droits de douane. L'article 5 prévoit que ces droits serviront d'abord au paiement des allocations de ce R.G. et de ses collaborateurs, — à l'extinction de notre dette publique, — à l'entretien de la police et dernièrement au besoin du Gouvernement. Je passe à l'article 8 qui interdit à la République d'Haïti d'augmenter sa dette publique sans le consentement du Président des Etats-Unis à moins que nos revenus le permettent suffisamment. De même nos droits de douane ne peuvent être modifiés d'une façon qui réduirait nos revenus sans l'assentiment du Président des Etats-Unis. L'article 9 nous empêche de signer avec une puissance étrangère aucun traité ni contrat qui diminuerait notre indépendance. L'article 12, très important pour ce qui concerne notre sujet, prévoit la signature d'un protocole entre les deux parties contractantes en vue du règlement de toutes réclamations entre les corporations, compagnies, citoyens ou sujets étrangers en Haïti. L'article 14, malgré son ambiguïté, prévoit que toutes les mesures peuvent être prises par les deux parties pour assurer l'exécution de cette convention.

Ce n'est pas ici le lieu d'apprécier cette convention — imposée par la force brutale — les Haïtiens ne purent que l'accepter, ac-

cordant ce qui était déjà pris les armes à la main par les troupes américaines (1).

Dans cette convention, ce que nous retiendrons dès maintenant, c'est le texte de l'article 12, qui prévoit la signature du protocole qui envisagerait le paiement de toutes les réclamations étrangères en Haïti — et l'article 1^{er} qui veut « établir nos finances sur des bases solides ». Sans ce protocole, la Convention eût été peu de chose. Mais comme il ne sera signé que le 3 octobre 1919 passons à d'autres faits qui suivirent dans l'intervalle intéressant plus directement notre sujet.

Entre temps, il y eut une transaction entre la République d'Haïti et la Banque Nationale. Elle eut lieu le 10 juillet 1916 à Washington. Cela se passait comme on s'en rend compte, une année après l'occupation américaine. Cette transaction comporte dix articles.

L'article 1^{er} prévoit l'exécution du plan de la réforme monétaire au moyen des 10 millions de francs gardés à la Banque de l'Union Parisienne — remboursés avec les intérêts. Des poursuites avaient été faites contre la Banque en octobre 1914. L'Etat Haïtien renonçait au bénéfice de ces poursuites. La B.N.R.H., dans l'article 3, gardait la Trésorerie et encaissait le montant des droits de douane. Après l'expiration de la convention, elle garderait la trésorerie, sauf pour le produit des droits de douane. La B.N.R.H. était rémunérée comme dans le contrat de concession. Un arrangement devait déterminer les créances et les dettes des deux parties.

La Banque, à l'article 10, et c'est un des principaux faits, renonçait au droit de préférence prévu à l'article 29 du contrat d'emprunt de 1910 seulement pour ce qui concerne les Emprunts extérieurs que le gouvernement haïtien pourrait contracter aux Etats-Unis d'Amérique. La B.N.R.H. gardait son droit d'émission de billets.

Comme on le voit, voilà déjà deux textes qui se complètent. La restauration des finances haïtiennes prévue à l'article 1^{er} de la Convention, demandait en effet la libération de certains engagements pris par la République d'Haïti. La République d'Haïti, malheureusement pour sa souveraineté politique et financière, ne les obtint que sous le régime de l'intervention américaine, alors que le département des Finances était secondé de l'Office du Conseiller financier. Les aurions-nous obtenus seuls, les textes de l'emprunt de 1910 ne le laissaient pas prévoir — ni la politique haïtienne qui suivit l'emprunt. Cette libération annonçait autre chose. Le programme de la convention devait s'exécuter. C'est cette exécution qui était déjà mise en œuvre aux dépens tout d'abord de la Banque de l'U. P.

Une lettre du Conseiller financier Addison T. Ruau au Secrétaire d'Etat des Finances, en date du 15 février 1917, nous éclaire dès maintenant sur les buts de ces tractations. Elle débute ainsi :

(1) Voir : *Exposé général de la situation de la République d'Haïti*. Imprimerie Nationale, Port-au-Prince, Ed. Chenet (1917).

« Monsieur,

« A la date du 29 décembre 1916, j'ai eu l'honneur de vous « soumettre le mémorandum suivant :

« L'article 1^{er} du Traité du 16 septembre 1915 fait au Gouver-
nement des Etats-Unis l'obligation d'assister le Gouvernement à
« asseoir ses finances sur une base solide. J'ai fait, en conséquence,
« une étude soigneuse des conditions existantes — et suis arrivé
« à la conclusion qu'il est désirable d'effectuer un emprunt de
« P. 30.000.000, dans le but de rembourser toutes les obligations
« existantes et valides d'Haïti et de se procurer des fonds pour les
« travaux publics et améliorations destinées à développer les res-
« sources de l'île si puissamment riche, etc... »

Toujours les mêmes thèmes : un emprunt pour en payer un autre et développer les ressources de l'île. Mais nous tenons la clef de l'énigme. Donc, dès décembre 1916, un emprunt est proposé. Il y eut quantités de pourparlers. Une Commission, composée de MM. Solon, Menes, M. P. E. Ex d'Haïti à Washington, Pierre Hudicourt, ancien délégué du Gouvernement d'Haïti, à la Conférence de La Haye, et Aug. Magloire, Administrateur principal des Finances avec M. Léon Dejan, comme secrétaire, ne put mener à bien les règlements de cet emprunt. Elle fut rappelée.

La situation resta inchangée en égard à la situation financière du pays, jusqu'au 3 octobre 1919, date à laquelle fut signé le protocole prévu par l'article 12 de la Convention Haïtiano-Américaine du 16 septembre 1915. Ce protocole est venu préciser des tendances qui ne pouvaient aboutir. Le programme de la Convention trouvait, sur le plan d'exécution, une résistance de la part du Gouvernement haïtien, qui, en tergiversant, s'appropriait à gagner du temps. Etait-ce suffisant comme principe de Gouvernement ? Les hommes politiques d'alors, tous vivants, ou presque, actuellement, allèguèrent l'excuse de la force américaine primant leur volonté et l'indépendance d'Haïti pour laquelle ils ne voulaient pas qu'il y eût une solution de continuité. Le point qui fera l'objet du débat d'ordre historique qui n'a pas sa place ici, sera de savoir si nous avons toujours une indépendance à sauvegarder ou bien une situation à changer radicalement ? Dans cette lutte, ce fut l'Américain qui l'emporta et toujours sur le terrain économique. Ce protocole, tel qu'il fut signé, est le suivant dans le sens de ses principaux articles.

Article 2. — Le Gouvernement, pour liquider toutes créances des sociétés, compagnies, sujets étrangers, convient de constituer immédiatement une Commission des Réclamations de trois membres, dont un sera désigné par le Secrétaire d'Etat des Finances d'Haïti, un Membre par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, un troisième qui ne devra être ni citoyen haïtien, ni citoyen des Etats-Unis, sera désigné par le Conseiller financier.

La Commission a pleins pouvoirs pour se prononcer sur toutes réclamations pécuniaires contre Haïti. *Toutefois, il est bien entendu que la Commission n'aura pas juridiction pour examiner et se prononcer sur :*

1^o Les dettes représentées par les emprunts 1875, 1896 et 1910,

actuellement existants ;

2° Celle due à la B.N.R.H. à la date du 31 décembre 1916, comme elle avait été reconnue par le Gouvernement haïtien le 12 avril 1916, etc..., etc...

L'article 6 dit : Pour permettre le règlement des reconnaissances rendues par la Commission des Réclamations et le remboursement de ces obligations spécifiquement mentionnées dans les paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4 de l'article 3 ci-dessus (c'est-à-dire les dettes des Emprunts, celle due à la B.N.H.R., à la Compagnie Nationale des Chemins de fer, à celle de la Plaine du Cul de Sac), et autrement, en vue d'établir les finances d'Haïti sur une base ferme et solide, la République d'Haïti s'engage à contracter, selon les termes et à l'époque qui seront fixés, d'accord avec le Conseiller financier, mais pas plus tard que dans deux ans après la date de la signature de ce protocole, un emprunt national de 40 millions de dollars-or, payable en trente ans par tirages annuels ou par voie d'achat sur le marché des titres, au-dessous du pair.

Il est bien entendu que le Gouvernement d'Haïti aura le droit de se libérer de la totalité de l'emprunt, moyennant un préavis donné dans un délai raisonnable, à n'importe quel moment, quinze ans après la date de l'émission.

Suivent d'autres articles — 11 au total — réglementant : la Commission des Réclamations et le reste (2).

Parmi ces articles, signalons le septième, très important quant à la dette extérieure de la République d'Haïti.

A son premier paragraphe, cet article prévoit que le produit de cet emprunt servira à payer les charges spécifiées aux paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4 de l'article 3 ci-dessus.

Et au paragraphe 2 :

Il sera pourvu à l'échange des titres de cet emprunt contre les titres des emprunts de 1875, 1896 et 1910 ; cet échange devant se faire en tenant compte du taux des intérêts des titres respectifs et devant avoir lieu entre le Secrétaire d'Etat des Finances de la République d'Haïti, d'accord avec le Conseiller financier, d'une part, et les agents qui pourraient représenter les porteurs des dits titres, d'autre part.

En résumé, tout était prévu en 1919 par la convention et le protocole pour que Haïti soit débarrassé de sa dette extérieure, donc de la Banque de l'Union Parisienne. Il fallait un emprunt pour y parvenir, et pour que cet emprunt se fit, la première condition exigée fut que la stabilité fût assurée au Gouvernement d'Haïti. Les parties jugeant que cette stabilité était précaire, ou le deviendrait après l'échéance de la convention conclue pour dix ans — convinrent d'y ajouter un acte additionnel comprenant deux articles, dont le premier, le principal, fixa à vingt ans la durée de la convention au lieu de dix.

L'analyse de ces deux documents révèle plus d'une anomalie.

(2) Voir : *Bulletin des Lois et actes*, année 1922. Edition officielle, Port-au-Prince, Imprimerie Nationale.

C'est d'abord l'incompétence de la C.D.R. eu égard à notre dette extérieure, malgré l'emprunt qui est prévu ; 2° l'acte additionnel qui devait avoir pour but, semble-t-il, de compléter les données approuvées dans le protocole, qui le précède en date. Ce protocole est du 3 octobre 1919. L'acte additionnel du 28 mars 1918. Pourtant, voilà un acte additionnel qui entame plus fortement qu'elle ne l'état déjà l'indépendance politique de la République, en vertu d'un emprunt à contracter, mais qui ne l'est pas encore. Autrement dit, voilà un accessoire qui précède le principal. La chose est d'autant plus grave que c'est le même Gouvernement qui signe cet acte additionnel, le protocole, et qui refuse de contracter l'emprunt. Ces tâtonnements, ces incertitudes de la politique haïtienne dénotent précisément le manque de caractère de la politique de ce gouvernement. Ou il voulait l'Emprunt ou il ne le voulait pas — et alors, protocole et acte additionnel devenaient nuls de plein droit, de même l'ajournement de notre libération de la Convention. Certes, c'est à quoi tendait cette politique, mais pour y arriver, elle n'en prenait pas le chemin, car le protocole et l'acte additionnel signés, les Américains pour qui la chose était primordiale, ne voulurent pas en démordre quelque argument que le Gouvernement leur présentait. Les Membres de ce Gouvernement me répondront toujours que ces actes ne furent passés que le couteau sous leur gorge et qu'ils n'étaient pas partisans de la politique dominicaine, par exemple, qui voulut que les Dominicains se retirassent totalement du Gouvernement des affaires de leur pays laissées à la seule charge des envahisseurs américains. Il est difficile de se prononcer. De toute façon, ce protocole, signé en 1919, laissait un délai de deux ans au Gouvernement haïtien pour émettre l'emprunt. Deux ans, juste ce qu'il faut avant que le Gouvernement d'alors ne fit place, selon les lois constitutionnelles, au nouveau qui devait être élu. Les deux ans passèrent. Cet emprunt ne fut pas voté malgré les pressions de toutes sortes exercées par les Américains qui allèrent jusqu'à supprimer et retenir les appointements du Président de la République. La thèse soutenue par le Gouvernement pour motiver son refus, se résume dans les deux lettres, qu'on trouvera aux pages suivantes, émanant, l'une de l'Ambassadeur américain en Haïti, M. John H. Russel, l'autre du Ministère des Relations Extérieures de la République d'Haïti :

Traduction (1)

« Port-au-Prince, le 15 avril 1922.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur de référer au Mémorandum de votre Excellence, daté du 30 décembre 1921, et à la Note du 31 janvier 1922. Mon Gouvernement a noté la déclaration de votre Excellence, à savoir que le Gouvernement haïtien croit que, légalement, le Protocole du 3 octobre 1919 est caduc, mais que les difficultés relatives au délai qui y est mentionné, peuvent être sur-

(1) Voir : *Bulletin des lois et actes*, année 1922. Edition officielle. Imprimerie Nationale.

« montées par une clause insérée dans la loi d'emprunt, et de plus
« la suggestion de Votre Excellence, contenue dans le para-
« phe 9 de votre Mémoire du 30 décembre 1921, que des dis-
« positions soient insérées dans la loi d'emprunt, touchant la con-
« version des bons des deux emprunts français restants.

« Je suis chargé de déclarer que mon Gouvernement quoi-
« qu'il considère encore le Protocole comme valide et en pleine
« force et vigueur, voudrait cependant que les difficultés qui se
« sont présentées soient aplanies par un accord supplémentaire
« entre les deux Gouvernements. Il pense toutefois que la loi d'em-
« prunt pourrait avoir seulement les clauses nécessaires pour don-
« ner au Pouvoir Exécutif Haïtien autorité pour contracter l'em-
« prunt et que les autres questions relatives à la validité du Proto-
« cole, au mode d'émission de l'emprunt proposé et à l'usage du
« produit de l'opération devraient être réglées par un échange de
« notes entre les deux Gouvernements.

« Par conséquent, pour mettre à exécution la proposition de
« mon Gouvernement, tendant à ce que ces questions soient trai-
« tées par un échange de notes, je suis chargé d'informer le Gou-
« vernement de Votre Excellence que, de cette façon, étant données
« les clauses du Protocole du 3 octobre 1919, passé entre les Etats-
« Unis et Haïti, clauses en vertu desquelles la République d'Haïti
« agréait de contracter, deux ans après la signature du Proto-
« cole, un emprunt national de P. 40.000.000 or, payable dans
« trente ans ; et, étant donné que la République d'Haïti n'a encore
« contracté aucune partie dudit emprunt, bien que la période de
« temps prévue soit écoulée, le Gouvernement des Etats-Unis sera
« d'accord pour une prolongation du délai prévu dans le Proto-
« cole pour la mise en train de l'emprunt, du moment que l'arran-
« gement pris dans le Protocole est exécuté dans un délai rai-
« sonnable.

« Je suis chargé de dire, en outre, que le Gouvernement des
« Etats-Unis estimera que les clauses du Protocole sont exécutées,
« si les bons de l'emprunt sont émis en série, les termes auxquels
« elle doit être vendue, le taux de l'intérêt, les termes de l'amortis-
« sement applicable aux taux de l'intérêt et les dispositions rela-
« tives à l'époque où les bons seront rachetés et aux moyens par
« lesquels ils le seront, étant fixés par le Gouvernement haïtien
« d'accord avec le Conseiller financier.

« J'ai encore pour mission de dire qu'il est de l'opinion du
« Gouvernement des Etats-Unis que le produit desdits bons, ainsi
« que les bons eux-mêmes, peuvent être employés au paiement des
« obligations mentionnées dans les articles 3 et 7 du Protocole en
« question et que les bons réservés à la condition prévue dans
« une période de deux ans, comme il est stipulé dans l'article 7,
« ne peuvent servir qu'à cette fin, tandis que les autres bons ou
« leurs rapports peuvent être employés conformément aux autres
« dispositions du Protocole.

« Enfin, je suis autorisé à déclarer que mon Gouvernement
« considère que la dette intérieure d'Haïti, telle qu'elle est repré-
« sentée par les bons émis en 1912, 1913 et 1914, A, B, C, n'est pas

« dans les clauses du Protocole comme des « réclamations pé-
« niaires » mais comme une dette liquidée et que, par conséquent,
« il conviendrait au Gouvernement haïtien de racheter ces bons
« qui ont été émis ou de maintenir leur service sans les soumettre
« à la Commission des Réclamations. En même temps que le Gou-
« vernement de Votre Excellence fera savoir à mon Gouvernement
« qu'il est disposé à exécuter les engagements pris par lui dans le
« Protocole et spécialement à remplir ses obligations en ce qui con-
« cerne une émission de bons, conformément à la façon de voir de
« mon Gouvernement, contenue dans cette Note, sur le délai men-
« tionné dans le Protocole, et expiré le 3 octobre 1919 pour l'émis-
« sion des bons stipulés par le Gouvernement haïtien. Mon Gou-
« vernement serait heureux de recevoir une réponse déclarant que
« le Gouvernement d'Haïti a noté que le Gouvernement des Etats-
« Unis, pourvu que l'emprunt soit émis dans un délai raisonna-
« ble, renonce à la clause du Protocole prévoyant une période de
« deux ans pendant laquelle la République d'Haïti devrait exécuter l'accord fait en l'article 6 du Protocole du 3 octobre 1919 pour
« l'émission de l'emprunt de P. 40,000,000 que le Gouvernement
« d'Haïti saisit cette occasion de confirmer son accord pour émettre
« un emprunt à ce chiffre et de déclarer qu'il accepte les sugges-
« tions du Gouvernement des Etats-Unis faites dans cette Note, à
« savoir que les bons de l'Emprunt seront émis en séries ; que le
« montant de chaque série, les termes auxquels elle doit être ven-
« due, le taux de l'intérêt, les termes de l'amortissement applica-
« bles au taux de l'intérêt et les dispositions relatives à l'époque où
« les bons seront rachetés et aux moyens pour y parvenir seront
« fixés par le Gouvernement haïtien d'accord avec le Conseiller
« Financier, et que le Gouvernement d'Haïti déclare en outre que
« la manière de voir du Gouvernement des Etats-Unis, en ce qui
« concerne l'emploi des bons ou de leur produit est aussi celle du
« Gouvernement haïtien.

« J'ai en outre pour instruction de dire qu'il apparaîtrait que
« le Secrétaire d'Etat des Finances d'Haïti devait résigner main-
« tenant un membre de la Commission des Réclamations. La dési-
« gnation des deux autres membres de la Commission, l'une par
« le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et l'autre par le Conseiller
« Financier, suivrait le troisième membre ainsi présenté devant
« être nommé par le Gouvernement d'Haïti, comme il est prévu
« dans le Protocole. Sous ce rapport, mon Gouvernement désire
« être renseigné en ce qui a trait aux lois d'Haïti applicables à
« l'espèce, sur le point de savoir s'il est nécessaire que le Corps
« Législatif sanctionne l'arrangement prévoyant la constitution de
« la Commission, le paiement des salaires à ses membres ou si de
« telles questions pourraient être réglées par l'Exécutif seul.

« En ce qui concerne la proposition contenue dans le mémo-
« randum du 20 décembre 1924 de votre Excellence, quant à la loi
« autorisant l'emprunt, je suis chargé par mon Gouvernement de
« dire qu'il est impossible d'agréer cette proposition pour autant
« qu'elle s'écarte des clauses déjà convenues entre les deux Gou-
« vernements, comme elles sont inscrites dans le Protocole. Mon

« Gouvernement estime qu'en vertu de la dernière phrase de l'article 10 du Protocole, la République d'Haïti s'est engagée à prendre sur loi strictement conforme aux prévisions du Protocole. « Je suis chargé du reste de déclarer que mon Gouvernement met « à profit avec beaucoup de plaisir la suggestion contenue dans la « Note de Votre Excellence du 31 janvier 1922, et demandant qu'il « fasse connaître ce qu'il conviendrait de porter dans la loi autorisant l'emprunt. J'ai donc l'honneur de soumettre le projet de loi « suivant, selon la suggestion contenue dans le Mémoire du 30 décembre dernier.

« Considérant qu'en vue d'accomplir le but du Traité conclu « entre les Etats-Unis et Haïti le 16 septembre 1915, tel qu'il a été « entendu par l'article additionnel conclu entre les Etats-Unis et « Haïti le 28 mars 1917, un Protocole a été arrêté entre les deux « Gouvernements le 3 octobre 1919 ;

« Considérant que certaines modifications de ce Protocole ont « été convenues dans un échange de notes entre les deux Gouvernements en date des

« Attendu qu'il est maintenant nécessaire d'autoriser le Pouvoir Exécutif à contracter l'emprunt prévu par le dit Protocole, « modifié comme il est dit ci-dessus ;

« 1° Les stipulations dudit Protocole modifié comme il est dit « ci-dessus sont adoptés comme lois de la République ;

« 2° Le Pouvoir Exécutif est, par la présente, autorisé à contracter un emprunt jusqu'à concurrence de quarante millions de « dollars or, 40.000.000, remboursables dans les trente années de la « date de l'émission ;

« 3° Ledit emprunt peut être réalisé par séries, à tels termes, « montants, taux d'émission et avec telles stipulations pour la « constitution des fonds d'amortissement, pour le rachat des obligations qui pourront être déterminées par le Ministre des Finances « ou tout autre fonctionnaire qui serait régulièrement désigné à cette fin », d'accord avec le Conseiller financier ;

« 4° Jusqu'au remboursement intégral de l'emprunt, le paiement des intérêts et son amortissement constitueront une première charge sur tous les revenus internes de la République, et « une seconde charge sur les revenus douaniers de la République « venant en ordre immédiat, jusqu'à l'expiration du Traité du « 16 septembre 1915, après le paiement des appointements, frais « et dépenses du Receveur général, du Conseiller financier et de « leurs aides nommés conformément audit Traité ;

« 5° Le contrôle de la perception et de l'allocation des revenus « ainsi gagés, après l'expiration dudit Traité et jusqu'à ce que ledit « emprunt soit intégralement remboursé, continuera à être fait par « un ou plusieurs agents nommés par le Président d'Haïti sur la « proposition du Président des Etats-Unis, ainsi que c'est prévu « dans le Protocole susdit.

« Relativement à la suggestion contenue dans la Note de Votre Excellence du 31 janvier 1922, que j'avais eu l'honneur de « transmettre à mon Gouvernement, le Gouvernement haïtien faisait ressortir que, sans de nouvelles taxes, l'offre d'emprunt pré-

« sentée par MM. Lee Higginson et Co, si elle était acceptée, aurait
« entraîné pour le Gouvernement haïtien, un déficit annuel de or
« 1.000.000. Je suis chargé par mon Gouvernement de dire qu'il
« continue, comme il l'a fait dans le passé, à prêter son aide au
« Gouvernement haïtien, en vue de l'établissement de lois créant
« de nouvelles taxes sous la législation existante. Dans ce but, j'ai
« instruction de suggérer à Votre Excellence l'opportunité de la
« considération immédiate et l'adoption le plus tôt du projet de
« loi sur les revenus internes préparé avec la collaboration d'ex-
« perts américains et soumis au Gouvernement de Votre Excellence
« debout depuis trois années passées, après discussion complète
« entre les agents des deux Gouvernements.

« Référant au désir exprimé par Votre Excellence dans sa note
« du 31 janvier 1922, que le Gouvernement américain prête ses
« bons offices au Gouvernement haïtien pour que celui-ci obtienne
« certaines améliorations dans les conditions de l'emprunt, je suis
« chargé par mon Gouvernement d'informer Votre Excellence que,
« aussitôt qu'il sera donné suite à la demande, plusieurs fois pré-
« sentée au cours des présentes négociations, de faire parvenir au
« Conseiller Financier d'Haïti, temporairement à Washington, les
« pleins pouvoirs nécessaires du Gouvernement haïtien, le Dépar-
« tement sera heureux de continuer à donner son aide et ses con-
« seils à ce fonctionnaire dans les négociations formelles qu'il
« pourra alors poursuivre au nom du Gouvernement de Votre Ex-
« cellence et vous pouvez être persuadé que le Conseiller financier,
« avec la pleine coopération du Département d'Etat, s'efforcera
« d'obtenir toutes améliorations possibles des banquiers dont les
« propositions sont indiquées dans le Mémorandum du Gouverne-
« ment haïtien du 30 décembre dernier.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma
« haute considération.

« John H. RUSSEL,
« *Haut Commissaire Américain.* »

Son Excellence M. Justin Barau, Ministre des
Relations Extérieures, Port-au-Prince.
Secrétariat d'Etat des Relations Extérieures.

« 4 mai 1922,

« Monsieur l'Ambassadeur,

« En réponse à votre lettre du 15 avril dernier, j'ai l'honneur
« au nom du Gouvernement haïtien, de porter à la connaissance
« de Votre Excellence que les difficultés qui se sont présentées au
« sujet du Protocole du 3 octobre 1919, qui, juridiquement, est
« frappé de caducité, peuvent être aplanies par un accord supplé-
« mentaire entre nos deux gouvernements.

« La loi d'emprunt aura seulement les clauses nécessaires pour
« le contrat d'emprunt. Les questions relatives à la validité de
« l'emprunt, au mode d'émission de l'emprunt et à l'usage du pro-
« duit de l'opération seront réglés par un échange de notes.

« Le Protocole du 3 octobre 1919, la loi d'emprunt, les accords
« y relatifs seront soumis en même temps au Corps Législatif pour

« être sanctionnés.

« Pour mettre à exécution la proposition de votre Gouvernement tendant à une prolongation du délai prévu dans le Protocole du 3 octobre 1919, pour la mise en train de l'emprunt, le Gouvernement est disposé à signer un accord en ce sens.

« Je suis chargé de faire les remarques suivantes à Votre Excellence :

« 1° Il me semble que l'observation faite par le Gouvernement haïtien, concernant les emprunts français n'a pas été comprise, elle revient à rappeler ces deux points :

« a) Les bons de ces emprunts ne peuvent être rachetés que conformément à leur contrat d'émission, c'est-à-dire en *francs*, après avis préalable indiqué dans les contrats ;

« b) Que la prescription contre les porteurs ne peut être valable qu'après une période de cinq ans.

« 2° Par le Protocole du 3 octobre 1919, le Gouvernement haïtien s'est engagé à contracter un emprunt de 40 millions dans les deux ans, mais depuis il a été nettement reconnu par nos deux Gouvernements que cet emprunt est au-dessus des forces du pays, c'est pourquoi en 1920, le Conseiller financier, d'accord avec le Gouvernement américain, avait proposé de le réduire à 25 millions, et après avoir bien considéré la question, le Gouvernement américain s'est rendu compte que cette proportion était encore bien trop forte et l'emprunt a été arrêté sur un chiffre allant de 11 à 16 millions. Il est à espérer qu'avec le développement certain du pays, il pourra être contracté des emprunts qui ne seront pas seulement faits pour liquider le passé, mais pour entreprendre des œuvres productrices. Le Gouvernement haïtien estime qu'il ne peut pas donc lier l'avenir et arrêter que tous les emprunts à venir seront faits sur la base du Protocole du 3 octobre 1919.

« L'emprunt de 16 millions ne doit pas être considéré comme une première série d'un emprunt, mais comme un emprunt définitif.

« Il reste nettement entendu que la dette intérieure consolidée, représentée par les Bons émis en 1912, 1913, 1914, séries A, B, C, ne tombe pas sous les prévisions du Protocole du 3 octobre 1919, comme réclamations pécuniaires, mais sont des dettes liquidées que le Gouvernement haïtien pourra racheter ou dont il pourra maintenir le service.

« 4° Pour ce qui concerne la nomination des membres de la Commission des Réclamations, le Gouvernement estime qu'il ne peut commencer à mettre en exécution le Protocole qui n'est pas encore sanctionné. Le Pouvoir Exécutif ne peut pas de lui-même instituer la Commission et lui donner l'autorité nécessaire, il ne peut pas lui attribuer des salaires sans le vote d'une loi, aucune pension, aucune gratification, aucune subvention, aucune allocation quelconque, à la charge du Trésor public, ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi proposée par le Pouvoir Exécutif (art. 112 de la Constitution).

« 5° Le dernier alinéa de l'article 10 du Protocole du 3 octo-

« bre 1919, ainsi conçu : « Le Gouvernement d'Haïti s'engage en
« outre à prendre toutes mesures législatives nécessaires pour don-
« ner plein effet aux prévisions du Protocole », semble avoir été
« mal interprété quand vous dites que votre Gouvernement estime
« qu'en vertu de la dernière phrase de l'article 10 du Protocole, la
« République d'Haïti s'est engagée à prendre une loi strictement
« conforme aux prévisions du Protocole. Cet alinéa est assez expli-
« cite pour ne pas susciter des commentaires ; ce que nos deux
« Gouvernements ont voulu stipuler, c'est que des mesures législa-
« tives accessoires seraient prises à la suite pour donner plein effet
« aux prévisions du Protocole, les questions prévues dans ce docu-
« ment diplomatique étant si complexes que tout ne pouvait pas
« être réglé dans ce seul document.

« Après les conversations qui eurent lieu à la Légation des
« Etats-Unis entre le Haut Commissaire américain, ambassadeur
« extraordinaire, et les Secrétaires d'Etat des Relations extérieures
« et des Finances, il avait été établi qu'un contrat d'emprunt se-
« rait soumis au Gouvernement haïtien par une Banque d'émis-
« sion. Comme pour les emprunts français, toutes les conditions
« et les stipulations de l'emprunt liant respectivement l'Etat haï-
« tien et les prêteurs devaient être contenues dans ce projet de
« contrat. La loi d'emprunt que le Gouvernement proposerait au
« Corps Législatif serait la sanction de ce contrat. Le projet de
« loi — tout bâti, proposé au Gouvernement, dépouille le Corps
« Législatif de tout contrôle de l'emprunt, dès maintenant et pour
« toujours, et par son article 3, le pouvoir exécutif abandonne toute
« décision généralement quelconque au Conseiller financier. Un
« semblable projet de loi — contraire à tout principe — ne peut
« pas être soumis au corps législatif.

« 6° Pour ce qui concerne les taxes internes, le Haut Com-
« missaire avait promis de discuter avec les représentants haïtiens
« les mesures à prendre et qu'à cet effet il demanderait l'assistance
« d'un expert résidant dans la République Dominicaine.

« Aussi, c'est avec un certain étonnement que le Gouverne-
« ment a reçu la suggestion de prendre en considération immé-
« diate, voire même adopter le plus tôt, un projet de loi sur les
« revenus internes, préparé avec la collaboration d'experts amé-
« ricains et soumis, dites-vous, au Gouvernement haïtien depuis
« trois ans passés, après discussion complète entre les agents des
« deux Gouvernements.

« A ce sujet, le Gouvernement haïtien croit nécessaire de rap-
« peler encore une fois que rien de définitif n'a été arrêté, jusqu'à
« présent sur les taxes internes.

« M. Ruan, alors Conseiller financier, ayant présenté un pro-
« jet de contributions directes et indirectes, le Gouvernement haï-
« tien eut à répondre par un contre-projet et le Département d'Etat
« saisi de la question n'a pas encore fait jusqu'ici aucune recom-
« mandation officielle.

« Mon Gouvernement veut espérer que nous ne tarderons pas
« à tomber d'accord sur tous les points pour que des pleins pou-
« voirs nécessaires soient donnés au Conseiller financier en vue

« de contracter l'emprunt.

« Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, pour renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma haute considération.

« J. BARAU. »

A Son Excellence J.-H. Russel, Haut-Commissaire Américain, Ambassadeur extraordinaire, Port-au-Prince.

Ces lettres dénotent parfaitement l'état d'esprit des parties. Les deux années prévues devant profiter aux Américains, ils entendaient conserver le droit de nous accorder un plus long terme pour nous exécuter, comme si ce protocole signé par le Gouvernement constituait un engagement d'ordre civil auquel on pourrait même ajouter dans ce cas une clause pénale. Je n'insisterai pas sur ces événements intéressants au plus haut point, pourtant, et qui mériteraient d'être étudiés afin d'éclaircir les directives de la politique américaine en Haïti. Le cadre de ma thèse ne me permet que de les signaler pour l'éclaircissement de mon sujet. Il suffit d'en retenir la date, 15 avril 1922, afin de pouvoir comparer plus tard avec d'autres pièces qui en révéleront mieux l'importance.

Avant ce 15 avril 1922, un autre événement capital pour la Banque de l'Union Parisienne et le Gouvernement haïtien se produisit. Après la Convention, 1916, après le protocole, 1919, après l'acte additionnel, 1918, cet événement vint rompre les dernières attaches du Gouvernement à la Banque N.R.H. En effet, pour des raisons que les textes n'expliquent pas, la Banque de l'Union Parisienne, par sa lettre en date du 23 juin 1920 au Secrétaire d'Etat des Finances, notifiait au Département des Finances, sous réserve de l'approbation du Gouvernement « le transfert de ses contrats, affaires, Immeubles, clientèle et actif net, en faveur de la National City Company ».

En vertu du contrat de concession, ce fait mettait le Gouvernement haïtien dans l'obligation ou de liquider avant dix-huit mois toutes les créances et dettes nées de la gestion de la Banque des affaires haïtiennes, ou de consentir au transfert avec de nouveaux créanciers.

C'était donc, en décembre 1921 que ces créances et dettes devaient être liquidées. Le Gouvernement laissait le pouvoir le 15 mai 1922. Rien n'était fait jusqu'ici.

Les conclusions qu'il faut tirer sont les suivantes :

1° La Convention qui annihile en fait l'indépendance haïtienne, prévoit tout un programme financier dont les buts apparents semblent devoir tirer la République d'Haïti d'une désastreuse anarchie politique et financière au détriment de notre dignité nationale ;

2° Par l'acte additionnel qui prolonge en vue d'un emprunt la durée de la Convention jusqu'en 1936 ;

3° Par la transaction consentie par la Banque de l'U. P. et la République d'Haïti qui remettait les choses en l'état ;

4° Par le Protocole de 1919, qui exigeait l'emprunt, en réglait le montant, les modalités de versement, la garantie, l'usage qui en serait fait ;

5° Par les pièces diplomatiques utilisées précédemment desquelles il résulte que la politique américaine en Haïti, lentement mais sûrement, après avoir tiré de l'Union Parisienne tout ce qu'elle pouvait en tirer, en vertu du contrat d'emprunt 1910, nous isola complètement du reste du monde pour pouvoir devenir définitivement maître de nos finances — la seule forme de colonisation qui soit d'un bon rapport aujourd'hui avec certains peuples ;

6° Par le transfert de la B.N.R.H., consenti par le Gouvernement et la Banque de l'Union Parisienne à la National City Company — qui constituait pour Haïti un engagement formidable en face d'une Société dont les intérêts sont protégés en Haïti par une force militaire — il semblait que tout fut perdu.

Eh bien, toute cette œuvre eût été vaine tant que le nouvel emprunt n'aurait pas été effectivement contracté. A la faveur de la paix, on eût pu payer les dettes extérieures et nous libérer. Tous les faits mentionnés plus haut resteraient à l'état de projet — et finiraient par être annulés. Le Gouvernement tint bon jusqu'à la fin, malgré des erreurs impardonnables accomplies durant les premières années de l'occupation. Il acheva son septennat, l'emprunt ne fut pas voté. S'il n'eût été jamais voté la Convention n'eût certes pas reçu l'application que les Américains prétendaient lui donner. La situation eût été que l'acte additionnel devenant nul, faute d'emprunt, et la Convention prenant fin en 1926, Haïti eût dû être totalement libérée politiquement à cette date.

Les Américains le prévoyant, prirent des mesures telles qu'en mai 1922, M. Louis Borno put être élu Président d'Haïti à l'encontre de l'article 73 de la Constitution qui veut que pour être Président d'Haïti, il faut être né de père haïtien et n'avoir jamais changé de nationalité. M. Borno, né Haïtien, en vertu de cette même Constitution et de la loi de 1860, était fils d'étrangers naturalisés haïtiens par la suite. Le Président Borno était déjà décidé à exécuter, semble-t-il, tout ce qui n'était que projet jusqu'alors. Ses premiers actes furent de donner corps à ces projets, d'où la dernière partie de cette thèse qui devra analyser le Contrat d'emprunt de 1922, le Contrat de concession et les Statuts de la Banque Nationale de la République d'Haïti, société anonyme haïtienne, créée en 1922.

L'excuse du Gouvernement de M. Louis Borno, appuyée, certes, par des actes officiels accumulés par le Gouvernement qui le précéda, fut — que ces actes obligeaient son Gouvernement à les exécuter. Comment n'a-t-il pas pensé qu'il ne lui serait pas moins impossible d'imiter le précédent Gouvernement dans son refus de les exécuter, d'autant que ce précédent Gouvernement, à tout prendre, était lié moralement plus que le sien à les exécuter.

L'Etat haïtien ne forme certes qu'une seule personne juridique. Les engagements que l'ordre public et le soin de sa souveraineté lui dictait d'enfreindre, avant 1922, — et qu'il n'exécuta pas avant 22 — ne pouvaient-ils donc continuer à lui permettre de le faire après 22, ou transiger, tout au moins ? N'était-ce pas d'un intérêt vital pour le peuple haïtien ?

Pour réaliser la Convention de 1915, proposée et imposée par les Américains, pour réaliser les fins du Protocole de 1919, le Gou-

vernement de 1922, un mois après son installation effective au pouvoir, proposa, le 26 juin 1922, au Conseil d'Etat la loi d'emprunt, dont je transcris les considérants :

« Vu l'article 55 de la Constitution,

« Vu le traité du 16 septembre 1915, conclu entre Haïti et les Etats-Unis d'Amérique, et l'acte additionnel du 28 mars 1917,

« Considérant qu'en vue d'atteindre les buts du traité passé entre Haïti et les Etats-Unis, le 16 septembre 1915, un Protocole fut conclu entre les deux Gouvernements, le 3 octobre 1919 ;

« Considérant que certaines modifications du Protocole furent acceptées dans un échange de Notes entre les deux Gouvernements et confirmées dans celles des 1^{er} et 3 juin 1922 ;

« Considérant qu'il y a urgence à adopter certaines mesures propres à asseoir les finances sur une base solide, qu'il importe de profiter du change actuel pour rembourser la dette extérieure, qu'il est juste et équitable d'apporter une prompte amélioration à la situation des porteurs de titres de la dette intérieure, de déterminer le montant de la dette flottante et des réclamations diverses et de pourvoir à leur règlement, soit en la remboursant, soit en garantissant le service d'amortissement et d'intérêts.

« Considérant qu'en vue d'arriver à la revision du tarif douanier et de diminuer les charges actuellement supportées par la masse du peuple, il y a lieu de dégrever les revenus publics des gages actuellement existant.

« Considérant, d'autre part, qu'il est indispensable d'assurer par des moyens rationnels l'augmentation de la production nationale, en conséquence d'exécuter tous travaux de routes publiques et d'irrigation des plaines propres à atteindre ces fins ; qu'il convient d'organiser la surveillance des campagnes, l'ins-truction et l'éducation de la masse rurale et de pourvoir à la construction de maisons d'école : Article premier. — Le Gouvernement de la République est autorisé à contracter au mieux des intérêts du pays, un emprunt de 40 millions de dollars or américain, (au taux actuel, soit 1 milliard de francs).

« Le dit emprunt sera émis en séries : la première sera de 16 millions environ et les autres seront émises au fur et à mesure des besoins du Service Public. »

Il est impossible de critiquer ces considérants. Une présomption en faveur des gouvernants promoteurs de l'emprunt, étant accordée d'avance quant aux motifs que ces considérants développent et quant aux intentions jugées *a priori* réellement bonnes des gouvernants, d'autant qu'en dehors des considérants, l'état actuel de la République pourrait en légitimer bien d'autres tout aussi bons, si ce n'est meilleurs.

Sans entrer maintenant dans l'étude des textes de l'emprunt, il est nécessaire de faire remarquer que l'emprunt de 1910 — de 65 millions consenti si peu favorablement, — n'avait servi, *en réalité*, qu'à payer une dette intérieure. Qu'en 1922, douze ans plus tard, un nouvel emprunt intervient pour payer le dernier de 1910 — et les autres qui l'avaient précédé. Cette remarque n'est faite que pour faire ressortir le côté défectueux de la politique financière haï-

tienne qui s'endette pour payer des dettes. Faut-il insister sur le caractère vicieux d'une telle conception, qui constitue à la fin un cercle duquel on ne pourra jamais sortir. De 65 millions, on passe à 1 milliard de francs. Il ne s'agit que de continuer sur ce pied pour que d'ici vingt ans — on arrive à quelques centaines de milliards, dépassant franchement la capacité économique de la République d'Haïti.

Puisqu'il s'agit de payer la dette extérieure, le plus clair des considérants exprimés plus haut, nous allons la déterminer telle qu'elle ressort des pièces que j'ai pu trouver. Pour mes calculs, je me baserai sur un état présenté en 1917 dans l'Exposé général de la situation. Je n'aurai qu'à calculer que les annuités, au nombre de 11, qui n'étaient certainement pas payées en 1922. Dans tous les cas, en 1919, elles ne l'étaient pas depuis 1915 et l'exposé de 1919 le prouve.

Ainsi, nous aurons le tableau suivant, tracé en détail pour une plus nette compréhension.

Emprunt 1875 :		
Capital, solde dû	19.252.560	»
Coupons en souffrance :		
1 ^{er} janvier 1916	481.314	»
1 ^{er} juillet 1916	481.314	»
à juillet 1922		
12 versements	5.775.768	»
	6.737.396	»
1/2 0/0 commission.....	33.685	»
	6.771.685	»
Au total	26.024.245	»
Emprunt 1896 :		
Capital, solde dû (1).....	37.638.500	»
Coupons en souffrance :		
1 ^{er} janvier 1916....	1.129.155	»
1 ^{er} juillet 1916.....	1.129.155	»
à juillet 1922		
12 versements	13.549.860	»
	15.808.170	»
1/4 0/0 commission,	39.500	»
	15.847.660	»
	53.486.160	»
Au total : 53.486.160.		

(1) Dans l'exposé de 1917, il y a bien 37.638.500, tandis que dans celui de 1919, j'ai trouvé sous la même rubrique 38.638.500.

<i>Emprunt 1910 :</i>		
Solde dû		64.000.000 »
Coupons en souffrance :		
15 novembre 1915...	1.600.525 »	
15 mai 1916.....	1.600.525 »	
15 novembre 1916...	1.600.525 »	
à juillet 1922		
12 versements	19.206.300 »	
	24.007.875 »	
1/4 0/0 commission.....	60.000 »	
		24.067.875 »

La dette extérieure en 1922 devrait donc s'élever àFr. 167.599.280 »

Si des annuités ont été payées, ce ne peut être qu'à partir de 1919. Calculée à cette date, cette dette était portée dans le mémoire remis au Conseiller financier relatif à la négociation de l'emprunt, à 147.673.858 16

Il y a donc beaucoup de chances, aucun emprunt n'ayant été contracté, que le service de ces annuités ne fut assuré qu'avec les revenus normaux de la République, ce qui, en quelque façon, infirme la partie des considérants de loi d'emprunt de 1922, relatifs à sa nécessité.

Pour la dette intérieure, en 1922, elle s'élevait, ensemble avec la dette flottante à\$ 5.928.567 91

Mais le Gouvernement, sans qu'il me soit possible de dire comment, les pièces faisant défaut, avait réduit en 1922 sa dette en francs à... 87.023.435 »
convertis à 0,08 centimes, nous devons.....\$ 6.971.874 »

En ajoutant les bons internes à courtes échéances, il faut compter.....\$ 1.971.029 54

Au total \$ 17.871.471 75

Est-ce l'emprunt 1875 qui a été payé et d'autres annuités avec ? Le tableau ne révèle, sans l'expliquer, que ce chiffre de 17.871.674 dollars 75 centimes.

Pour nous résumer, la République d'Haïti en 1922 faisait un emprunt en principe de 40 millions de dollars afin d'en payer quelques 18 millions de dettes et entreprendre les grands travaux cités dans les considérants. La première tranche n'était que de 16 millions, nominal, bien entendu.

Maintenant que ces préliminaires ont été déterminés, il s'agit de préciser quelques autres questions, à savoir : qui acheta notre emprunt ? A quelles conditions il fut fait, et quelles étaient les garanties de l'emprunt ?

Analyse du Contrat d'Emprunt de 1922

Pour cela, nous allons analyser le texte du contrat d'emprunt.

Les comparants furent : pour la République d'Haïti, M. John A. Mc Ilheny, conseiller financier de la République d'Haïti ;

2^o M. Léon Déjean, secrétaire d'Etat des Relations extérieures.

D'autre part, il y avait :

M. Allen G. Hoyt, stipulant pour et au nom de la National City Company ;

2^o M. Walter F. Woohries, stipulant pour au nom de la National City Bank of New-York.

Nous précisons immédiatement que la N. C. C., tout en étant une Société anonyme distincte de la N.C.B. of New-York, est dirigée effectivement par les mêmes personnages que la N.C. Bank of New-York et, d'autre part, que ces mêmes directeurs, sont ceux qui rachetèrent la B.N.R.H. à la Banque de l'Union Parisienne, et qu'enfin, ils venaient le 17 août 1922, deux mois avant, de constituer la nouvelle B.N.R.H., autrement dit, rien n'est changé depuis 1910, sinon que l'Union Parisienne a fait place à la N.C.C., et qu'au lieu de 65 millions, nous en sommes pour un milliard. Ce qui est resté comme toujours et qu'il faut remarquer, c'est que la même société qui fonde la B.N.R.H. est celle qui en fait émet notre nouvel emprunt.

On se demandera pourquoi deux sociétés, dont l'une fictive, puisqu'une seule existe en réalité. La raison que je crois comprendre est que les offres de la N.C.B. of N.-Y. ayant été refusées au cours de la période 1915-1921 pour le motif que ses conditions étaient trop onéreuses, la N.C.B. of N.-Y. fonde la N.C.C. qui nous en accorda de meilleures. Cette dernière permettait à la N.C.B. of N.-Y. de ne pas perdre le bénéfice des opérations que l'ambassadeur américain J.-H. Russell finit par forcer avec l'aide d'un Gouvernement acquis à sa dévotion, la République d'Haïti à contracter.

La réponse à la deuxième question, à savoir à quelles conditions fut contracté l'emprunt, nous est fournie par l'article 11 d'abord du contrat d'emprunt.

L'emprunt de 40.000.000 devant être émis en séries, au gré des besoins du Gouvernement, cette première série de 16 millions fut vendue par le Gouvernement à la Compagnie (N.C.C.) au prix d'achat de 14.741.920, c'est-à-dire à 91,137 0/0, plus une somme équivalente à l'intérêt des obligations à 6 0/0 du 1^{er} octobre 1922 à la date de l'exécution du contrat, ou 14.755.253,33.

L'intérêt est de 6 0/0 l'an, ainsi qu'il est dit en l'article 1^{er}.

L'article 6 prévoit le paiement d'intérêt et l'amortissement des titres de l'emprunt. Il y a tout un tableau qui donne les chiffres annuels que le Gouvernement haïtien doit mettre à la disposition de l'agent fiscal (la N.C.B. of N.-Y.) pour le rachat de ces titres.

Leur total annuel pour trente ans, s'élève à la somme de 35.281.145 ou 35.461.145 si on se fie à un calcul plus serré avec les données fournies par le tableau.

L'article 5 prévoit que le Gouvernement haïtien ne pourra racheter l'emprunt, en totalité toujours, jamais partiellement, pas avant 15 ans, c'est-à-dire en 1937, avec les préavis d'usage dans ces contrats, fixé à deux mois ici.

L'article 7 innove quelque peu dans ses stipulations, en égard au contrat de 1910. Il y est prévu en effet que si les revenus généraux de la République d'Haïti dépassaient \$ 7.000.000 — une année quelconque — 25 0/0 de ce surplus, mais pas plus de \$ 250.000, seront remis à l'agent fiscal N.C.B. of N.-Y. en vue du rachat des titres en circulation.

Ainsi, par cette clause, le Gouvernement est obligé de racheter, malgré lui, quelque puissants que puissent être ses autres besoins — pour 250.000 dollars de titres et l'article 15 prévoit qu'en cas d'impossibilité de rachat, pendant quatre mois, cette somme restera à New-York, avec intérêts 2 1/4 0/0 l'an avant que d'être retournée au Trésor du Gouvernement.

De même que dans le premier contrat de 1910, une commission de 1/4 0/0 est prévue à l'article 15, sur le montant nominal de tous coupons d'intérêts payés et 1/8 0/0 sur le montant nominal de toutes obligations retirées.

Telles sont à peu près toutes les conditions auxquelles l'emprunt a été soumis. Ce n'est pas encore le lieu de les soumettre à aucune critique, toute appréciation étant réservée comme conclusion de cette thèse.

Étudions donc les stipulations de garanties qui ont été prévues pour couvrir le service de l'Emprunt. Un seul article y suffit, c'est l'article 9. Je l'énonce en entier, vu son importance, et dans toute son intégralité :

« Pour assumer et garantir le paiement du capital et des intérêts des obligations, série A, et de tous autres titres de l'emprunt
« qui pourront être plus tard émis par le Gouvernement, conformément à l'autorisation donnée par ladite loi du 26 juin 1922,
« mais n'excédant pas en capital une somme de \$ 40.000.000 de dollars et pour assurer et garantir le paiement de toutes sommes
« qui peuvent être dues et payables pour et en vue de l'amortissement du capital des obligations, Série A, comme présentement
« prévu, le Gouvernement accepte de créer, et par ces présentes
« crée une première hypothèque sur tous ses revenus internes et
« revenus de douanes, soumis seulement à la charge qui grève ses
« revenus douaniers (n'excédant pas 5 0/0 pour le paiement des
« salaires, allocations et dépenses du Receveur général et du Conseiller financier, tel qu'il est prévu par le Traité du 16 septembre 1915, le Gouvernement, par ces présentes, hypothèque ces
« dits revenus, et autorise le Receveur général ou le fonctionnaire exerçant ses attributions à l'expiration du Traité du 16 septembre
« 1915, le fonctionnaire ou les fonctionnaires à nommer par le Président d'Haïti sur la proposition du Président des Etats-Unis
« d'Amérique, tel qu'il est prévu à l'article 8 du Protocole du 3 octobre 1919, à prélever des revenus hypothéqués, les sommes nécessaires pour être versées conformément aux dispositions de
« l'article 6 de ce présent contrat et à remettre ces sommes à

« l'agent fiscal aux époques et de la manière prévues dans le contrat et dans les dites obligations. »

Il n'y a pas plus long. Je crois que le texte est assez clair pour se passer de tous commentaires qui tendraient à l'expliquer. Quant à le juger, c'est une autre affaire. Ce sera l'objet d'un chapitre ultérieur. A part les 50/0 prévus pour les bureaux du Conseiller financier et Receveur général pris sur nos revenus douaniers, revenus internes et de douanes garantissent l'emprunt et sont par ce fait hypothéqués. Signalons simplement ici l'aggravation de cette garantie comparativement à celle prévue dans le contrat de 1910. C'est une hypothèque générale, à titre universel et de premier rang que nous avons consentie. En 1910, deux taxes douanières seulement avaient été accordées, les principales, c'est entendu.

A part ces textes, rien des 23 articles contenant les stipulations du contrat d'emprunt n'intéresse profondément l'étude de cette thèse. Ce sont des clauses accessoires relatives au fonctionnement de cet instrument financier qui ont un caractère secondaire. Nous pouvons donc nous résumer afin de bien déterminer la situation du pays quand survint la fondation de la B.N.R.H. de 1922.

Il y a eu d'abord l'intervention américaine, l'occupation militaire du territoire haïtien et des départements principaux du Gouvernement du pays et la Convention de 1915, texte diplomatique constituant pour Haïti une vraie mise en tutelle ;

2° Ces événements furent suivis de la transaction entre la République d'Haïti et la Banque de l'Union Parisienne, avantageuse pour Haïti, uniquement par le fait qu'à ce moment la Banque de l'Union Parisienne fut forcée de tenir immédiatement tous les engagements pris envers la République d'Haïti. La situation, à ce de vue, était mise au point et à net ;

3° Il y eut le Protocole du 3 octobre 1919, qui complétait les textes de la Convention de 1915. La Convention, seule, n'aurait pas grande valeur comme instrument attaquant notre souveraineté, s'il n'y avait été ajouté l'acte additionnel de 1918 qui, logiquement, devait suivre et non précéder le Protocole de 1919. Les deux ensemble donnaient un sens à la convention de 1915 par les obligations qu'ils forçaient la République d'Haïti à contracter dans un délai de deux ans. Ils créaient un lien de fait puissant, qui unissait les destinées de la République aux affaires financières auxquelles ils donnaient naissance. Sans eux, rien ne se fût engagé.

Vint ensuite, toujours pour suivre et compléter la politique entamée, le transfert consenti par la Banque de l'Union Parisienne, de la B.N.R.H. à la N.C.C., le 23 juin 1920. Malgré nous, les Américains se créaient des intérêts puissants en Haïti, les intérêts qui furent ceux de la France, avant la guerre. Ceci constituait déjà un formidable atout dans leur jeu. C'était désormais une Banque américaine qui gardait effectivement le Trésor haïtien. Elle prenait tout simplement la succession, pour la continuer, du contrat de 1910.

Ce n'était pas suffisant à leurs yeux. Les Etats-Unis usèrent même de la force à un moment donné pour obtenir davantage. Ils nous imposèrent, en définitive, le contrat d'emprunt de 1922, signé

à Washington, par le Ministre des Relations extérieures Dejean, et John Mac Ilheny, et M. A. Blanchet, Ministre d'Haïti à Washington, faisant fonction de notaire pour la République d'Haïti. La toile d'araignée, par ce dernier acte, était complètement tissée. Non seulement les textes des instruments diplomatiques susceptibles heureusement d'être remplacés par d'autres, nous liaient terriblement, mais les faits survenaient contre lesquels la République d'Haïti parviendra difficilement, très difficilement, à lutter, chargée d'un emprunt de 40 millions de dollars, soit d'un milliard de francs.

Ainsi donc la politique américaine en Haïti a été très précise et poursuivie méthodiquement de 1918, date de l'acte additionnel à la Convention, à 1922. Ils réalisèrent tout le plan qui devait anéantir, en réalité, la souveraineté de la République. La Convention prendra fin, certes, mais la pièce capitale demeurera, l'acte d'emprunt, instituant déjà un droit d'intervention intérieure, susceptible de se corrompre en n'importe quoi quand il est appuyé par les armes, chaque fois qu'ils le jugeront nécessaire et tant que cet emprunt ne sera pas remboursé. Or, pour 16 millions, la première tranche, nous en sommes réduits à attendre 1952. Car, les faits sont les faits. Jamais, en 1937, la République d'Haïti n'arrivera à racheter la totalité des bons émis. Déjà, en cette année 1931, un moratoire nous est accordé, à cause des conditions défavorables de notre état financier. Si le solde de cet emprunt est forcément dû au Gouvernement haïtien, un demi-siècle après 1952, peut être prévu pour son paiement.

L'œuvre bâtie de cette façon, il restait autre chose à faire. La Banque de l'Union Parisienne liquidée, établir les bases de la nouvelle B.N.R.H., avec les modifications dont j'ai parlé plus haut, modifications importantes, selon l'angle sous lequel on les envisage.

Ainsi qu'on le constate, si en 1910, la République d'Haïti avait réalisé le paradoxe d'aliéner une très forte part de sa liberté politique et économique, parce qu'elle était libre de le faire, en 1922, ce principe a reçu une consécration ouverte et amplifiée, avec cette seule différence qu'on ne peut plus dire qu'elle voulait se prouver à elle-même sa liberté d'action en aliénant toute sa liberté. Qu'il y ait un Gouvernement haïtien, cela est vrai, qu'il y ait une politique gouvernementale libre haïtienne, voilà la chose la plus douteuse qui soit. De par ce fait Haïti est-elle une colonie américaine ? Non. Subit-elle un protectorat ? Pas davantage, vu qu'elle peut opposer une résistance assez sérieuse aux visées américaines et rendre impossible l'efficacité, assez peu favorable d'ailleurs, de cette protection. Du point de vue économique, nous allons voir que l'emprunt 22 de 40 millions effectifs, n'a permis à la République de se tirer d'affaires pendant huit ans, puisque actuellement les finances haïtiennes sont dans un état tel que plus d'un homme politique envisage l'éventualité d'une nouvelle opération dans le même genre. C'est qu'à côté des conséquences économiques signalées après le contrat de 1910, d'autres se sont ajoutées, plus fortes d'intensité, et qui découlent des manœuvres économiques américaines pour placer Haïti dans un état réel de subordination à l'égard des

Etats-Unis. La principale de ces manœuvres fut le nouveau tarif douanier imposé par le Conseiller financier. Il constituait comme on verra bientôt, un canal par où, inévitablement, la fortune publique haïtienne, petit à petit, mais sûrement, devait passer aux Etats-Unis, vu la grande différence qui se révèle entre nos importations et nos exportations aux Etats-Unis. En effet, si globalement, nos importations d'Amérique chiffrent à 70 0/0 de toutes nos importations extérieures, nos exportations aux Etats-Unis varient depuis dix ans entre 7 et 12 0/0, 9,25 pour 1930. Cela est certes dû à d'autres causes aussi, situation géographique, frêt et fréquence des navires, mais il est certain que les facteurs capitaux en la matière restent la qualité et le prix des marchandises, c'est sur les prix à l'importation que le tarif eut une plus grande influence, comme on va le voir.

Dès 1926, l'étude du nouveau tarif douanier était achevée et mise en application. Dès cette application, une perturbation sérieuse se fit sentir dans le commerce sur le marché haïtien et celui des puissances avec lesquelles nous étions le plus en rapport, notamment la France, qui était la principale bénéficiaire de l'ancien tarif. Pour le commerce et l'industrie haïtiens, peu développés, il était évident qu'ils dussent en souffrir, vu que l'idée directrice qui servit à l'élaboration de cette loi était nettement en contradiction avec les vrais intérêts haïtiens. Les officiels américains ont voulu ce qui était peu économique, ni logique, vu l'emprunt s'ils tenaient à le voir rembourser, et s'ils n'avaient pas de moyens plus effectifs pour se payer eux-mêmes, favoriser surtout le commerce extérieur des Etats-Unis, lui faisant du marché haïtien un débouché propice aux marchandises américaines. Il n'y a qu'à parcourir la loi douanière pour s'en convaincre. Quel profit la République d'Haïti pouvait-elle en tirer ? Toute une couche sociale, une des plus intéressante, économiquement, pour le pays, les artisans, les industriels, les producteurs, se trouvait à la merci de la concurrence américaine favorisée en cela par le tarif.

Les produits manufacturés nécessaires à Haïti sont fortement taxés, mais comparativement aux matières premières qui pourraient être travaillées en Haïti, jouissent d'un régime rudement favorable.

Les exemples ne manquent pas : le marbre, l'onyx brut payent 0,05 le kilog ; sciés, ciselés, polis ou non, 0,10. La différence de taxation porte naturellement l'importateur vers le numéro 2 du tarif. Pour tout le travail du sciage, du ciselage, mieux fait certainement à l'étranger qu'en Haïti grâce à la main-d'œuvre qualifiée qui nous fait défaut, il est certainement plus économique pour le particulier de faire chercher du marbre travaillé que brut ou dégrossi pour le travailler en Haïti. Le résultat le plus immédiat est une atteinte portée à cette industrie si elle existe, ou l'inutilité de l'entreprendre, s'il faut l'innover.

La terre réfractaire tout court paie 0,005 le kilog, les briques, tuiles en la même matière 0,01.

Pour les articles de fonte, même procédé de taxation. Au numéro 1302, nous voyons que les pièces de cette matière à l'état brut,

n'ayant reçu aucune main-d'œuvre 0,06, et 1303, barres, poutres, plaques, colonnes, grillages, 0,07.

Pour les tissus, rien de changé, le produit brut paye une taxe qui, comparée à celle du produit manufacturé, rend favorable l'importation du produit manufacturé.

Les cuirs n'ont pas échappé à la règle.

Dans l'esprit des financiers américains, une telle loi douanière pouvait permettre le développement commercial de la République d'Haïti, et pouvait augmenter ses facultés de paiement.

Il y eut, certes, un mouvement d'importation sérieux après la mise en vigueur du tarif douanier. L'Amérique venait naturellement avec 70 0/0 sur le total des importations, tandis que notre exportation pour les Etats-Unis a passé de 11,02 0/0 à 7,81, puis 9,23 0/0. Mais ce mouvement s'est ralenti depuis : l'une des principales raisons c'est que ces primes établies en fait à l'importation par le tarif douanier, lentement mais sûrement, constituaient un canal par où se faisait une exportation sérieuse du petit capital haïtien, appauvrissant lentement la nation au bénéfice des manufactures américaines, au détriment de notre main-d'œuvre et de la classe des artisans haïtiens. Le danger, pour Haïti, est bien plus grand qu'on ne le pense pour la raison que le peuple n'ayant aucune éducation nationale rationnelle n'a aucune organisation susceptible de lui faire comprendre l'intérêt qu'il y a à acheter haïtien, surtout que le produit étranger sur le marché haïtien, est la plupart du temps incontestablement mieux manufacturé que le produit haïtien. Mais, tarif douanier et ses résultats ne sont pas autre chose que des conséquences de l'emprunt ; l'hypothèque accordée sur nos douanes n'est pas autre chose qu'une garantie de l'emprunt, d'où il ressort cette vue, qu'un emprunt pour être nécessaire peut, même passé dans des conditions acceptables, desservir profondément un pays, selon les clauses qui l'accompagnent. Une de ces clauses est celle de la garantie qui, pour l'emprunteur, devait être considérée avant l'emprunt même, de façon plus spéciale et plus profonde que le but de l'emprunt. Des personnalités haïtiennes du plus haut rang ont essayé de me faire comprendre qu'en toute cette affaire, la République d'Haïti, quoique la principale intéressée, n'avait pas vraiment voix au chapitre et que tout lui fut imposé, comme il ressort des manœuvres militaires exécutées par les Américains en Haïti. Le développement de cette nouvelle question est d'un ordre différent de notre sujet. Il ressort cependant des pièces annexées à ce travail que le Gouvernement de 1915, tout branlant qu'il était sous la poussée militaire américaine, avait pu résister jusqu'à son dernier jour et que si celui qui lui succéda au pouvoir avait su organiser, à l'encontre des visées américaines, une résistance opiniâtre et effective, il est probable, si ce n'est certain, que les finances haïtiennes ne se trouveraient pas embourbées à ce point. De notre liberté économique, il ne faut plus parler. Le gouvernement haïtien a perdu depuis 1922, toute initiative à cet égard. Les restrictions apportées par le Conseiller financier américain dans ce domaine suffisent déjà à elles seules, sans parler de la lutte ouverte qu'il entreprend contre ce gouvernement lorsqu'une loi fi-

ncière quelconque prise par ce Gouvernement semble trahir les intérêts américains en Haïti.

Parmi ces restrictions à notre liberté économique intérieure, on peut noter : 1° La présence du Receveur général et du Conseiller financier, vu les rôles qui leur sont impartis. Les articles 4 et 5 de la Convention montrent que le Ministre des Finances haïtien n'a plus rien à faire quand le Receveur général aura recouvré le montant de tous nos droits de douane à l'importation et à l'exportation — et que la destination de ces revenus sont nettement stipulées par cet article 5, sans qu'il lui soit permis de chercher à leur trouver un meilleur emploi.

C'est 2° l'article 7 qui prévoit un rapport mensuel fait par ce Receveur général au Département d'Etat, rapport soumis à la vérification des autorités de ce Département d'Etat.

C'est l'article 8, qui empêche au Gouvernement d'augmenter sa dette publique, sauf le cas où, nos caisses remplies, le paiement des intérêts et l'amortissement du capital sont assurés, autrement dit, sauf lorsqu'il n'y aura aucun intérêt pour le Gouvernement d'augmenter sa dette publique.

C'est l'article 9, qui ne permet pas à la République d'Haïti de modifier ses droits de douane qu'après entente avec le Gouvernement des Etats-Unis, c'est-à-dire que le tarif de 1915 resterait tel quel si défectueux qu'il puisse paraître au Gouvernement haïtien, tant que l'initiative prise par l'une des parties ne comportera l'assentiment de l'autre. Le tarif a été changé, nous avons su comment, mais ce fut naturellement une initiative américaine.

C'est l'article 14 enfin, qui donne aux Hautes Parties Contractantes, autorité pour assurer par tous les moyens nécessaires l'exécution des clauses de la Convention. Ce « par tous les moyens » est assez clair et une initiative de l'une ou de l'autre des parties contractantes sont totalement légitimes en n'importe quel cas.

Telle est, en partie, la situation de la politique financière haïtienne, sous l'influence des actes diplomatiques de 1916 à 1922, et contrats financiers de 1922.

Il ne nous reste qu'à analyser le contrat de la Banque, de 1922, pour préciser un peu mieux l'état de la question.

Cette analyse comportera un double avantage : celui de compléter l'étude qui a été faite relativement au contrat de 1910. Nous savons, en effet, que le même fut appliqué par les nouveaux financiers, qui n'y apportèrent que quelques modifications. Elle déterminera ensuite la vraie portée de l'acte de concession de 1922 dans ses répercussions actuelles et futures sur la politique financière d'Haïti.

CHAPITRE IV

La Banque Nationale de la République d'Haïti

C'est l'arrêté du 21 août — et non la loi du 7 août, sanctionnant le contrat de transfert de la B.N.R.H. à la N.C.C., comme il est publié dans le livret de la Banque, qui autorise la formation de la nouvelle Société anonyme, dénommée Banque Nationale de la République d'Haïti. Les deux textes sont d'une teneur totalement différente et la présence de l'une ne saurait suppléer à l'absence de l'autre. Si la loi du 7 août montre que la N.C.C. est devenue propriétaire de l'institution fondée en 1910, et que le Gouvernement haïtien n'a plus affaire qu'à la nouvelle Compagnie N.C.C., elle ne saurait justifier cependant, malgré l'approbation du Gouvernement à cette cession, l'exercice des opérations bancaires de cette ancienne société anonyme française en Haïti. Si la suite normale de cette approbation est l'autorisation d'exercer, l'approbation seule ne pouvait suffire pour justifier l'exercice de la qualité de banquiers des fondateurs ni la fondation elle-même. Pourtant les directeurs de la Société ont omis de faire précéder, dans le livret, l'arrêté d'autorisation prévue au Code de commerce haïtien, sans lequel la Société n'a pas d'existence légale en Haïti, d'autant plus que la cession de l'ancienne société n'implique nullement la formation d'une nouvelle. Et il y a eu formation d'une nouvelle société anonyme, haïtienne celle-là, sanctionnée comme il est dit plus haut. Y a-t-il eu une raison spéciale de la part des Banquiers à omettre cette publication. Il est difficile de l'affirmer malgré les différences qui existent entre les deux textes en question. Je les transcris pour permettre au lecteur d'en juger personnellement.

Liberté — Egalité — Fraternité

REPUBLIQUE D'HAÏTI

LOI

Louis Borno, Président de la République,

« Vu l'article 55 de la Constitution,

« Vu le Contrat de concession accordé par l'Etat à la Banque
« de l'Union Parisienne pour l'établissement et l'exploitation d'une

« Banque d'Etat sanctionnée par la loi du 21 octobre 1910,

« Vu la transaction intervenue entre la Banque Nationale de

« la République d'Haïti et le Gouvernement haïtien, signée à Washington, le 10 juillet 1916, et sanctionnée par la loi du 23 août 1918,

« Vu la lettre de la Banque Nationale de la République d'Haïti, en date du 23 juin 1920, portant notification au Département des Finances du transfert qu'elle a consenti sous la réserve de l'approbation du Gouvernement, de ses contrats, affaires, immeubles, clientèles et actif net en faveur de la National City Company.

« Vu le contrat passé au rapport de M^e Henry Hogarth et son collègue, notaires à Port-au-Prince, le 18 juillet 1922, entre le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce, et M. Walter F. Woories, Vice-Président adjoint de la National City Bank of New-York, agissant pour et au nom de la National City Company,

« Sur le rapport du Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce,

« Et de l'avis du Conseil des Secrétaires d'Etat,

« A PROPOSE

« Et le Conseil d'Etat, exerçant les pouvoirs législatifs, a voté la loi suivante :

« Article 1^{er}. — Est et demeure sanctionné le contrat passé le 8 juillet entre le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce et M. Walter F. Woories, Vice-Président adjoint de la National City Bank of New-York, pour et au nom de la National City Company.

« Article 2. — La présente loi abroge toutes les lois ou dispositions qui lui sont contraires et sera exécutée à la diligence du Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce.

« Donné au Palais Législatif à Port-au-Prince, le 31 juillet 1922, an 119^e de l'Indépendance.

« *Le Président,*

« J.-M. GRANDOIT.

« *Les Secrétaires :*

« DELABARRE Pierre-Louis Chs Fombrun...

« AU NOM DE LA REPUBLIQUE

« Le Président de la République ordonne que la loi ci-dessus soit revêtue du Sceau de la République, imprimée, publiée, et exécutée.

« Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 7 août 1922, an 119^e de l'Indépendance.

Louis BORNO.

« Par le Président :

Le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce,

Louis ETHEART.

Et maintenant l'arrêté d'autorisation :

ARRETE

Louis BORNO,

Président de la République

« Vu l'article 75 de la Constitution,
« Vu les articles 29, 37, 40, 45 du Code de commerce,
« Sur le rapport du Secrétaire d'Etat des Finances et du Com-
« merce,

« Et de l'avis du Conseil des Secrétares d'Etat,

« Arrête :

« Article 1^{er}. — Est autorisée la Société anonyme fondée à
« Port-au-Prince, sous la dénomination de Banque Nations de la
« République d'Haïti, par acte public, en date du 17 août 1932, en-
« registré.

« Article 2. — Sont approuvés l'acte constitutif et les statuts
« de la dite société passée au rapport de M^e Louis-Henri Hogarth et
« son collègue, notaires à Port-au-Prince, le 17 août 1922, et enre-
« gistrés.

« Article 3. — La présente autorisation pourra être révoquée
« en cas de violation des lois de la République ou non exécution
« des dits actes constitutifs, et statuts approuvés, sans préjudice des
« dommages intérêts envers les tiers.

« Article 4. — Le Secrétaire d'Etat des Finances et du Com-
« merce est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera pu-
« blié au *Journal officiel*.

« Donné au Palais National, le 21 août 1922, an 119^e de l'In-
« dépendance.

Par le Président : BORNO.

Le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce,
Louis ETTHEART.

CONTRAT DE TRANSFERT

Le contrat de transfert n'est pas autre chose que le contrat de concession de 1910 avec certaines modifications nécessitées par le nouvel état de choses. En analysant donc le Contrat de transfert, nous ne ferons pas autre chose que revenir sur le texte de 1910 qui mit la Légation américaine dans un tel émoi quand l'acte fut concédé par le Gouvernement d'A.-T. Simon, à la Banque de l'Union Parisienne. C'est pourquoi cette analyse plus détaillée que celle faite aux premières pages pourra, d'une part, compléter ce qui a été dit, à propos de l'emprunt de 1910, quand les textes, n'ayant pas été changés s'y rapportent, et d'autre part constituer une étude sur la situation de la Banque actuelle, eu égard aux textes nouveaux ajoutés à l'ancien.

Ce Contrat de transfert comporte en tout neuf (9) articles ou paragraphes, lesquels sont subdivisés la plupart en sous-articles. Ces sous-articles représentent l'amalgame de l'ancien acte, concession auquel on a joint des précisions nouvelles, soit par des suppressions ou des adjonctions nécessaires selon l'avis des comparants.

MM. Louis Ettheart et W.-F. Woorhies, dûment mandatés, ont arrêté et convenu ce qui suit, par devant M^e Hogarth, et son collègue, notaires à Port-au-Prince.

Titre ou article premier

L'article 1^{er} donne connaissance de la ratification par le Gouvernement haïtien du contrat de transport à la N.C.C. par la B.V.P. du Contrat de concession de 1910, sanctionné le 31 octobre de la même année.

Titre ou article 2

L'article 2 transcrit, précise que la N.C.C. profitera de tous les droits et avantages résultant de ladite concession et sera tenue d'exécuter toutes les charges et obligations qu'elle comporte, le tout dans les termes de la concession susmentionnée, *et de tous autres contrats, lois ou dispositions de lois en vigueur.*

Ici, nous nous arrêtons immédiatement pour élucider une question des plus importantes pour la République d'Haïti et les divers contractants de ces diverses opérations, vu l'actualité de la question et l'acuité qu'elle reçoit de par les réclamations incessantes de certains journalistes peu au courant des diverses faces de la

question.

Le texte de l'article 2 ne demande qu'une chose pour être décisif et supprimer toute discussion. C'est d'être éclairé des textes du contrat intervenu entre la B.U.P. et la N.C.C., au moment de leur accord pour le transfert de la B.N.R.H. de l'une à l'autre.

Néanmoins, nous avons une certitude bien précisée en cet article 2, c'est la N.C.C., en vertu de ce contrat de transfert, accepté par la B.U.P. et le Gouvernement haïtien qui « sera tenue d'exécuter toutes les charges et obligations qu'elle comporte (la concession) » le tout dans les termes de la concession susmentionnée « et de tous autres contrats, lois ou dispositions de loi en vigueur ».

Il faut encore préciser quels peuvent être ces contrats, lois, dispositions de loi en vigueur.

Les contrats — il n'y en a qu'un qui comporte des obligations pour la Banque à l'égard de la République — c'est le contrat d'emprunt de 1910 et les lois ou dispositions de loi en vigueur, ne peuvent être autres que celles relatives à cet emprunt pour garantie et sanctions — et exécution.

Ainsi donc, première conclusion — il est reconnu par la B.U.P. que des obligations contenues dans d'autres contrats, en vertu du transfert, sont à la charge de la N.C.C., ainsi d'ailleurs que des droits ou avantages, et naturellement pour que la N.C.C. propose ou accepte cette clause, il faut de toute évidence que son accord écrit avec la B.U.P. le lui permette, puisque dans cette cession, le cessionnaire ne pouvant avoir plus de droits et avantages, d'obligations ou de charges que le cédant.

D'ailleurs, pour préciser toujours, il est certain que c'est la N.C.C. seule qui peut faire état de son accord pour réclamer des droits et avantages, et assumer des obligations, si donc, pour les avantages, son auteur — la B.U.P. — avait la capacité pour les lui transmettre, il faut que dès maintenant, nous soyons d'accord pour admettre la même capacité relative aux charges, — le tout, comme dit l'article 2 « dans les termes de la concession susmentionnée et de tous autres contrats, lois ou dispositions de lois en vigueur ».

La question qu'il s'agit d'élucider est celle-ci : Qui reste chargé de l'amortissement et du rachat de l'emprunt ?

Mais nous savons, d'autre part, que depuis 1918, le transfert a eu lieu, que le 13 octobre 1919, un protocole a été signé, entre la République d'Haïti et le Gouvernement des Etats-Unis, en vue de l'emprunt de 40 millions de dollars, et qu'un des motifs de ce nouvel emprunt était de payer la dette extérieure haïtienne, et nous savons que sur les 24 millions reçus d'après le tableau estimatif dressé par le Département des Finances en Haïti, il ressort qu'ils ont été utilisés tel qu'il suit :

Frs 87.023.425, convertis à 0,08.....\$	6.971.874 »
Bons, intérêts	\$ 1.971.029 84
Dette intérieure	\$ 3.275.379 60
Dette flottante (approximative).....\$	5.653.188 22

Total dette publique\$ 17.871.471 75

Nous savons toujours que ces 6.971.874 dollars ont été payés intégralement à N.C.C., notre agent pour l'emprunt, pour racheter totalement la dette extérieure de 1910, 1896 et 75.

Cependant que les porteurs français des obligations de l'emprunt 1910 refusent d'accepter les versements à eux proposés, et réclament à la République d'Haïti l'exécution de ses obligations.

Certes, un fait impardonnable au Gouvernement de 1922 est de n'avoir pas exigé de M. Woorhies le texte même de son accord avec la B.U.P., qui lui permettait d'agir au nom et pour la National City Company, texte qui révélerait l'exactitude et la limite des pouvoirs de la N.C.C. et beaucoup mieux que ne l'a fait le mandat exhibé par M. Woorhies. En cela, cependant, on ne peut dire que c'est une faute de mauvaise foi de la part du Gouvernement haïtien. Loin de là. J'ai tout lieu de croire que l'article 2 dont il est question, suffisait largement pour motiver la confiance du ministre haïtien, d'autant que l'opération qui se faisait se traduisait pour Haïti à accepter un nouvel emprunt, sur lequel cette dette extérieure allait être payée, immédiatement. Le débiteur qui se trouve en cette posture ne peut être taxé de mauvaise foi. D'autant plus que pour le cas qui nous occupe, il ne faut nullement oublier l'insistance exercée auprès du Gouvernement haïtien à contracter cet emprunt, insistance traduite par toutes les pièces précitées, et par des mesures telles que la dignité du Président Dartignenave — en 1915-1921 — est soupçonnée d'avoir été outragée, à cause de son refus d'emprunter.

En plus, nous savons quelle connexité existait entre l'institution de la Banque et le contrat d'emprunt de 1910. Chargée de notre trésorerie jusqu'en 1922, elle ne pouvait ignorer les faits et s'ils devaient porter préjudice à la Compagnie Mère. Aucune réclamation n'a jamais été faite cependant jusqu'ici, malgré la publication du Contrat de transfert. La Banque de l'Union l'Union Parisienne — semble n'avoir jamais prouvé, en apportant le double, qu'elle détient sûrement, du texte de son accord avec la N.C.C., texte qui ferait savoir de façon précise, quelles étaient les limites des pouvoirs américains, s'ils les ont outrepassés ou non. Et, dans ce cas, ces textes étant inconnus de la République d'Haïti, qui ne contracte qu'en raison d'un mandat délivré par M^e Seabury, à New-York, en date du 4 mai 1922, s'il y a eu faute grave, ce ne peut être que de la part de la N.C.C. et de l'U.P. par leur silence. Silence très grave vu les faits qui se passaient en Haïti depuis 1915, les textes de la Convention Haïtiano-Américaine.

Et, d'autre part, s'il est prévu dans le Contrat de concession qu'aucun transfert ne peut se réaliser sans l'autorisation du Gouvernement haïtien, le Contrat d'emprunt n'a jamais dit que : l'emprunt ne devra jamais être une charge que pour la République d'Haïti. Ceci n'était pas prévu et en raison de l'article 2 du Contrat de transfert, de l'argument tiré des mots « le tout dans les termes de la concession sus-nommée et de *tous autres con'rats*, lois ou dispositions de loi en vigueur », il était permis à la République d'Haïti en dehors de toutes autres pressions américaines de ne comprendre autrement de sens attaché à ce mot « *contrats* » relatif

exclusivement en fait au Contrat d'emprunt.

De plus, toujours en faveur de la République d'Haïti, il reste à savoir quelles objections la Banque de l'Union Parisienne pourrait opposer à la République d'Haïti, si celle-ci rembourse la dette tel que le taux de l'échange l'établit actuellement pour le franc. Si la débâcle de 1926 a opéré en France une diminution de valeur monétaire du franc, la France n'a pas cependant changé de monnaie comme elle a su très bien le faire comprendre aux porteurs anglais. Ce précédent prouve donc qu'une seule monnaie, dénommée franc français, la seule qui puisse servir de base pour les règlements de dettes françaises aussi bien que des créances. Or, le taux de rachat de l'emprunt n'est pas 0,025, comme actuellement, mais 0,08, taux de 1922, époque où normalement l'emprunt pouvait être racheté sans difficultés, les fluctuations du change n'ayant point motivé encore des mesures d'ordre public, nécessitées par l'affollement dû à la baisse trop poussée de 1926-1927, d'autant plus qu'il est prévu au contrat d'Emprunt, que c'est en francs que l'Emprunt doit être remboursé.

De toute façon, une conclusion s'impose, c'est que les Américains, venus de leur plein gré en Haïti ayant pour eux la raison du plus fort, pour asseoir les finances haïtiennes sur une « base solide », nous ayant forcé à contracter l'emprunt de 1922 de 40 millions pour payer notre dette extérieure, la plus lourde — ne sauraient se démettre et rompre des engagements imposés à Haïti. De plus, il faut prendre note que l'ordre public français ne peut s'étendre en dehors de son territoire, que les fluctuations du change étant dues à tant de causes qu'il serait impossible de contracter internationalement si ces fluctuations *involontaires* et aléatoires, ne devaient ou servir ou nuire à l'une des parties, en dehors de toute précision prévue dans les contrats. En résumé, deux points de vue démontrent que la République d'Haïti ne peut être tenue pour responsable de la situation faite à l'emprunt de 1910 — que les parties en cause ne sont plus que la N.C.C. et la B.U.P. La République s'était libérée, malgré elle et à un prix qui ne peut être estimé, si à côté des maux économiques causés par l'intervention américaine en Haïti, il faille mettre en regard tout le mal moral, les pertes de vies humaines, et la diminution du prestige de la République, toutes conséquences de cette intervention. Que les parties s'accordent ou transigent, c'est le mieux qu'on puisse leur souhaiter, encore que la République d'Haïti n'en tirerait aucun profit immédiat, sinon celui de voir continuer des bonnes relations avec ces deux puissances.

Titre ou article 3

L'article 3 contient la première modification d'importance. La Nouvelle Banque est une Société anonyme haïtienne régie par les lois de la République. On se souvient que la première Banque N. R. H. ne jouissait de la qualité d'haïtienne qu'en vertu d'un article

spécial du Contrat de concession, autorisé par le Gouvernement. Les conséquences que peuvent avoir cette innovation seront précisées au chapitre Conclusion. Cet article 3 prévoit que la N.C.C. devra constituer cette nouvelle Banque dans les deux mois après la sanction du présent contrat par le Pouvoir législateur haïtien. Certes, il fallait attendre le sanctionnement du nouvel emprunt, préparé depuis longtemps. Comme toujours les banques haïtiennes d'Etat ne se fondent que corrélativement à l'émission d'un emprunt extérieur. Comme dans cet article 3 aucune clause pénale n'est prévue. Le « s'engage » de N.C.C. ne peut prouver qu'une chose : la certitude que l'emprunt sera réalisé, et pas davantage, davantage pouvant être difficilement envisagé.

Titre ou article 3

Ce même article 3, qui comprend treize sous-articles innove encore en changeant les textes de l'ancien article 2 (1910). Les mots « monnaie de bon aloi ayant cours légal », imprécis, surtout dans un tel contrat, sont remplacés par : en monnaie d'or américain, et en cas de liquidation anticipée — deux cas sont prévus et réglementés. Le premier, où c'est le Gouvernement qui provoque cette liquidation et un délai de dix-huit mois lui est accordé pour liquider tout ce qu'il devrait à la Banque en capital, intérêts et commissions. Le second, où l'initiative vient de la Banque — même si c'est par suite de la réduction de son capital de 50 0/0, le Gouvernement jouit d'un délai de cinq ans pour apurer ses comptes avec la Banque.

Rien n'est prévu pour le cas où les comptes se traduiraient par un solde créancier au profit du Gouvernement. Est-ce parce que la chose semble formellement improbable ?

Dans l'ensemble pourtant, l'ancien article était encore moins bon.

Le siège social de la Banque est à Port-au-Prince, non à Paris comme avant, les archives sont en cette même ville, autant de modifications aux textes respectifs de 1910. La Banque établit autant de succursales que besoin est — après entente avec le Gouvernement.

Article 5

L'article 5 fixe le capital de la banque à deux millions de dollars, soit 20.000 actions de 100 dollars chacune, lesquelles devront être libérées de 80 0/0 dès le jour de la constitution de la Banque, le solde devant être appelé au fur et à mesure du développement des affaires de la Banque.

Ce capital peut être augmenté jusqu'à 12 millions de dollars, après entente avec le gouvernement, mais il ne peut en aucun cas être diminué et sous aucun prétexte.

La National C.C. s'engage à assurer la souscription de toutes les actions de la nouvelle société à sa constitution.

A propos de ce dernier article, il convient de remarquer les quelques légères différences qui s'y trouvent d'avec le même article de 1910.

Est-ce du souvenir de suggestions, contenues dans la note américaine. Le capital de la Banque semble en effet avoir augmenté, il passe de 1.000.000 de dollars, soit 5.000.000 de francs, appelés en 1910, à 1.600.000, puisque 80 0/0 doivent être couverts immédiatement. Mais ce que les pièces ne laissent pas voir avec précision, ni dans le contrat de 1910, ni en celui de 1922, c'est le point de savoir si l'avance dite statutaire, reproduite ici encore, doit être prise sur le capital de la Banque, avec effet de diminuer d'autant le chiffre de ce capital. N'importe, dans les deux cas, le capital de 1922 resterait plus fort que celui de 1910, sans échapper pour cela aux critiques de la Légation Américaine.

Article 8

Vient l'article 8, complétant le dernier. En effet, la Banque s'engage à assurer la souscription de toutes les actions. Pourra-t-on contrôler cette opération ? Il est ajouté à l'article de 1910, que le Gouvernement pourra pendant toute la durée de la concession, examiner à ses propres frais, moyennant un préavis de huit jours, adressé au directeur de la Banque à Port-au-Prince, les livres, espèces, portefeuille et opérations de Banque, par un ou plusieurs comptables choisis par les deux parties contractantes et tant que durera la Convention, par le Conseiller financier ou le Receveur général.

Est-ce dire que pendant la durée de la Convention, les arbitres n'ont nulle qualité pour effectuer cet examen ? Les textes ne le spécifient pas, et cette incertitude n'est pas effacée par la suite de l'article qui continue en ce sens :

« Toutes les opérations faites par la Banque pour le compte
« du Gouvernement, seront soumises aux vérifications que le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce — d'accord avec la
« Convention du 16 septembre 1915, sera en vigueur — pourra
« effectuer directement ou par ses délégués et copies de tous les
« rapports et examens seront fournies au Gouvernement haïtien
« et au Conseiller financier. »

Si le texte plus haut n'est relatif qu'au choix des arbitres, dans le cas où le Conseiller financier n'est pas de droit l'arbitre préposé pour le Gouvernement, ce texte-ci ne fait qu'ajouter une entrave de plus à l'initiative que pourrait prendre le Gouvernement en cas de vérification.

Que le Conseiller financier soit l'arbitre ou chargé de choisir celui du Gouvernement haïtien, c'est réduire le rôle de ce Gouvernement à néant, il n'est nullement nécessaire d'insister là-dessus. Quant au dernier paragraphe cité, rien n'est prévu au cas où le Ministre des Finances et du Commerce serait en désaccord avec le Conseiller financier sur l'opportunité d'une vérification. Cet article permet donc facilement à la Banque fondée par la N.C.C., chargée en plus, comme agent de l'emprunt, dont le Conseiller financier est le surveillant en Haïti, d'éviter toute intrusion du Gouvernement dans la marche de ses opérations. Et qu'on ne dise pas que ces textes ne sont valables que pendant seulement la durée de la Convention qui n'est pas loin d'expirer. Non, en vertu du Contrat

d'emprunt et de l'article 8 du Protocole de 1919, un ou des fonctionnaires seront commissionnés par le Président d'Haïti sur la désignation du Président des Etats-Unis, par le contrôle des recettes et allocations des revenus gagés par la République, tant que durera l'emprunt, après l'expiration de la Convention, ce, pour assurer de manière adéquate l'amortissement de l'emprunt.

Pour résumer — il semble que la situation du Gouvernement quant aux financiers n'a pas beaucoup changé depuis 1910. A cette époque, il était clair que le Gouvernement n'avait pas à se mêler des affaires de la Banque que pour ce qui concerne sa Trésorerie. La Légation Américaine avait trouvé dangereux ce procédé de la B.U.P. Les textes actuels sont tellement imprécis que les financiers américains, d'accord avec le Conseiller financier, contrôleur de la garantie de leurs créances sur Haïti, peuvent facilement rendre illusoires le bénéfice de contrôle accordé au Gouvernement quand ils n'auront vraiment aucun intérêt à soumettre leurs pièces, portefeuille, opérations à l'examen des membres du Gouvernement haïtien. Ce qui fait qu'en définitive et sur le point qui nous occupe, l'ingérence de l'étranger dans les affaires haïtiennes est plus flagrante dans le contrat de la Banque de 1922 que dans celui de 1910 et le contrôle des affaires de Banque par le Gouvernement haïtien n'est guère plus assuré par les textes de 1922 que ceux de 1910. A l'expiration de la Convention, il semblait découler des faits que le rôle du Conseiller financier ne devait être que celui d'un agent contrôlant les amortissements et la garantie de l'emprunt. Son rôle auprès de la Banque à l'encontre de celui du Ministre des Finances haïtiennes, ne se conçoit, nullement et son efficacité n'est guère plus prouvée — en égard aux intérêts haïtiens du moins — quand on pense que la B.N.R.H., fondée par la N.C.C., cette dernière par la N.C.B. of New-York, se composent en réalité du même groupement financier, dont le surveillant en Haïti n'est autre que ce même Conseiller financier, pendant ou après la Convention.

Emission - Réserve

Articles 9, 10 et 11

Les articles 9, 10, 11 du Contrat de 1910, restent intacts puisqu'ils ne sont même pas reproduits ici, c'est dire qu'ils restent valables et applicables, tels qu'ils ont été prévus, par la B.U.P. L'article 9 est relatif à l'émission des billets de banque pour 2 à 6 millions de dollars, ou leur équivalent en monnaie haïtienne, valeur pouvant augmenter proportionnellement à l'augmentation du capital de la Société. L'article 11 concerne la réserve légale de cette émission — un tiers — comme par le passé, en monnaie ou en valeurs assimilées au numéraire. L'on se rappelle pourtant les critiques de la Légation américaine, relatives à ces articles, sur les dangers que les imprécisions et l'étendue de ces articles pouvaient

présenter à l'égard d'une bonne et saine monnaie et des troubles éventuels dans la circulation de notre monnaie qu'ils pouvaient provoquer. Nous verrons plus loin comment la Banque sait imposer de bonnes mesures au Gouvernement, quand celui-ci prendra l'initiative d'émettre une nouvelle monnaie, mesures semblant exigibles pour elle, et, en effet, contrairement aux textes de 1910, l'article 12 reconnaît au Gouvernement le droit d'émettre *en tout temps* une unité à base d'or. A cet effet, le Gouvernement fixera la valeur et la quotité des monnaies divisionnaires jugées nécessaires au besoin de la circulation.

La Banque se doute peut-être des difficultés que le Gouvernement aura pour faire cette évaluation. Jusqu'à cette heure aucune monnaie d'or n'est en circulation en Haïti. Le Gouvernement n'a pas eu donc à utiliser les clauses contenues dans ce texte.

Article 13

A l'article 13 il est précisé que cette émission devra toujours se faire par l'intermédiaire de la Banque et les règlements relatifs à ce sujet se trouvent détaillés au titre ou article 4, auquel je faisais allusion plus haut. Quand je parlais « des bonnes mesures exigées du Gouvernement » à côté de la grande latitude laissée à la Banque par la mise en œuvre d'opérations plus délicates que celle d'une émission à base d'or, ou divisionnaire, puisque la Banque n'émet que des « *billets* ».

Article 14

L'article 14 ne figurant pas au Contrat de transfert, n'a donc pas subi de modifications — article en vertu duquel la Banque a le privilège exclusif de la Trésorerie haïtienne. Cet article est complété par le suivant (article 15), relatif d'une part au prêt statutaire, évalué maintenant en dollars — 600.000 dollars — au lieu de 3 millions de francs, d'autre part par « les dispositions en vigueur pour le service de la Trésorerie, conformément à la Convention haïtiano-américaine du 16 septembre 1915, et à la transaction de juillet 1916 ».

Nous savons quelle a été la transaction et les motifs pour lesquels elle est intervenue — et ses résultats pour les parties contractantes.

Articles 16 et 17

Les deux articles précédents sont plus précisément encore complétés par le nouvel article 16, devenu article 17 de la Loi de Sanction. Il est modifié tel que suit :

En rémunération de ses services, la Banque prélèvera par le débit de l'Etat, au fur et à mesure des opérations, une commission de 1 0/0 sur l'encaissement. Cette commission unique est accordée en rémunération du service tant des encaissements que de celui des paiements que ces encaissements ou ces paiements soient faits à l'intérieur ou à l'extérieur. L'Etat garantit à la Banque un minimum de 60.000 dollars par an pour toutes ses opérations. De même

la commission ne dépassera jamais 100.000 dollars, quelles que soient les valeurs encaissées. Les frais et pertes de change pouvant résulter des mouvements de fonds à l'extérieur seront supportés par l'Etat, après justification par la Banque et approbation du Gouvernement.

Par contre, l'Etat sera crédité des primes résultant pour lui du change favorable, etc...

Puis... « En ce qui concerne les sommes provenant des emprunts contractés à l'extérieur, la commission unique à la Banque sera de 1/4 pour cent (0,25 0/0). Elle ne sera perçue que sur les valeurs réellement encaissées en espèces en Haïti. »

Enfin, un article de 1922, meilleur que celui du contrat de 1910. Les commissions ont été diminuées, semble-t-il. La Banque, au lieu de 3 1/2 0/0, comme dans l'ancien contrat, même 4 0/0 si l'on compte le 1/2 0/0 prévu pour le renouvellement des soldes du prêt statutaire, ne demande que 1,25 0/0 pour les manipulations de nos fonds. Naturellement les 5 0/0 pour l'avance statutaire sont actuellement maintenus comme avant, mais, dans l'ensemble, il paraît qu'un progrès est réalisé, vu la réduction de 3,75 0/0 opérée sur les commissions accessoires. Je dis, il paraît, car il faudrait pouvoir établir par les chiffres si les 60.000 dollars, minimum exigé, représentent bien 1,25 0/0 des opérations faites pour le compte du Gouvernement. Nous laissons ce détail imprécis vu le travail assez grand en calcul qu'il faudrait pour le déterminer, d'autant plus qu'il n'est point dans notre intention de ne pas vouloir reconnaître, à côté des désavantages de ces divers contrats, le côté avantageux, si minime soit-il, qu'ils peuvent présenter.

Articles 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24

Les articles 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, maintenus, sont relatifs aux avantages de la concession, privilèges et exemptions de toutes charges. Il n'y a que l'article 19, relatif aux opérations de banque, prêts, escomptes, dépôts, qui apporte une restriction à la faculté de la Banque de placer sur hypothèque, elle ne pourra le faire pour une somme plus grande que son capital versé.

Article 25

L'article 25 vu les textes de la Convention, du Protocole de 1919, est supprimé, relatif aux cas de contestation, entre les parties, il est certain dorénavant que le Tribunal de La Haye n'y aura plus rien à voir.

Viennent ensuite quelques autres articles relatifs à des objets prévus dans l'ancien Contrat de 1910, mais qui, vu les modifications qui y sont apportées, où leur importance, ont été jugés susceptibles d'être traités spécialement et avec plus de clarté.

Titre ou article 4

C'est d'abord l'article 4, relatif au texte de l'article 12, titre III, prévoyant le cas où le Gouvernement haïtien déciderait d'émettre

une nouvelle monnaie divisionnaire :

1° Les bénéfices de la frappe seront portés au crédit du Gouvernement ;

2° Les valeurs de ces bénéfices seront portés à la Banque à titre de réserve en or américain, et gardées pour rembourser, sur demande, la nouvelle monnaie divisionnaire. Ce fonds de réserve devra, en tout temps, être de 33 1/3 0/0, du montant de l'émission de la nouvelle monnaie. Le Gouvernement devra alimenter ce fonds, en cas de nécessité, pour le maintenir dans la proportion fixée ;

3° S'il y a excédent sur la frappe, dépassant 33 1/3 0/0, cet excédent sera toujours gardé à titre de réserve, jusqu'à ce qu'il atteigne 50 0/0 du montant de l'émission en circulation. Au delà de 50 0/0, s'il y a encore excédent, il sera mis à la disposition du Gouvernement.

La sagesse des Banquiers, comme on le voit, est excessivement grande. La monnaie du Gouvernement sera gagée en or américain métallique jusqu'à 50 0/0. Le taux habituel, accordé aux Banques Fédérales de réserve n'est que 33,33 0/0 et je crois bien que c'est M. Deschamps, qui, dans son cours de 1928 d'Economie politique, relatif aux variations de la monnaie, et des prix, avait démontré qu'à un moment donné, grâce aux réserves des banques entre elles, la garantie de la circulation américaine n'était que de 8 0/0.

A remarquer de plus que cette sagesse exigée des banquiers vis-à-vis du Gouvernement, les banquiers n'en font point état pour eux-mêmes. La Banque, avec son privilège d'émission de billets au porteur (article 9, 1910, conservé), ne garantit ses billets qu'avec du numéraire, ou des valeurs assimilées au numéraire, et cela, dans la proportion de 33,33 0/0. Nous connaissons tous les dangers qu'une telle clause présente, car s'il plaît à la Banque, n'importe quel effet de commerce, qui, en réalité, peut n'avoir aucune valeur, tout dépend du crédit qui y est attaché, peut, dans ses livres, apparaître comme étant une valeur garantissant une partie du montant de l'émission de ses billets et il peut très bien arriver que la Banque n'ait pas la plus légère feuille d'or, en garantie de ses billets.

Or, comme ces effets de commerce sont soumis à toutes les vicissitudes de l'affaire qu'ils représentent, nous voyons combien solide peut être une telle garantie, et, de plus, n'oublions pas que l'article 9 fut sévèrement critiqué par la Légation Américaine en 1910, qui prévoyait que cette garantie peut très bien aussi être représentée par les dépôts des particuliers, plus fragiles encore que des effets appartenant à la Banque. La monnaie du Gouvernement cependant doit être garantie au moins pour la moitié, 50 0/0, par de l'or américain.

Mais la Banque aussi a pris ses précautions, car l'article 4 continue, en son dernier paragraphe :

« La Banque devra, en tout temps, échanger au pair, sur la
« base de l'or, soit ses propres billets, contre les espèces division-
« naires de la nouvelle émission, soit ces espèces divisionnaires
« contre ses propres billets, sur demande, pourvu toutefois que ces
« espèces ou billets soient présentés à l'échange en quantités qui

« ne soient pas inférieures à cinquante gourdes (250 francs), ni
« supérieures à 1.000 gourdes (5.000 francs). »

On se demande quelle est la situation du commerçant à qui il faudrait de l'or pour une somme supérieure, si les besoins de son commerce l'exige, ce maximum est-il un maximum général au delà duquel rien n'est garanti. Mais la Banque émet par 2 à 6 millions de dollars ou leur équivalent en monnaie haïtienne, 10 à 30 millions de gourdes. Est-ce un maximum spécial à chaque particulier et alors que représente la fortune des particuliers s'ils ne peuvent convertir au delà de 5.000 francs — 200 dollars.

Où alors, faut-il revenir autant de fois à la Banque qu'on veut obtenir de l'or pour autant de fois 200 dollars à convertir. J'avoue ne pas saisir totalement la portée de cet article, tant me paraît bizarre cette limitation apportée à la conversion des billets de la Banque. Est-ce une clause de style, de cette façon elle a une portée bien déterminée, que je ne peux préciser, à moins, ce que j'ignore encore, qu'une loi ait décidé qu'au delà de 200 dollars les billets ont cours forcé, pour chaque particulier.

Naturellement, nous comprendrons alors qu'il ne soit pas bien nécessaire d'une garantie exagérée et que 33 1/3, en valeurs assimilées au métallique soient suffisants mais, alors, pourquoi exiger du Gouvernement 50 0/0 en lingots américains ?

Titre ou article 5

Le titre V prévoit uniquement l'engagement pris par l'Etat haïtien à n'émettre aucune monnaie divisionnaire que par l'entremise de la Banque. Naturellement, en ce cas, comme la garantie sera de 50 0/0, la Banque sera une forte institution et les billets de la Banque et la monnaie divisionnaire seront gagés sérieusement.

Article 6

Et de nouveau un de ces articles dont l'ambiguïté fait réfléchir, vu l'article suivant, quand on pense aux conséquences de toutes sortes qu'ils peuvent avoir. L'article 5 prévoit, en effet, qu'en cas de vente de l'Institution par la Banque, le Gouvernement a la préférence, à prix égal, pourvu qu'il exerce ce droit dans les trente jours de la réception de l'avis qui lui sera donné. C'est parfait. Le prix offert, même consigné, peut être tel qu'il rendra illusoire cette priorité du Gouvernement pour l'option accordée, d'autant plus que les délais sont assez courts pour mettre le Gouvernement dans l'impossibilité d'en profiter. Mais il y a mieux.

Article 7

L'article suivant, après avoir réglé le mode de modification des statuts, avec approbation du Gouvernement, réglementait le délai d'inventaire et de soumission au Gouvernement, ainsi que des procès-verbaux, déclare que le présent contrat ne pourra être transféré à aucun individu, société ou groupe quelconque sans l'autorisation du Gouvernement haïtien.

Par le jeu de l'article précédent, faut-il conclure que les délais d'option auront une influence sur l'autorisation. En supposant

que la Banque veuille vendre la concession, la transférer, le Gouvernement, essayant d'user de son droit d'option, renonce-t-il par ce fait, au bénéfice de l'autorisation à accorder s'il échoue dans ses négociations ou que les délais soient périmés avant le rachat. Et il est impossible de dissocier ces deux textes, malgré qu'ils fassent l'objet de deux articles différents. Qu'arrivera-t-il, la Banque transférant sa concession, et le Gouvernement n'avalisant pas cette concession. Rien n'est dit là-dessus, — autant de textes, comme on le voit, qui demandent d'être revus et précisés.

Titre ou article 8

Restent deux articles, le huitième, déclarant qu'aucun texte du contrat ne préjudiciera aux clauses et conditions de la Convention de 1915 et de la Transaction de 1916.

Article 9

Ensuite, la Banque N.C.C. s'engage à prendre toutes mesures pour éviter toute solution de continuité dans les services de la B.N. R.H., dans l'intervalle de la ratification de l'acte de transfert par les Pouvoirs législatifs haïtiens et la constitution de la Banque nouvelle.

Suivent les signatures : Louis Etheart, W.-F. Woorhies, C. Rosemond et Hogarth, notaires. L'acte a été enregistré, le 21 juillet 1922, à Port-au-Prince, folios 307, 308 ; R. Case 1638 du Registre O.N. 4 des actes civils et contresigné par :

H. Dorsainvil, Directeur de l'Enregistrement,
C. Saurel, Contrôleur.

Conclusion

Comme on l'a vu, ce Contrat de transfert n'est pas autre et ne pouvait être autre que celui de 1910, amendé de telle sorte que ce qui a été changé devienne profitable aux nouveaux concessionnaires, sans que la République d'Haïti y ait pu faire insérer un texte quelconque qui lui soit vraiment favorable. Ce contrat pourrait être autre cependant. Le Gouvernement de 1915 à 1922 (avril) avait assez résisté pour permettre à son successeur de continuer la ligne de conduite tracée (on prétend que M. Borno, inéligible à la Présidence d'Haïti, ne fut maintenu Président que pour avoir promis formellement d'accepter l'emprunt 1922 et le transfert de la Banque, ce qu'il fit trois mois après son élection à la Présidence), il pouvait donc, à la minute où il arrêta l'autorisation de la Banque et sanctionnait le contrat, lorsqu'il était légalement maître d'y apporter tous changements qu'il jugeait susceptibles de servir les intérêts de la République, modifier la teneur du contrat de transfert au moins dans ses textes déjà critiqués par la Légation américaine en 1910. Je ne crois pas qu'il trouverait des difficultés pour tomber d'accord avec les nouveaux plénipotentiaires américains, les lois économiques qui dirigent la matière n'ayant nullement changé et le nouvel Ambassadeur américain devant

avoir probablement à cœur de sauvegarder, non seulement le prestige américain tout entier, mais la valeur scientifique et morale d'un acte émanant de la plume d'un de ses prédécesseurs. Or, le Gouvernement d'avril 1922 n'en fit rien, et il n'y a point moyen d'oser dire que la situation est devenue meilleure. C'est pourquoi, faisant une plus grande confiance aux textes du memorandum américain, ni que le Président de la République d'Haïti, ni que les officiels américains chargés de remettre les finances haïtiennes sur une base solide, d'éclairer le Gouvernement dans les mesures financières à prendre et d'aider la République d'Haïti à marcher vers l'honneur et le bonheur, je reprendrai les critiques adressées par cette Légation au Gouvernement haïtien jugeant que si, depuis 1910, nous y avons prêté une plus sérieuse attention, la République d'Haïti en eût tiré un profit incalculable. Mais, comme les regrets ne servent à rien, j'affirme donc que ce contrat de transfert de 1922, malgré les changements qui y ont été apportés continue de constituer comme en 1910, en le joignant à l'acte du Contrat d'emprunt de 1922, pareil à celui d'emprunt 1910 :

1° Un contrat nous retirant toute indépendance économique, car ce ne sont plus des lois douanières sur deux chefs que nous dicte un Gouvernement extérieur, mais c'est tout le tarif douanier, qui fut d'ailleurs modifié totalement par les Américains et non conformément aux intérêts profonds des Haïtiens, d'une part, et une hypothèque générale sur tous les revenus haïtiens, intérieurs et extérieurs, comme il est prévu par le Protocole de 1919, d'autre part.

2° Que ce contrat reste totalement exclusif à l'égard de toute autre entreprise commerciale et bancaire. Les articles 9, 14, 17, 22 ont été maintenus sans modification, précisément, et toutes critiques du mémoire relatives à l'article 7, valeurs assimilées au métallique sont valables encore, ce qui n'est nullement dans l'intérêt de la République d'Haïti.

3° Qu'il est toujours impolitique de la part du Gouvernement en 1910 ou de 1922 de laisser notre Trésorerie et des Pouvoirs si souverains entre les mains d'une Société privée, même ou surtout quand celle-ci dépend d'une banque fédérale américaine.

4° Quoiqu'en ait promis le Gouvernement américain, l'emprunt 1922 n'a été placé qu'à 92,137 0/0 — c'est mieux que 72, c'est entendu, mais ce n'est pas encore les 98, taux de l'emprunt dominicain.

5° Que la N.C.C., quoi qu'ait pensé la Légation américaine, en 1910, se fait payer 60 à 100.000 dollars par an pour garder et employer à son profit les sommes appartenant à la Trésorerie à 1 0/0, de même de 1/4 0/0 et 1/8 0/0 pour celles provenant de l'emprunt de 1922, et tout cela, comme en 1910, sans aucune contrepartie pour la République d'Haïti.

Relativement à la monnaie, certes le Gouvernement semble avoir le droit d'en émettre, mais il n'est pas impossible, devant passer par l'entremise de la Banque, qu'il se heurte à une impossibilité de fait de faire varier sa circulation monétaire en cas de refus de la Banque d'en opérer une nouvelle frappe et les billets de

la Banque ne sont pas mieux gagés qu'en 1910.

6° Pas plus qu'en 1910, il n'est fait aucune situation au Gouvernement dans la haute direction des affaires de la Banque. Le Commissaire spécial à Port-au-Prince dépend du Ministre des Finances d'Haïti, lequel, pour agir, doit être d'accord avec le Conseiller financier. En cas de désaccord, rien n'est prévu, sinon l'impossibilité matérielle de poursuivre aucune vérification que la Banque n'ait permise. L'article 17 est maintenu. Seuls, les Directeurs prennent part au Conseil d'administration.

7° Nulle part il n'est prévu — comme en 1910 d'ailleurs — que la Banque doive avoir en Haïti les fonds nécessaires qui garantissent ses opérations.

Seule, une réserve très exagérée de 50 0/0 quand il s'agit du Gouvernement, est prévue. C'est pourquoi il est plus que probable que les fonds haïtiens serviraient à la Banque pour ses affaires personnelles, de telle sorte que ce soient les déposants et le contribuable haïtiens qui fassent marcher la société anonyme fondée par la N.C.C. et M. Morel.

Mais, me dira-t-on, il est inutile de rétorquer aux Américains des arguments qu'avait présenté leur Légation, alors que la Concession a été consentie une seconde fois et aggravée par l'emprunt de 1922 de 1 milliard, au lieu de 65 millions. Certes oui, j'en conviens, ceci serait puéril s'il ne faisait mieux ressortir la mauvaise foi des Gouvernants haïtiens, ou la négligence impardonnable qu'ils apportent dans la gestion des affaires publiques de la Nation, à moins comme il m'a été dit, que les pressions furent telles qu'aucune résistance n'était possible. Rien n'empêchait, en réalité, au Gouvernement de 1922 de suivre l'exemple de son prédécesseur et d'en appeler aux lois internationales, ne serait-ce que pour mettre le monde au courant des procédés inqualifiables de l'ambassadeur vernement de 1922 de suivre l'exemple de son prédécesseur et d'en appeler aux lois internationales, ne serait-ce que pour mettre le monde au courant des procédés inqualifiables de l'ambassadeur américain en Haïti.

II - Acte de Constitution

Munis de ce Contrat de transfert, sanctionné par le Gouvernement, les nouveaux concessionnaires fondèrent immédiatement la Nouvelle B.N.R.H. de 1922, d'où l'acte de constitution sur lequel nous allons dire quelques mots.

Trois titres

Cet acte de constitution comprend trois titres relatifs à la formation de la Société, à son objet et aux apports faits par les com-parants.

Titre I^{er}. — Formation

Qui forme la Banque ? La Concession faite à la N.C.C. profite

inattendument à quelqu'un qui ne semblait pas devoir en tirer un avantage quelconque. Il n'y a, en effet, que deux comparants. Toujours M. W.-F. Woorhies, mandaté par la N.C.C., et M. Emm. Morel, avocat au barreau de Port-au-Prince, y domicilié, et stipulant en son nom personnel ; lesquels voulant fonder une société anonyme en ont arrêté les clauses et conditions.

Suivent les quatre articles qui composent le titre premier que nous allons analyser.

Article premier

L'article 1^{er} décide qu'il est formé entre les comparants et les personnes qui adhéreront aux présentes par la souscription des actions qui vont être ci-après indiquées une Société anonyme dans les conditions déterminées par le Code de commerce et les autres lois de la République d'Haïti.

Nous ne voulons pas trop accabler la Banque et commencer de mettre plus d'une chose au point dans cet article. Mais nous verrons par la suite, par l'analyse des statuts que cet article premier, si normal, si prometteur pour les capitalistes haïtiens, qui voudraient profiter d'une bonne affaire out ce qu'il y a gagné vient d'Haïti, ne contenait au fond rien qui permit ces espérances. Passons à l'article 2.

Article 2

La Société, outre son titre légal de Société anonyme, prend la dénomination de la Banque Nationale de la République d'Haïti.

Elle est définitivement constituée par la souscription de 20.000 actions de 100 dollars-or américain chacune, que les fondateurs ont déclaré avoir été prises ferme.

Article 3

Le siège de la Société est angle rue Féron et du Magasin de l'Etat 1532 ; il pourra être transféré en tout autre endroit de la ville par simple décision du Conseil d'administration.

Des succursales, avec le consentement du Gouvernement partout où les besoins du service l'exigeront.

Les agences constitueront de simples guichets préposés seulement à l'encaissement et au paiement des valeurs. Sans mandat spécial, ces agences ne peuvent, sous aucun prétexte, engager la responsabilité de la Banque.

Article 4

La dissolution de la Banque se fera le 21 octobre 1960, sauf les cas de dissolution anticipée.

Déjà un point est acquis. Sauf mandat spécial, les succursales ne sont que des guichets de paiement et d'encaissement. Ainsi, il apparaît que le plus clair des services de ces succursales consiste en ceux que nécessitent le fonctionnement de la Trésorerie haïtienne. J'avance ce fait pour corroborer, ce que, dans son rapport annuel, le Conseiller financier, M. de la Rue, écrit en toutes lettres à la page 106, que l'usage des chèques comme moyen

d'échange et comme facilité des affaires commerciales est très peu connu en Haïti, excepté pour les maisons assez grandes. Il prétend même qu'une taxe sur chèque de banque décourage pas mal de déposants.

Titre II

Nous passerons immédiatement au Titre II, qui ne comporte qu'un seul article, relatif à l'objet de la Société fondée.

Article 5

La Banque fera toutes les opérations que comporte la concession de la République d'Haïti, notamment :

a) La Banque aura le privilège exclusif d'émettre les billets au porteur ;

b) La Banque sera, à titre exclusif, chargée de la Trésorerie de l'Etat d'Haïti tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ;

c) La Banque, après entente avec le Gouvernement, recevra les dépôts et consignations prescrits par les autorités administratives et judiciaires ;

d) La Banque pourra établir une Caisse d'épargne et effectuer les opérations que comporte son fonctionnement ;

e) La Banque aura en outre la faculté de réaliser toutes les opérations ordinaires d'une banque d'émission, de dépôts, de prêts, d'escompte et, en général, toutes les opérations rentrant dans le cadre habituel des affaires de banque et des établissements de crédit.

La Société pourra réaliser cette partie de son objet de toutes les manières, et selon toutes les modalités qui lui paraîtront appropriées, sans aucune restriction, notamment en donnant son concours à tous particuliers, à toute association ou sociétés déjà existantes, ou en constitution, soit seule, soit en participation, toutes associations ou sociétés nouvelles, sous quelque forme que ce soit, en donnant ce concours suivant le mode qui lui conviendra, soit comme intermédiaire, soit en intervention directe, soit par voie d'apports, en nature ou en cession, soit par voie de souscription.

Malgré tout ce beau programme, dont la teneur au dernier alinéa laisse assez clairement prévoir à quels genres d'opérations la Banque peut se livrer, on peut affirmer, sans crainte de beaucoup se tromper que c'est l'Etat haïtien qui garantit à la Banque le plus clair de ses opérations — la moitié au moins — Haïti, en effet, représente un champ d'application restreint pour le programme suscité et M. John Allen, envoyé comme Directeur, trouva ce champ d'action de cette Société si mesquin qu'il préféra démissionner pour ne pas exposer ses facultés à un étiolement trop prématuré. Ce n'est point encore le lieu d'examiner ce que la B.N.R.H. pouvait faire en vue de l'avancement et du progrès de la République d'Haïti, et d'ailleurs pour sa propre fortune. Malgré toute la latitude dont elle jouit, il me serait difficile, à moi, en tout cas, de signaler la moindre institution où des capitaux seraient investis en vue d'une exploitation dont la République tirerait profit sous une forme ou une autre.

Titre III

Mais, passons au Titre III, relatif aux apports.

Article 4

Ce titre III ne comporte aussi qu'un seul article, l'article 6, qui définit les apports de chacun des fondateurs. Pour préciser, disons immédiatement qu'au titre des apports, il n'est nullement fait mention de M. Morel, pourtant légalement fondateur de la Société.

C'est l'acte de concession fait à l'Union Parisienne, avantages et charges, qui constitue l'apport auquel il faut ajouter l'actif net de la Banque, nullement estimé ici. A vrai dire, comme la Banque est exonérée de toute taxe à l'enregistrement, il n'était pas nécessaire d'évaluer le montant de cet apport quoiqu'il semble que si l'état haïtien se souciait de contrôler le rôle des banquiers à l'égard de l'épargne publique, il était assez nécessaire d'évaluer cet actif net ne serait-ce que pour se rendre compte, d'autre part, à combien les banquiers estimaient les privilèges de la Concession. M. Morel donc, associé fondateur, n'apporte rien, et ne reçoit rien, en contre-partie et comme condition de l'apport qui précède, la N.C.C. reçoit sur les 20.000 actions créées, 19.500.

Quand donc on trouvera aux Statuts le nom de M. Morel comme fondateur, il sera difficile de savoir à quel titre, bien qu'il aura reçu cinquante actions à 100 dollars, qu'il avait souscrites ultérieurement. Ceci fait que, légalement, nous sommes en présence d'une Société fondée par deux associés, dont l'un n'est qu'actionnaire et ne réunit pas les deux titres d'associé et actionnaire, pour la raison que la loi l'oblige, en vertu même de la nature de la Société, à effectuer un apport quelconque, en nature, en services, en numéraire, n'importe comment, et en plus à recevoir une contre-partie de son apport, d'après laquelle ses droits dans la Société sont définis. Si donc M. Morel ne figure point parmi les apporteurs, non plus parmi les bénéficiaires, M. Morel, légalement, n'est pas un associé et ne l'étant pas, nous avons une Société formée par un seul membre, ce qui est impossible légalement. La nature de la Société voulant, pour avoir existence, la réunion de deux ou plusieurs personnes, qui conviennent de mettre quelque chose en commun dans le but de partager les bénéfices qui pourront en résulter.

L'article 1833 ajoute que chaque associé doit y apporter ou de l'argent ou d'autres biens, ou son industrie. Or, M. Morel, au titre des apports, ne figure pas, et cette règle primordiale semble être de droit commun, régissant la diversité des manières d'établir une Société. Ce n'est qu'une fois formée que la Société anonyme est anonyme et n'a de base que le capital versé effectivement, mais pour la former il me semble qu'au début, au commencement des opérations, il faille au moins deux associés et que les deux fassent un apport spécifié, sinon nous avons une société qui n'a qu'un seul associé. C'est pourtant cela que le Gouvernement a sanctionné. Ce texte est clair et précis et, au titre des apports, on voit qu'un associé, car la N.C.C., société anonyme, ne représente qu'un seul associé,

personne morale de droit commun.

Ce court examen révèle de plus toutes les lacunes du droit commercial haïtien, relativement à la formation des sociétés anonymes d'une part, et l'inertie du Gouvernement haïtien, malhabile à défendre l'épargne haïtienne. Il révèle encore que la Banque, malgré l'autorisation du Gouvernement, n'existe pas légalement comme Société, à cause de l'illégalité de son acte de constitution, quelques suites qu'aient eu cette illégalité dans le temps, qu'en plus, comme toujours, puisque l'article 1^{er} envisageait qu'il était possible aux souscripteurs de bénéficier de la constitution de la Société, il eût sage de réserver au marché haïtien un nombre d'actions suffisant pour permettre à quelques-uns d'entre eux d'avoir leur entrée au Conseil d'administration et profiter si possible des avantages de l'opération, les contrôler pour le moins. Il n'en fut rien, et d'ailleurs s'il n'y a pas de société, tant mieux, on ne sait jusqu'à quel point ils risqueraient leur argent.

Et qu'on ne dise pas que M. Morel est débiteur envers la B.N. R.H. de ce qu'il avait promis d'apporter, M. Morel n'a rien promis du tout, il n'est nullement fait mention de ce nom à ce titre. Le cas de M. Morel est exactement celui d'un capitaliste qui aurait acheté quelques actions d'une société qui, en réalité, n'existe pas pour la raison que constituée illégalement. La souscription de M. Morel ne peut avoir pour but de rendre légal ce qui contredit aux prescriptions de la loi, ce qui ne l'était pas antérieurement à sa souscription, car l'apport est une nécessité de la Société, sans lequel elle ne peut exister. Or, il n'y a que deux apports faits par la N.C.C. :

1° La concession de la République d'Haïti, avantages et charges ;

2° L'actif de l'ancienne B.N.R.H.

M. Morel n'est propriétaire usufruitier d'aucun de ces biens, et enfin l'argument définitif et repris déjà plusieurs fois, c'est qu'au titre des apports, dans l'acte de constitution, M. Morel ne figure pas. N'ayant pas fait d'apport, il n'est pas fondateur, ni associé ; n'étant pas associé, il n'y a pas de Société, pour vice de constitution. La loi française exige au moins sept fondateurs ; la loi haïtienne, malheureusement, est muette sur ce point, mais de toute façon, même pour une Société anonyme, société de capital, bien entendu, en dehors de toutes prescriptions légales particulières, les règles de droit commun subsistent et, évidemment, la présence de deux fondateurs est nécessaire, les deux devant faire un apport déterminé dans l'acte de constitution pour la formation de la Société.

Il n'est pas oiseux de répéter que la législation haïtienne relative aux Sociétés anonymes et par action en général, est restée au stade le plus primitif. Rien que le style d'autorisation présidentielle en fait sentir la valeur et l'antiquité.

Toute loi nouvelle sur l'organisation de ces Sociétés devra faire sensation, vu le travail qu'il y a à faire et les abus criants auxquels elle mettrait fin.

Statuts de la B. N. R. H.

Article premier

Le capital social est fixé à 2 millions et divisé en vingt mille actions de cent dollars chacune. Les actions doivent être souscrites en numéraire à l'exception de celles attribuées à la National C.C. à l'article 6 de l'acte constitutif.

Toutes les actions sont nominatives et jouissent des mêmes droits et privilèges.

Dès leur émission, elles doivent être libérées de 80 0/0 au moins.

Cet article est-il légal ? Les banquiers se contenteront de répondre qu'il n'est pas illégal vu la loi commerciale haïtienne, ce qui revient à dire que la Société est formée avec un capital de deux millions, dont 80 0/0 de cinq cents actions seront versés, c'est-à-dire 40.000 dollars (1.000.000 de francs) auxquels il convient d'ajouter l'actif net de la Banque, composé d'un immeuble, de son matériel et du Contrat de cession, autant que je sache.

Et c'est ce qui va permettre à la Banque d'émettre pour 2 à 6 millions de dollars (50 à 150 millions de francs), dont la garantie peut être des effets assimilés au numéraire, les 19.500 actions, et cela pour le tiers.

C'est-à-dire au cas où la Banque aurait émis pour 150 millions de billets, seulement les actions en seraient la garantie, et ce serait légal en vertu de l'acte de concession de 1910 — et du contrat de transfert. Voilà la couverture des opérations de la Banque, voilà ce pourquoi elle a le droit de garder notre Trésorerie, d'effectuer toutes sortes d'opérations de banque, prêts, dépôts, escompte, et toutes autres opérations comme il lui plaît, c'est peut-être pourquoi aussi elle n'assure la conversion de ses billets que pour un maximum de 200 dollars (5.000 francs), facilement gagés par les dépôts effectués chez elle.

Article 2

Les cinq cents autres actions sont réparties après souscription comme il suit, ce qui fait l'objet de l'article 2 :

M. Ch. E. Mitchell.....	250
M. Edwin Gregory	50
M. Guy Carry	50
M. Walter F. Woorhies	50
M. Em. Morel	50
M. Oscar Scarpa	50

dénommés administrateurs et fondateurs.

Article 3

Ce capital initial peut être porté jusqu'à 12 millions de dollars (300 millions de francs) par création d'actions de 100 dollars, aux prix et conditions déterminés par le Conseil d'administration.

Ce capital ne peut être diminué sous aucun prétexte.

Article 4-6

Suit un droit de souscription préférentiel (4) des actions nouvelles aux propriétaires des premières actions.

N'oublions pas que 19.500 appartiennent à la N.C.C., et les signes qui frappent les actions de cette Société, timbres et signatures, et le mode d'inscription qui établit la propriété des actions.

Articles 7-8

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions du Conseil d'administration.

Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire ou qu'un seul mandataire pour une action ou la propriété serait démembrée d'un droit d'usufruit.

Article 9

L'article 9 prétend que les héritiers, représentants ou créanciers d'un actionnaire, ne peuvent provoquer, sous aucun prétexte l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune façon dans l'administration ; ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'Assemblée générale.

Nous ne nous arrêtons pas à reproduire tous les articles de ces Statuts, devant les retrouver d'ailleurs à l'annexe de ce travail, où le lecteur pourra les consulter à loisir.

Tous les textes qui font suite sont, en effet, presque pareils à ceux qu'on trouve dans toutes les Sociétés du même genre et sont relatifs soit à l'Assemblée générale (20-29), à l'Administration de la Société (12-19), soit aux modifications qui pourront être apportées aux Statuts (29-30), à l'inventaire, fonds de réserve et dividende (31-32), à la dissolution et la liquidation (33-34). Les contestations font l'objet de l'article 35. Il y a une disposition transitoire relative au Conseil d'administration déjà cité lors de la répartition des actions. Tous ces articles, quelque intérêt qu'il y ait à les connaître, ne méritent peut-être pas d'être étudiés profondément, pour la raison qu'il ne s'y découvre aucune illégalité improbable, vu le Code commercial haïtien qui, par son silence, ne pouvait mieux servir la N.C.C. pour l'exploitation de la B.N.R.H. en Haïti. Ces articles affirment parfois nettement le principe de l'autonomie de la volonté en matière contractuelle. L'économie dirigée n'a connu que de rares tentatives en Haïti, l'état du Code sus-cité le prouve abondamment.

Voilà donc la Banque étudiée définitivement ; on se rappelle les conclusions tirées à propos du Contrat de transfert — édition corrigée de l'acte de concession de 1910. Maintenant qu'il apparaît clairement, vu l'acte de constitution et les statuts, que dans l'apport unique de la Société, l'acte de concession, capital haïtien, patrimoine de la République d'Haïti, avec l'actif net de la Banque, sont estimés à 19.500 actions, soit 1.950.000 dollars, plus, en cas sont estimés à 19.500 actions, soit 1.950.000 dollars, davantage, en cas d'augmentation de capital. L'on se demande pourquoi le Gouvernement de 1922 n'a pu tirer aucun avantage de cette concession.

qui a su si bien servir la N.C.C., pourquoi il n'a rien reçu en rémunération de cette concession, et surtout pourquoi les commissions accordées par la Trésorerie, malgré cette concession ?

Jusqu'ici je n'ai pu savoir si jamais le Gouvernement a entrepris aucune vérification des affaires de la Banque, nous savons qu'il lui faudrait l'accord du Conseiller financier, surveillant proposé à la garantie de l'emprunt. A défaut de rapports sur ce sujet, on est réduit ici à des conjectures pour savoir quel numéraire ou quelles valeurs assimilées au numéraire servent de garantie à l'émission des billets au porteur de la Banque ?

2° A combien était estimé l'actif net de la Banque à sa fondation ?

3° Si elle a commencé ses opérations avec le capital appelé en numéraire joint à cet actif net, c'est-à-dire 40 à 100.000 dollars ?

4° Si les actions attribuées à la N.C.C. ont fait l'objet d'une négociation sur le marché des Etats-Unis ou si elles ont été gardées en portefeuille et dans le cas où elles seraient mises sur le marché, à combien elles sont cotées en Bourse, si elles le sont ?

5° Quelle peut être la valeur de cette institution, ce que peut représenter son crédit ?

Dans l'impossibilité où je me trouve, faute de pièces, pour répondre à toutes ces questions, je transcris ce que j'ai de plus positif, c'est-à-dire ce que relativement à la Banque, le Conseiller financier de la Rue, en 1930, n'a pu écrire sur la Banque, une page exactement, si l'on tient compte du tableau joint à son texte. Ce texte ne dit rien qui donne une appréciation précise sur les affaires de la Banque, sinon qu'elle rend de grands services à la Trésorerie haïtienne, en y ajoutant le montant des dépôts du Gouvernement et des particuliers.

Je transcrirai de M. Ch. Vorbes, commissaire haïtien auprès de la Banque, un tableau qui permettra de juger des affaires que la Banque opère en Haïti.

Faut-il garder la Banque ? Faut-il la réorganiser ? Faut-il réorganiser l'administration complète des finances haïtiennes, tant à l'intérieur, que les dispositions contractuelles qui lient la République à l'extérieur ? Est-il possible qu'une République qui prétend à sa complète souveraineté en tant que nation, continue de laisser ses finances non seulement aux mains de Compagnies étrangères, mais dans l'état déplorable où elles se trouvent grâce à cette politique financière puérile et incompétente. C'est ce que nous tâcherons de préciser et de résoudre dans la conclusion de ce travail. En tous cas, il apparaît que depuis 1910, la politique financière extérieure de la République d'Haïti lui a fait plus de mal que toutes les révolutions qui nous ont accablés pendant une période, révolutions qui n'étaient, en réalité, qu'une répercussion immédiate de l'état de faillite, dans lequel nous vivons, grâce à ces contrats d'emprunt, à la mauvaise gestion de notre trésorerie et aux manœuvres hostiles des Compagnies étrangères, pratiquées à l'égard d'Haïti, comme le rapport de 1917 ne se fait pas

faute de le dire. Il faut avouer aussi notre incompétence particulière en matière financière et économique. Calculer les intérêts, les amortissements et les garanties, me semble avoir été le plus grand et le plus gros du bagage économique de nos Gouvernants, s'il ne faut pas supposer une mauvaise foi qui serait susceptible de friser la trahison envers la République, eu égard aux conséquences de cette politique sur l'avenir immédiat et prochain du pays.

Profits estimatifs

de la Banque Nationale de la République d'Haïti

Pièce établie par M. Ch. Vorbe

1^{er} Par la Commission de Trésorerie payés à la Banque, du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1930, et retour fait par elle à l'Etat sur la circulation de ses billets de banque, fixé à 1 0/0 annuel au-dessus de 10.000.000, circulant, d'après l'article 13 de la Convention monétaire du 12 août 1919.

Convention monétaire de 1919.

Gourdes (monnaie haïtienne, évaluée à 1 pour 5 francs et 5 pour 1 dollar).

Années	Recettes douanières	Recettes contributions	Retour annuel
1923-24.....	291.925 »	27.958 »	Nul
1924-25.....	656.980 »	48.245 »	34.615 »
1925-26.....	405.948 »	41.551 »	53.827 »
1926-27.....	336.618 »	41.532 »	21.142 »
1927-28.....	450.820 »	42.416 »	51.593 »
1928-29.....	352.476 »	60.352 »	27.381 »
1929-30.....	308.390 »	66.201 »	3.215 »
	2.803.157 »	328.255 »	191.773 »
S/ R. Douanières.....	2.803.157 »		
S/ R. Contributions.....	328.225 »		
Total	3.131.412 »		
Moins 1 0/0	191.773 »		
Total : Profit brut.....	2.939.639 »		2.939.639 »
Sur Commerce :			
Exportation f.o.b.	612.315.119 »		
Importation c.o.f.	599.321.122 »		
Total comm.....	1.212.636.241 »		
Bénéfices estimatifs sur cette valeur : 2/3 soit.....	808.424.160 »		
à 1 0/0			4.042.120 »
Total			6.981.759 »
Moins 20 0/0 risques, assurances, etc.....			1.396.351 »
Profit estimatif net			5.585.408 »
<i>Moyenne annuelle : 797.915 »</i>			
<i>En dollars : 159.543 »</i>		<i>En francs : 3.989.575 »</i>	

V - CONCLUSIONS

La matière étant tant soit peu éclaircie, il ne reste plus qu'à conclure. Certes, parlant de la politique financière extérieure de la République, une place eût dû être réservée aux accords commerciaux liant la République d'Haïti aux pays étrangers avec lesquels nous en avons passé. Nous avons jugé cependant qu'un chapitre traitant ce sujet, serait mieux placé dans un ouvrage spécial à notre politique commerciale, qu'il y avait intérêt à restreindre notre travail au plan exclusivement financier sous lequel nous avons voulu l'envisager de prime abord, malgré les répercussions qu'une politique commerciale doit avoir nécessairement sur le plan financier général d'un pays quelconque.

C'est donc sur ce terrain financier que nous resterons pour conclure. D'ailleurs, il semble évident que c'est là précisément qu'ont porté les efforts des Compagnies étrangères, démontrant par tant le grand intérêt de cette matière. Tous les actes diplomatiques prouvent en effet que depuis 1915, la ligne de conduite américaine fut de subjuguer Haïti, non pas précisément par la force, mais par des liens, tissés d'obligations financières, desquelles on se détache plus difficilement. Le raisonnement est précis et effectif. Il est certain qu'une annexion militaire ne saurait être justifiée par des actes diplomatiques quelconques qui l'auraient suivie. Il en est tout autrement quand des obligations financières viennent corroborer une situation diplomatique donnée. Les intérêts matériels qui forment ses obligations ont toujours servi et servent actuellement à justifier les interventions diplomatiques ou militaires qui prétendent ne vouloir sauvegarder que ces intérêts, d'où quand il n'y a plus de garantie, l'annexion totale et réelle. Ceci devrait suffire pour faire comprendre aux petites Républiques le danger des emprunts extérieurs, dont les suites économiques et politiques ne peuvent être jamais prévues pour la raison suffisante qu'il est normalement impossible d'assurer de façon efficace que ces emprunts devront avoir des conséquences bonnes plutôt que mauvaises, nul n'étant le maître des événements susceptibles de déjouer les meilleures prévisions. A ce compte on peut dire que la politique financière extérieure de la République d'Haïti a été d'une puerilité vraiment audacieuse. Elle en paye les conséquences actuellement. Les gouvernants de 1922 ont certainement aggravé la si-

tuation mais, par contre, répondent, qu'engagée dans cette voie, il est extrêmement difficile pour Haïti d'en sortir, qu'il est évidemment déplorable de consentir un emprunt qui ne servira qu'à en payer un autre, et d'autre part, vu la force militaire américaine, il était préférable de consentir des obligations que de créer, par une abstention inopportune, un état de fait équivalant à une totale déchéance.

Tous ces arguments naturellement ne sont pas dénués de fondement, et certes, ils seraient somme toute acceptables, en faisant montre d'ailleurs d'assez de philosophie, si à côté de cela on percevait en Haïti une politique financière réellement constructive. Les buts respectifs des deux emprunts de 1910 et 1922 sont loins de réaliser cet objectif, et certes, l'application qui leur ont été donnée, si justifiable soit-elle, en 1922, ne fait cependant pas bien sentir l'esprit réalisateur des gouvernements haïtiens.

Si l'objectif pour Haïti est de reconquérir sa totale liberté économique, nous ne voyons pas bien comment elle y arrivera en opérant toujours des emprunts extérieurs qui demandent toujours une garantie, laquelle ne peut qu'empêcher l'exercice plein et entier de cette liberté, situation qui ne peut avoir d'autres effets que d'empêcher notre évolution économique normale, laquelle stabiliserait notre indépendance politique. Un emprunt extérieur n'est pas le seul moyen pour un Etat de couvrir ses dépenses financières, et de plus, il est évident qu'en la matière, un grand Etat peut recourir plus facilement à cet instrument financier que ceux qui, comme Haïti, n'ont pas les ressources suffisantes « de tous genres » qui leur permettent d'aliéner sans danger une partie de leur liberté de gouvernement.

En Haïti, le rythme des emprunts extérieurs est intéressant à observer. Le premier, de 1875, fut suivi d'un autre en 1896, lequel conduisit à celui de 1910, qui nous valut celui de 1922, car ce fut toujours pour liquider le dernier qu'on fit place à un nouveau, plus onéreux naturellement. Et l'on parle précisément d'un nouvel emprunt en 1932, toujours pour les mêmes motifs. Ce qui fait un rythme de 21, 16 et 10 années. Quel sera le sort de celui de 1932 si on parvient à le réaliser ?

Et d'ailleurs, je ne vois pas bien l'avantage qu'il y a à liquider un emprunt extérieur, pour le remplacer par un autre, sinon qu'il est possible que le second comporte des modalités meilleures. Modalités meilleures ne sauraient jamais vouloir dire absence de garantie et c'est ici précisément l'erreur de la plupart des financiers haïtiens, qui ne veulent entrevoir dans la garantie que l'expression chiffrée qui lui est donnée. A ce compte, il est bien certain que cette garantie ne dépassera jamais le montant des revenus du pays, et que, toutes choses égales d'ailleurs, il est à préjuger que ces sommes pourront toujours être trouvées. Ce qu'ils n'arrivent à comprendre, c'est la portée du sens de l'expression « toutes choses égales d'ailleurs », lesquelles ne peuvent pas rester égales, grâce aux répercussions de ces clauses de garantie, qui ne sont pas simplement des chiffres, mais des faits qui réagissent l'un sur l'autre, réactions qui peuvent, qui se font sentir jusque chez l'individu d'autant plus né-

faiblement qu'il n'arrive pas le plus souvent à en percevoir les causes ; qu'il les interprète mal et déplace parfois les responsabilités.

Ainsi, il apparaît d'une part, qu'il est très improbable que les modalités d'un emprunt, soit relativement à la garantie, soit au taux de l'émission, — bien qu'assez favorables — changent de beaucoup la situation, et d'autre part, il est encore peu probable de trouver des modalités vraiment meilleures. D'où il résulte que l'effort d'un gouvernement quelconque, loin de se porter exclusivement sur le fait de l'emprunt, est de s'exercer à augmenter les capacités productives de la République. Certes, pour cela, il faudra encore des capitaux, naturellement, mais là au moins, il nous est loisible de répondre qu'ils peuvent se trouver, en dehors de tout emprunt extérieur, car ce qu'il faut chercher actuellement ce n'est pas tant de mettre la Trésorerie haïtienne très à l'aise, par des nouveaux emprunts, mais à remédier à un état général défectueux de l'économie de la République, de telle sorte que, rétablies peu à peu, les finances du Gouvernement en profitent et finissent par s'équilibrer normalement.

Il n'y a pas de place ici pour élaborer un tel programme, qu'il suffise de signaler l'incohérence de notre système fiscal et de notre administration publique, pour qu'en cas d'une réforme, on présente les avantages qui découleraient d'un changement judicieux et éclairé.

D'autre part, il est certain qu'ici même, nous préconisons la recherche de capitaux étrangers, mais encore une fois pas sous la forme d'un emprunt extérieur, d'ailleurs incompatible avec les textes de la convention, de l'acte additionnel, du protocole et des clauses de l'emprunt de 1922. Pour les trouver, certes, et favorablement, il importe d'abord que le Gouvernement haïtien commence par rétablir certaines réformes urgentes et nécessaires au développement de la République. Il est certain, en effet, que l'Etat actuel de la République d'Haïti la met en une position désavantageuse, à l'extérieur. Il y a jusqu'aux lois commerciales de la République à compléter et à changer. Autrement dit, pour n'avoir pas à m'étendre sur un sujet en dehors de mon travail, avant de penser à un emprunt quelconque extérieur, il y a une quantité énorme de travaux préliminaires à entreprendre, il y a qu'il est temps pour la République d'Haïti d'établir pour sa gouverne, un plan défini et muni d'une politique financière. Faire cela ne peut être l'œuvre d'un jour, l'emprunt ne saurait donc venir avant tout cela ; il est donc difficile d'admettre un nouvel emprunt actuel, quel que soit l'état général des finances de la République d'Haïti.

Mais, plus spécialement il y a un organisme financier, la B.N. R.H., dont les rapports avec le gouvernement d'Haïti demandent à être modifiés. Analysons plus profondément ces rapports et tâchons d'entrevoir comment arriver à ces modifications, afin de conclure définitivement. Restreint dans ses pouvoirs essentiels, il s'agit de savoir quelle attitude peut être celle du Gouvernement haïtien en face de la Banque, constituée comme elle est, avec son contrat de concession, et par les mandataires de la N.C.C., nos créanciers, de par l'emprunt de 40 millions de dollars. L'attitude légale est bien

simple à déterminer. Régie par les lois de la République, il semblerait à première vue (la B.N.R.H. est une société anonyme haïtienne) que le Gouvernement haïtien soit tout puissant eu égard à cette Société en cas de conflit, ou l'ordre public haïtien se trouverait menacé par les agissements de la Banque. Cette toute-puissance apparente est tempérée par plus d'un correctif. La réalité est que la République d'Haïti se trouve en présence d'une petite banque haïtienne, fondée par des hommes dont la puissance financière se précise quand on sait qu'ils appartiennent à la N.C.C. et qu'on n'ignore pas la parenté de cette dernière avec la N.C.B. of New-York. Voilà le contrefort formidable que les pièces ne font que de laisser entrevoir seulement, et c'est à ces compagnies que le gouvernement haïtien intimidé d'abord par l'appareil militaire que le Gouvernement des Etats-Unis avait prêté à ses financiers, a confié sa Trésorerie, ses douanes, ses revenus intérieurs et le soin de guider ses finances générales. Politiquement, il n'y a que deux thèses à soutenir comme étant les seules solutions possibles à la situation financière haïtienne. La première, qui est celle des Américains, serait partagée par certains gouvernants haïtiens qui jugent la République d'Haïti incapable de gouverner ses finances et les confient à une Banque puissante, au risque de créer des précédents infiniment dangereux et un rouage administratif tel qu'il devienne impossible aux générations futures d'en sortir. Ceux-là qui pensent et agissent ainsi, en avouant leur incapacité eussent mieux fait de se retirer des affaires politiques du gouvernement et garder la seule attitude qui convienne à un incapable : le silence. Si, au contraire, il est avéré que les obligations gouvernementales ne dépassent pas les capacités des gouvernants, il est de toute urgence de remédier à l'état de fait créé par les divers contrats financiers que nous avons analysé plus haut, de telle sorte que la République d'Haïti récupère le plein exercice de sa souveraineté politique et financière. Ce qui vient d'être dit peut naturellement être écrit facilement ; nul n'ignore que la réalisation peut se buter à de graves difficultés. J'entends que la République d'Haïti respecte les conventions qu'elle a librement signées, cependant, de même que les individus, malgré l'autonomie de la volonté ne peuvent aliéner certains droits légalement reconnus à eux, sans mettre l'ordre public en péril, de même pour les Etats, il existe un ordre public international que tous doivent respecter, auquel aucune convention particulière ne saurait déroger. D'ailleurs, la loi d'autorisation et non pas celle de sanction, exhibée par la B.N.R.H., dans son livret, prévoit en son article 3 la révocation de cette autorisation, en cas de violation des lois de la République par la Banque ; or, toute nouvelle loi d'ordre public, à effet rétroactif, qui aurait pour but de réglementer sérieusement le statut des sociétés anonymes en Haïti, entraînerait inévitablement la dissolution ou la réorganisation de celles qui y auraient préexisté. Si aux yeux des promoteurs de cette Société, la B.N.R.H. n'est qu'une affaire commerciale d'un bon rapport, pour le gouvernement haïtien, il n'en est pas de même. L'intérêt économique de cette institution, vu le caractère de l'acte concession est tel qu'il est impossible pour le gouvernement qui a la préten-

tion de représenter une nation, de la détacher du plan politique. La Trésorerie haïtienne fait partie intégrante du domaine des principes qui concourent à assurer notre liberté nationale. Souveraine politiquement, il est inadmissible que la République d'Haïti continue de ne point l'être économiquement. La notion d'Etat, même quand il est petit, n'admet pas de controverse à ce sujet.

Et pourquoi envisager cette dissolution ou la réorganisation de la Banque. A cela, il n'y a nul motif de xénophobie, pas plus contre les Américains que contre n'importe quel autre peuple. Il n'y a qu'à considérer les motifs d'ordre économique qui vont suivre pour en comprendre la nécessité.

Et d'abord, c'est la puissance financière de cette société, comparée à celle de la République d'Haïti, et à ce sujet, il ne sera pas défendu de penser à la morale du pot de terre et du pot de fer allant de compagnie, d'autant plus que la République haïtienne n'a jamais trouvé un défenseur nulle part au monde tandis qu'elle n'a fait depuis son existence qu'éveiller la convoitise de la plupart des grandes puissances mondiales. Aucun motif particulier de confiance ne doit permettre aux gouvernants haïtiens de passer de tels contrats, non seulement peu avantageux, mais ruineux pour notre liberté complète pour la raison que la finance étant depuis longtemps internationalisée, la plus légère circonstance peut facilement nous mettre en face de partenaires imprévus, malgré les clauses formelles du contrat, qui nous donnent un droit d'option ou nécessitent un visa du gouvernement avant toute cession. Les charges de cette option, les délais pour se prononcer peuvent parfaitement être tels qu'il devienne superflu légalement de demander son avis à la République d'Haïti au cours de l'une ou de l'autre de ces opérations, d'autant plus qu'aucune force haïtienne n'est susceptible de résister aux pressions étrangères. L'exemple de 1915-1917 et 1922 devrait suffire comme preuve de la possibilité des faits avancés, et la Banque de l'U.P. et le Gouvernement haïtien furent probablement forcés, en fait, d'accepter la cession de la B.N.R.H. aux Américains, la première parce que, y trouvant son intérêt et le Gouvernement ne pouvant faire jouer en sa faveur, faute de moyens, toutes les clauses du contrat.

2° Il n'y a pas de banques, si fortes soient-elles, même lorsqu'elles sont Américaines, qui ne soient susceptibles de fermer ses portes. Les exemples récents en Allemagne, aux Etats-Unis, sont assez retentissants pour nous en convaincre. Est-ce donc une mesure bien sage, celle qui met notre trésorerie et nos actifs entre les mains d'une compagnie financière quelconque comme c'est le cas, pour la République d'Haïti ?

3° A part ces points de vue négatifs, préventifs serait meilleur, il y a du côté économique pur, positif, un intérêt trop évident pour le gouvernement haïtien à rester maître de ses finances et d'en disposer de meilleure façon que cela n'a été fait. Notre tarif douanier actuel, dressé par les Américains, pour favoriser leurs produits, mettait du même coup le produit européen en infériorité sur le marché haïtien. Que l'économie américaine en profite, il n'y a guère de doute. Le point à préciser est de savoir si Haïti n'avait pas

plus intérêt à laisser jouer la concurrence européenne à l'encontre des produits américains en Haïti. Les monopoles, de fait ou légaux, n'ont jamais profité qu'à ceux qui les détiennent, jamais au consommateur, qui subit forcément les prix. Les résultats acquis aux Etats-Unis permettent cette insinuation. L'importation américaine se traduit en Haïti sur le chiffre global de nos importations à 70 pour 100. La France, 6,70 0/0, l'Allemagne 7 0/0. Or, un tarif douanier haïtien, à part le point de vue fiscal, doit servir d'instrument régulateur du marché haïtien en faveur du consommateur et du producteur haïtiens et non du producteur américain ou autre. Haïti disposant pleinement de sa souveraineté économique eût pu faire jouer cet instrument selon les fluctuations avantageuses pour elle, des marchés avec lesquels nous sommes plus directement en rapport et naturellement sans nuire à sa stabilité, toutes choses nécessitant une transformation complète et étudiée de notre loi douanière.

Mais, avant que d'aller plus loin, d'envisager tout le reste du travail financier qu'il faudrait entreprendre en Haïti, relatif soit à notre loi monétaire, sujet de toute une thèse, ou à notre régime fiscal, au cadastre, au régime foncier tout entier (puisque tous nos revenus intérieurs sont une charge de l'emprunt), nous voyons déjà surgir les difficultés qui empêchent la réalisation de cette œuvre.

Et d'abord, pour liquider la Banque, il faut, à moins d'une transaction spéciale, se conformer à l'article 3, alinéa 3, deuxième partie, de l'acte de concession, d'une part, prévoyant ce qui suit :

« Si c'est le Gouvernement qui demande la liquidation, il devra, dans les dix-huit mois à compter de la notification de sa décision, rembourser à la Banque, en or américain, tout ce qu'il pourrait lui devoir en capital, intérêts et commissions... »

Ce que nous pourrions devoir à la B.N.R.H. ne peut être précisé ici faute de pièces suffisantes. Cependant, nous savons qu'il faut compter le prêt statutaire converti en or en 1922, au taux d'avant-guerre, soit\$ 600.000 »

Les intérêts de cette somme..... 3.000 »

La commission de la banque, au minimum de... 60.000 »

\$ 663.000. »

Je ne sais s'il y a des comptes arriérés ou nouveaux, mais la dette haïtienne, à un moment donné quelconque, ne peut être inférieure à \$ 663.000, envers la Banque. Mais cette décision ne peut être prise qu'en accord avec le conseiller financier imposé par la convention et de même que pour le tarif douanier, l'article 9 précise qu'à moins d'une entente préalable avec le Président des Etats-Unis, la République d'Haïti ne modifiera pas les tarifs d'une façon qui en réduirait les revenus et que le Conseiller financier coopérera par ses recommandations relatives à l'amélioration des méthodes de recouvrer, de dépenser les revenus et autres sources nouvelles de revenus qui font besoin ».

Et, d'autre part, le protocole du 3 octobre 1919, en son article relatif à la garantie de l'emprunt, prévoit toujours la nomination en Haïti, en vue du contrôle des revenus gagés, intérêts et douanes,

d'un ou des fonctionnaires, pendant tout le temps que l'emprunt sera en cours, *après l'expiration du sus-dit traité* : de manière à assurer de façon adéquate l'amortissement et les intérêts de l'emprunt ».

Ces difficultés signalées se résument en cette alternative, tant que l'emprunt ne sera pas payé, la Banque, vu ses rapports de filiales, avec l'emprunt subsistera. Le conseiller financier, et peut-être le receveur général (argumentation du ou des fonctionnaires) subsisteront, quoique leur rôle soit réduit au contrôle, mais contrôle effectif, assurant l'amortissement de l'emprunt, donc avec veto pour toutes mesures qui ne leur *sembleraient* pas susceptibles d'assurer cet amortissement, et douanes, revenus, intérêts, trésorerie subiront jusque là le même sort. Cette thèse est inadmissible pour une nation, qui prétend jouir de sa pleine souveraineté, et pour les raisons économiques sus-citées.

Passons à la seconde. Puisque tout dépend de l'emprunt, et que je suis d'avis que l'emprunt contracté, si malheureux que soit cet acte, il faille le payer, il s'agit de liquider l'emprunt, certes, mais en opérant, en fait deux sortes d'opérations qui permettront d'aboutir à ce résultat, en changeant cependant la situation. Depuis 1922, l'Administration américaine a prouvé, les faits probants ne manquent pas, qu'elle n'était pas plus apte que celle des Haïtiens à asseoir nos finances sur la base solide annoncée, et malgré la première tranche versée de l'emprunt, à guider le pays vers le « progrès et le bonheur ». Malgré les 24 millions versés effectivement — la situation était telle en 1930 que la révolution fut la réponse des contribuables sous la pression des nouveaux impôts créés sur l'alcool. Si les Américains sont aptes à se gouverner eux-mêmes, à diriger leurs finances, il n'y a que l'organisation financière établie par eux en Haïti qui ait été tellement défectueuse, que les résultats néfastes se soient fait si vite sentir. Réorganiser, il le faut donc, et pour cela, il semble que deux opérations soient nécessaires pour concilier les conventions passées et les nécessités de la République.

La première, c'est la disjonction — en fait — de la Banque de sa filiation avec les Compagnies américaines. Régie par la loi haïtienne, il est nécessaire au Gouvernement haïtien d'obtenir une plus parfaite autonomie dans ses affaires financières en obtenant des compagnies américaines que la Banque se désaisisse du soin de la gérance de sa trésorerie. L'économie réalisée est appréciable. Elle est de plus de 150.000 dollars et en possession de notre Trésorerie, que les Haïtiens se créent une banque libre de gérer la fortune publique haïtienne aux mieux de ses intérêts et ce faisant, la République d'Haïti ne ferait qu'appliquer les conseils de l'économiste américain qui, dans son mémorandum de la Légation déplorait que les Gouvernants de 1910 aient donné cette trésorerie à garder à une compagnie française et pour toutes les raisons exprimées au paragraphe de ce mémorandum.

(1) La Convention Hatiano-Américaine de 1915.

La deuxième opération proposée, nécessiterait une nouvelle transaction avec la Compagnie, relativement au fonctionnement général de notre administration douanière. Le ou les fonctionnaires américains peuvent être facilement supprimés sans que la garantie de l'emprunt en souffre ; l'économie réalisée sur ce point est assez grande pour envisager cette mesure. Conseiller financier, receveur général et autres coûtent à Haïti, en plus de leurs appointements, depuis 10.000 dollars l'an, aux deux premiers, en passant par une progression descendante pour les employés auxiliaires, 5 0/0 des revenus de l'Etat haïtien. En chiffres à 5 millions de dollars en moyenne, cela fait un total de \$ 270.000 au moins.

Remarquons qu'ajoutés aux 150.000 réalisés chaque année, si notre Trésorerie nous revenait, la République d'Haïti y gagnerait de quoi payer deux annuités d'amortissement de l'emprunt. En échange de ces améliorations, il suffirait de créer, à côté de la Banque, et en dehors des affaires courantes, de la République, calquée sur modèle français, une caisse autonome d'amortissement alimentée par *certaines* taxes douanières, et d'autres impôts internes suffisants à l'amortissement. Quels impôts ? Aucune précision ne peut être donnée ici. Nouveaux ou existants déjà, les Haïtiens doivent comprendre que pour conquérir leur pleine autonomie économique, il faut réparer les erreurs passées et accepter les sacrifices que nécessitent ces erreurs, s'ils refusent, c'est qu'ils n'auront pas compris qu'autrement ils les payent plus chers et les paieront plus durement encore, car la politique qui consiste à emprunter pour payer un emprunt, emprunter pour payer la dette intérieure, emprunter pour couvrir les dépenses courantes, ne peut aboutir qu'à une diminution presque totale de notre crédit extérieur, un appauvrissement certain de la fortune particulière, par la ruine de la production sous les impôts et du commerce, sous le fait des tarifs douaniers du genre de celui préconisé par M. Cumberland. L'exemple français ne peut cesser d'être admiré par les Haïtiens. Après l'effondrement de 1926, nul emprunt ne fut nécessaire pour revaloriser le franc. A ce moment c'eût été le meilleur moyen pour n'y jamais parvenir. La France a trouvé en elle-même l'énergie qui lui permit de remonter ce courant désastreux. Le système fiscal français tue le Français, mais n'enrichit pas son voisin, il lui permet, au contraire, de sauvegarder son indépendance économique et financière, ce qui permet aux Français de défendre leur commerce et leur production. Il y a loin de ce système à celui qui consiste à hypothéquer ses douanes et ses revenus intérieurs, pour en passer le bénéfice sous forme d'intérêts, de commissions de toutes sortes, de privilèges exorbitants, à quelques banquiers qui, vu leur état de banquiers, ne sauraient nous aider, même avec la meilleure volonté du monde.

La création de cette Caisse autonome d'amortissement serait précisément la garantie de l'emprunt et pourrait, vu son indépendance à l'égard de la finance générale haïtienne, souffrir un contrôleur américain intéressé au paiement de l'emprunt, moins onéreux pour la République d'Haïti que l'administration du Conseiller financier et du Receveur général.

Mais tout ceci ne représente que des projets à l'aboutissement desquels un accord préalable est nécessaire avec le Gouvernement des Etats-Unis en vue de la réalisation des transactions que j'ai préconisées plus haut. Cela suffit-il ? Evidemment non, car il faut prévoir le cas où ces transactions n'aboutiraient pas, laissant les choses dans le *statu quo* actuel. C'est pourquoi, en dehors de toutes négociations, le Gouvernement haïtien, rien ne l'en empêche, devrait prévoir quelles mesures il faut prendre en cas de faillite de la Banque ou d'une rupture motivée par une raison quelconque. Prévoir, c'est gouverner. Or, quand même les choses seraient pour le mieux à la fin de la concession, rien n'est fait encore pour préparer les Haïtiens à prendre la suite des affaires de la Banque, c'est pourquoi il me semble, à moi, qu'une des mesures les plus sages que le Gouvernement puisse prendre, c'est de propager l'idée, d'aider à la réalisation de la formation d'une Banque franchement haïtienne, fondée avec des capitaux haïtiens, à laquelle tout Haïtien, conscient de ses devoirs, apporterait son concours. Il n'y a que deux établissements bancaires en Haïti, avec, en tout, une dizaine de succursales pour les deux, succursales qui ne sont que des guichets. Une troisième banque haïtienne doit normalement trouver sa place à côté de ces deux établissements étrangers. Une réforme de nos lois commerciales permettrait de mettre toutes ces institutions au point, et effectivement sur le pied d'égalité, naturellement en dehors des privilèges accordés à l'un ou l'autre de ces établissements pour les raisons que nous connaissons, je crois cette institution nécessaire à tous les points de vue, elle permettrait des opérations pouvant rendre des services signalés à la République d'Haïti, en des temps où, par suite de difficultés ou de désaccord, la Trésorerie de l'Etat se trouverait compromise. Il n'est pas possible de prévoir ici quel parti le Gouvernement pourrait tirer de la création d'une telle entreprise, ne serait-ce que comme organisme de préparation et de prévoyance, susceptible au moment voulu de permettre au Gouvernement de mieux défendre ses intérêts et d'éviter les sacrifices consentis dans le genre de ceux de 1910 et de 1922, quand le profit à tirer est si minime. Mais, pour réaliser tout cela, il faudrait chez les hommes d'Etat haïtiens le désir de gouverner. Combien se contentent d'en avoir l'air seulement, hommes d'attitude, ne se souciant que de l'opinion qu'ils croient mériter, sans penser à celle que l'on a d'eux vraiment. Il faudrait qu'ils voulussent sérieusement gouverner, et dans l'intérêt national, en pensant aux générations futures et non à leurs intérêts personnels du moment seulement ou aux satisfactions mesquines qu'ils tirent des fonctions qu'ils occupent, oublieux des devoirs qui en découlent et du jugement qu'on aura d'eux, selon qu'ils les auront remplis ou pas. Surtout, il leur faudrait l'énergie nécessaire pour vouloir la réalisation de l'autonomie économique de la République, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et non ce tempérament qui accepte trop facilement, hélas ! n'importe quoi, espérant pouvoir dire ensuite : Cela nous fut imposé par l'étranger. Des hommes d'idée et d'action, des hommes prévoyants et généreux, car c'est l'heure des grands sacrifices.

M. MALVAL.

Annexe

Contrat d'Emprunt de 1910

Entre le Gouvernement d'Haïti et la Banque de l'Union Parisienne

M^e Elie-Emm. Suirad Villard, notaire.

a) Septimus Marius, Sous-Secrétaire d'Etat p. i. des Finances, de la République d'Haïti.

b) G. Yves de la Buchellerie (procuration, M^e Léon-Félix Delapalme), pour la Banque de l'Union Parisienne.

c) Dr. Ludwig Treitel (N.-Y.) B. Hallagarten et C^o, N.-Y., pour la Landenburg Thallmann, pour la Berliner Handel Gessellschaft, Berlin.

Mandat de Zimmerer, M. P. et Consul p. i. d'All. à Port-au-Prince.

Sous la réserve de la sanction du Corps législatif haïtien, il a été convenu et arrêté ce qui suit, entre le Gouvernement de la République d'Haïti, dénommé aux présentes (le Gouvernement) et les Banquiers sus-dits.

Article 1^{er}. — Le Gouvernement a décidé de contracter un emprunt extérieur qui reçoit la dénomination de Emprunt Extérieur 5 0/0 1910, de la République d'Haïti, et qui constitue un engagement direct de cet Etat.

Article 2. — Le montant nominal de l'emprunt est fixé à 65 millions de francs.

Il est représenté par cent trente mille (130.000) obligations au porteur d'un montant nominal de 500 francs chacune.

Article 3. — Ces obligations rapporteront un intérêt annuel de 5 0/0 de leur montant nominal, soit 25 francs par titre et par an.

Cet intérêt sera payable en deux parties égales contre des coupons semestriels, aux échéances des 15 mai et 15 novembre. Le premier coupon comprendra le montant des intérêts courus à raison de 5 0/0 l'an entre la date de l'émission de l'emprunt et celui de la première échéance semestrielle suivante.

A l'expiration des feuilles de coupons dont seront munies les obligations, ces feuilles seront renouvelées aux frais du Gouvernement, d'office par les soins de la Banque de l'Union Parisienne.

Article 4. — L'emprunt sera amorti en cinquante ans, conformément au tableau d'amortissement qui sera dressé ultérieurement et imprimé au verso des titres et qui comprendra cinquante annuités égales d'environ 3.561.000 francs, comprenant l'intérêt et l'amortissement. Les obligations seront amorties soit par voie de tirage au sort annuel, soit par achat en Bourse lorsqu'elles seront cotées au-dessous du pair.

Les achats en Bourse s'effectueront exclusivement et d'office par les soins de la Banque de l'Union Parisienne, pour le compte du Gouvernement, auquel elle rendra compte dans les trois mois qui précéderont la date ci-après fixée pour le tirage au sort et jusqu'à concurrence du nombre de titres prévu au tableau d'amortissement, il sera procédé à un tirage au sort pour le solder.

Tous les frais, y compris ceux de confection d'une roue, auxquels donneront lieu ces tirages seront à la charge du Gouvernement.

Le premier tirage aura lieu dans le courant du mois d'avril 1912. Les listes des numéros sortis au tirage seront publiées d'office par les soins de la Banque de l'Union Parisienne et aux frais du Gouvernement dans deux journaux de Paris et dans un journal de chacune des autres places où l'émission serait ouverte et dans le *Journal officiel* d'Haïti.

Ces listes devront, après chaque tirage, être notifiées sans retard au Gouvernement.

Article 5. — Les obligations sorties au tirage seront remboursables le 15 mai de chaque année, en même temps que seront payés les coupons échéant à cette date. Le premier remboursement aura lieu le 15 mai 1912. Toute obligation présentée au remboursement devra être munie de tous les coupons échus à la date fixée pour le remboursement.

Dans le cas où il en manquerait un ou plusieurs, leur montant serait déduit du capital à payer au porteur.

Article 6. — Les coupons et les titres amortis ou remboursés suivant l'article 12 seront payés pour leur valeur nominale respective sous déduction des impôts français et étrangers à Paris, aux caisses de la Banque de l'Union Parisienne, et à celles des maisons ou des établissements qu'elle désignerait en France ou à l'étranger et parmi lesquelles la Banque Nationale de la République d'Haïti est d'ores et déjà désignée et ce dans les conditions spécifiées à l'article 13.

Article 7. — Les titres amortis et les coupons y attachés ainsi que les coupons échus payés seront perforés par les soins de celles des Banques qui les auront payés. Ils seront centralisés par la Banque de l'Union Parisienne et tenus par elle à Paris, à la disposition du Gouvernement de la République d'Haïti.

Article 8. — Les coupons qui n'auraient pas été présentés à l'encaissement dans un délai de cinq ans, à partir de leur échéance seront prescrits en faveur du Gouvernement d'Haïti. Pour les titres

amortis, le délai sera de vingt ans.

Article 9. — En cas de perte, de vol, de destruction ou d'altération des titres du présent emprunt, la Banque de l'Union Parisienne est autorisée à procéder aux frais du Gouvernement de la République d'Haïti, au remplacement de ces titres, après qu'il lui aura été fourni des pièces jugées par elle satisfaisantes, de la disparition de ces titres et des droits des réclamants ou que ceux-ci lui auront fourni des garanties qu'elle estimera suffisantes et ce, conformément aux usages de la place de Paris.

Article 10. — Les titres du présent emprunt non encore amortis seront admis comme cautionnement dans tout contrat avec le Gouvernement au cours coté à la Bourse de Paris à l'époque où le cautionnement serait constitué.

Article 11. — Les titres et les coupons de l'emprunt circulant en France ou tout autre pays étranger seront et demeurent exempts de tous impôts, droits et redevances quelconques établis ou à établir en Haïti au profit du Gouvernement, des communes, ou de toutes autres collectivités. Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux titres et coupons du présent emprunt qui pourraient circuler en Haïti.

Article 12. — Le Gouvernement s'interdit d'augmenter l'amortissement du présent emprunt avant le 15 mai 1920. A partir de cette date, il aura droit de rembourser au pair les obligations restant à amortir. Ce remboursement ne pourra s'opérer que pour la totalité des titres restant en circulation et moyennant un préavis d'au moins trois mois, publié dans un journal d'annonces légales à Paris, à Haïti, et dans toutes les villes étrangères où l'émission du présent emprunt aurait été ouverte. La publication de cet avis sera signifiée sans retard à la Banque de l'Union Parisienne.

Article 13. — La Banque de l'Union Parisienne sera chargée du service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations d'une manière irrévocable et pour toute la durée de l'Emprunt. Le Gouvernement alloue à la Banque de l'Union Parisienne pour ce service une commission de un quart pour cent (1/4 0/0) sur les sommes payées pour le remboursement des obligations sorties au tirage, ou amorties par voie de remboursement anticipé pour le paiement des coupons échus, et pour les achats en Bourse effectués en conformité de l'article 4 ci-dessus et lui remboursera les taxes et courtages afférents à ces achats.

Article 14. — Le Gouvernement s'engage, aussitôt que le lui demandera la Banque de l'Union Parisienne, à lui fournir les documents nécessaires pour obtenir l'admission de l'emprunt à la cote officielle de la Bourse de Paris, et à celles de toutes les autres places françaises ou autres que pourrait désigner la Banque de l'Union Parisienne. Le Gouvernement et la Banque de l'Union Parisienne conviennent d'unir leurs efforts en vue de l'obtention de la cote officielle de Paris et de la cote de toutes autres places désignées

par la Banque de l'Union Parisienne.

Article 15. — En attendant la création des titres définitifs il sera remis à la Banque de l'Union Parisienne une obligation générale pour l'ensemble de l'emprunt. La Banque de l'Union Parisienne est autorisée à créer au nom du Gouvernement, en représentation du présent emprunt et en attendant la délivrance des titres définitifs des certificats qui seront signés au nom du Gouvernement par la Banque de l'Union Parisienne ou ses délégués et porteront, imprimée, la signature du Ministre des Finances d'Haïti. La forme et le texte de l'obligation générale et des titres définitifs du présent emprunt, seront arrêtés d'un commun accord entre le Gouvernement et les banquiers.

Les titres définitifs numérotés de 1 à 130.000, porteront imprimée la signature du Ministre des Finances d'Haïti. Le Gouvernement désignera à Paris, un ou plusieurs délégués, dûment autorisés pour contresigner en son nom et à ses frais, les titres définitifs. Les principaux articles de la loi d'emprunt et du présent contrat seront reproduits au verso des titres définitifs. L'échange des certificats provisoires contre les titres définitifs s'effectuera au plus tard six mois après la délivrance desdits certificats à Paris et à toute autre place que la Banque de l'Union Parisienne désignera.

L'obligation générale que le Gouvernement aura délivrée lui sera restituée par la Banque de l'Union Parisienne contre la remise des titres définitifs dûment contresignés.

Les certificats provisoires et les titres définitifs seront confectionnés par les soins de la Banque de l'Union Parisienne et aux frais des banquiers. Toutefois, le Gouvernement prend à sa charge la confection des titres nouveaux destinés à remplacer les titres perdus ou volés, ainsi que ceux qui, en raison de leur état matériel de détérioration ne seraient pas susceptibles d'être livrés sur le marché.

Article 16. — Les titres seront munis, aux frais du Gouvernement, d'un timbre français ou de celui des autres pays où se ferait l'émission.

Article 17. — Le produit de l'emprunt, défalcation faite des retenues spécifiées à l'article 25 ci-après, sera utilisé comme suit :

1° Une somme de dix millions (10.000.000) de francs restera réservée pour l'exécution d'un programme de réforme monétaire qui comportera notamment le retrait de la totalité du papier-monnaie émis par le Gouvernement, et éventuellement du nickel — et ce, dans les conditions prévues dans l'acte de concession de la Banque Nationale de la République d'Haïti.

2° La somme suffisante au retrait intégral de toute la dette intérieure, savoir : l'emprunt consolidé 6 0/0, l'emprunt unifié 6 0/0, l'emprunt consolidé 3 0/0, l'emprunt 2 1/2 0/0, titres bleus, titres roses.

3° La somme suffisante à l'extinction du solde de l'emprunt du 23 août 1909.

De convention expresse, entre les parties, il demeure bien en-

lendu que le produit de l'emprunt ne peut en aucun cas, être détourné de l'emploi qui lui est donné par le présent article, et que le Gouvernement peut seulement disposer pour les besoins du service courant du surplus pouvant rester disponible après l'exécution intégrale des clauses 1, 2, 3.

Article 18. — Il est affecté irrévocablement et par privilège, à la garantie de l'emprunt en capital, intérêts et frais, et ce pour toute sa durée.

1° Un dollar (P. L.) or américain par chaque cent livres de café exportés ;

2° 15 0/0 surtaxe spéciale or américain, à l'importation, créée par la loi du 20 août 1909.

Il demeure expressément entendu que la loi de sanction du présent contrat abrogeant toutes lois et dispositions de loi qui lui sont contraires, devra fixer toutes les conditions du rachat intégral de la dette intérieure, 2 1/2 0/0, 3 0/0 et 6 0/0 et de l'extinction de l'emprunt du 10 août 1909 auxquels les sus-dits droits sont affectés. Le Gouvernement prendra au besoin et immédiatement toutes autres mesures utiles pour que les taxes ci-dessus affectées dorénavant à la garantie spéciale du présent emprunt deviennent libres et puissent être perçues dans le plus bref délai possible pour le compte du présent emprunt.

Le présent emprunt constitue comme il a été dit à l'article premier, un engagement direct de la République d'Haïti.

Article 19. — Pendant toute la durée de l'emprunt les droits ci-dessus affectés seront directement encaissés pour le compte de qui de droit, par la Banque Nationale de la République d'Haïti, désignée à cet effet par la Banque comme mandataire.

Le Gouvernement s'engage à surveiller strictement la perception des droits de douane; aucune exportation de marchandises importées ne pourra être effectuée qu'après justification conformément à la loi, du paiement à la Banque Nationale de la République d'Haïti, des droits affectés à la garantie de l'emprunt.

Article 20. — L'assiette, les bases, les tarifs, les modes de perception des droits affectés au présent emprunt, ainsi qu'en général les lois, règlements et autres dispositions concernant ces droits actuellement en vigueur, ne pourront subir de modifications de nature à dissimuler le rendement de ces droits. Un exemplaire de ces lois, règlements et autres dispositions demurera annexé au présent contrat. Si, pendant un délai de deux années consécutives, le produit annuel de ces droits venait à tomber au-dessous de 90 0/0 du montant d'une annuité, le Gouvernement devrait, sur la demande des Banquiers, affecter d'autres taxes au service de l'emprunt, de manière que l'ensemble du produit annuel des taxes spéciales affectées soit toujours au moins égal au montant d'une annuité.

Article 21. — La Banque Nationale de la République d'Haïti, à Port-au-Prince, remettra mensuellement à la Banque de l'Union Parisienne à Paris, en francs, et sans aucun frais, ni risques pour

cette dernière, le produit des encaissements effectués par elle en vertu de l'article ci-dessus après défaction de ses frais et commission. Si trente jours avant chaque échéance semestrielle le produit de ces remises n'était pas suffisant pour assurer en francs, le service intégral (intérêts, amortissement, commission et frais), de la semestrialité en cours, la Banque Nationale de la République d'Haïti prélèverait d'office, et par préférence sur les fonds de la Trésorerie appartenant à l'Etat haïtien, et dont elle sera légalement dépositaire, les sommes nécessaires pour parfaire le service intégral de l'emprunt et les remettrait à la Banque de l'Union Parisienne. Dans les cas, le Gouvernement s'engage à faire le nécessaire, à ses frais, pour que la Banque Nationale de la République d'Haïti soit en mesure de faire tenir le montant intégral de chaque échéance semestrielle de l'emprunt aux mains de l'Union Parisienne à Paris, en francs, quinze jours au moins avant chaque échéance. La Banque de l'Union Parisienne répartira cette somme entre les diverses Banques chargées du service de l'Emprunt.

Article 22. — Le Gouvernement donne par les présentes à la Banque Nationale de la République d'Haïti mandat formel et irrévocable pendant toute la durée de l'emprunt, d'effectuer les encaissements, prélèvements, remises, spécifiés aux articles 19 et 21 ci-dessus. Les clauses du présent contrat relatives à la participation de la Banque Nationale de la République d'Haïti, au service de l'emprunt devront être ratifiées par l'Assemblée constitutive de la dite Banque.

Dans le cas imprévu, ou par suite d'une liquidation la Banque Nationale de la République d'Haïti se trouverait dans l'impossibilité de continuer à remplir le rôle qui lui est attribué dans le présent contrat d'emprunt, la Banque de l'Union Parisienne, d'accord avec le Gouvernement, désignerait en Haïti un autre établissement ou maison auquel serait dévolu ce rôle, selon les conditions stipulées dans ce contrat.

Article 23. — La comptabilité des opérations résultant du présent contrat sera tenue par la Banque de l'Union Parisienne qui correspondra avec le Gouvernement. La Banque de l'Union Parisienne portera au crédit d'un compte ouvert dans ses livres pour le service de l'Emprunt et non productif d'intérêts, tous les versements qui lui seront faits à cet effet par la Banque Nationale de la République d'Haïti.

Article 24. — Aux conditions qui viennent d'être exposées et à celles qui le seront ci-après, et sous réserve de l'obtention de la cote officielle de la Bourse de Paris, pour l'emprunt qui fait l'objet des présentes, les Banquiers s'engagent à prendre ferme les 130.000 obligations de 500 francs représentant le montant nominal de l'emprunt au prix global forfaitaire de 47 millions de francs. Cette somme sera payée dans les conditions et délais stipulés à l'article ci-après, contre la remise d'une obligation, couvrant l'ensemble des 130.000 obligations et créée comme il est dit à l'article 15 du présent contrat.

Article 25. — Les 47 millions de francs formant le produit de l'emprunt, recevront les affectations suivantes.

Sur ce produit, la Banque de l'Union Parisienne retiendra :

1° Le montant des droits de timbre français et étrangers exigible sur les titres de l'emprunt, droit que la Banque de l'Union Parisienne acquittera pour le compte du Gouvernement ;

2° Le montant du premier coupon, dont il est question à l'article 3 ci-dessus, qui sera porté au crédit du compte spécifié à l'article 23 ci-dessus ;

3° La somme nécessaire pour rembourser l'actuelle Banque Nationale d'Haïti, le montant en intérêts et capital de sa créance sur l'Etat haïtien.

A cet effet, le Gouvernement devra aviser en temps opportun la Banque de l'Union Parisienne du montant en question, tel qu'il l'aura réglé avec la dite Banque Nationale, et ce montant sera versé par elle à cette dernière pour le compte en acquit du Gouvernement contre un reçu motivé qui sera immédiatement repris par elle au Gouvernement et servira de pièce justificative de l'emploi du montant en question.

Les retenues spécifiées aux paragraphes 1^{er} et 3 du présent article feront l'objet de comptes spéciaux non productifs d'intérêts. Le versement du surplus des 47 millions de francs, prix forfaitaire de l'emprunt, sera effectué par les Banquiers dans le délai d'un mois après la date de l'émission de l'emprunt. La Banque Nationale d'Haïti devant être chargée de tout le service de la Trésorerie de l'Etat, et par suite du paiement de la dette intérieure et de l'emprunt du 20 août 1909, que l'emprunt actuel a pour but d'éteindre, ainsi que l'emploi des sommes destinées à l'exécution du programme de réforme monétaire et aux besoins de la Trésorerie du Gouvernement auquel doit être affecté le solde du produit de l'emprunt, ainsi qu'il est dit à l'article 17 ci-dessus, c'est au siège social de la Banque Nationale de la République d'Haïti, à Paris, que sera opéré par les banquiers le versement susdit du surplus de l'emprunt de 47 millions.

La Banque Nationale de la République d'Haïti portera le montant de ce versement au crédit des comptes spéciaux qu'elle ouvrira au Gouvernement avec mention de leur affectation.

L'établissement principal de la B.N.R.H. à Port-au-Prince recevra de son siège à Paris, au fur et à mesure des besoins les fonds nécessaires pour l'exécution de ce contrat. De convention expresse entre les parties, la Banque Nationale de la République d'Haïti ne pourra se dessaisir de ces fonds que pour les paiements auxquels ils sont affectés, par l'article 17 des présentes.

Article 26. — Les Banquiers se réservent d'émettre tout ou partie des titres du présent emprunt, par voie de souscription publique ou autrement en France ou dans les autres pays, aux époques, prix et conditions qui lui conviendront.

Le prospectus d'émission sera signé à Paris sous la responsabilité du Gouvernement de la République d'Haïti, soit par le ministre des Finances d'Haïti, soit par tout autre mandataire que le Gou-

vernement pourra désigner à cet effet, d'accord avec la Banque de l'Union Parisienne.

Article 27. — L'émission de l'emprunt aura lieu dans les trois mois qui suivront la date ou le transport à l'emprunt actuel des droits de douane y affectés aux termes du présent contrat sera devenu régulier, définitif et légal, et aura été notifié officiellement aux Banquiers. La loi de sanction du présent contrat sera présentée aux Chambres par le Gouvernement dans le plus bref délai possible et elle sera promulguée et publiée au *Moniteur officiel* immédiatement après avoir été voté par les Chambres. Cette promulgation avec, à l'appui trois numéros du *Moniteur officiel* la contenant et certifiés conformes par le Gouvernement, devra être notifiée immédiatement au représentant de la Banque de l'Union Parisienne à Port-au-Prince.

Article 28. — Si avant l'époque fixée pour l'émission du présent emprunt, deux des fonds ci-après avaient été cotés à la Bourse de Paris au-dessus du cours indiqué ci-dessus :

Rente française 3 0/0 95 0/0.

Russe 4 1/2 0/0 1909 97 0/0.

Emprunt haïtien 1896, 98 0/0 (tous ces cours s'entendent déduction faite sur la cote des intérêts courus).

Comme aussi, s'il éclatait une guerre en Europe ou en Amérique, comme aussi s'il se produisait une crise financière ou un état de troubles graves qui, de l'avis des Banquiers rendraient impossible l'émission de l'emprunt, ils auraient la faculté de retarder l'opération sans indemnité, jusqu'à la cessation de la cause du retard.

Article 29. — Les Banquiers ont un droit de préférence à conditions égales sur tout emprunt que le Gouvernement voudrait effectuer à l'étranger, et ce, pendant une période de 12 ans, à compter de ce jour.

Article 30. — Les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution du présent contrat seront soumises à Paris à deux arbitres nommés, l'un par le Gouvernement, l'autre par les Banquiers, et qui devront rendre leur arrêt dans un délai de deux mois.

En cas de partage, les dits arbitres en nommeront un troisième pour les départager. S'ils ne parvenaient à se mettre d'accord pour le choix de ce tiers arbitre, celui-ci sera désigné à la requête des arbitres ou de la partie la plus diligente, par le Tribunal de La Haye.

La décision des arbitres sera définitive et souveraine, les parties contractantes déclarant dès à présent l'accepter comme telle et renoncer par cela même à tous appels et recours contre cette décision.

Article 31. — Le présent contrat sera exempt de tous droits de timbre, enregistrement ou autres à Haïti. Dans les cas où par suite de contestations, ce contrat aurait à être timbré, les frais de cette formalité seraient à la charge de celle des parties qui succom-

berail.

Article 32. — Le Dr. L. Treitel, agissant en vertu de ses pouvoirs, délégué au nom de la maison Hallgasten et C^o, Landenburg, Thallmann et C^o, et de la Berliner Handelgesellschaft, pleins pouvoirs pour prendre seul toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du présent contrat avec le Gouvernement d'Haiti.

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile, le Ministre des Finances, au Ministère des Finances, et les Banquiers, à la Banque de l'Union Parisienne, 7, rue Chauchat, Paris.

Tous les actes généralement quelconques relatifs aux présentes, pourront être signifiés aux domiciles élus.

Dont acte, etc...

Signé : G. YVES DE LA BUCHOLLERIE, S. MARIUS, L. TREITEL,
Ed. ORIOL, S. VILLARD.

Enregistré à Port-au-Prince, le 9 septembre 1910.

F. MATHON, . .

Pour le Directeur.

C. SAUREL,

Pour le Contrôleur.

LOI DE SANCTION

Liberté — Egalité — Fraternité

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

LOI

LOUIS BORNO,
Président de la République,

Vu l'article 55 de la Constitution ;

Vu le Contrat de concession accordé par l'Etat à la Banque de l'Union Parisienne pour l'établissement et l'exploitation d'une Banque d'Etat, sanctionné par la loi du 21 octobre 1910 ;

Vu la transaction intervenue entre la Banque Nationale de la République d'Haïti et le Gouvernement haïtien, signée à Washington, le 10 juillet 1916, et sanctionné par la loi du 23 août 1918 ;

Vu la lettre de la Banque Nationale de la République d'Haïti en date du 23 juin 1920 portant notification au Département des Finances du transfert qu'elle a consenti, — sous la réserve de l'approbation du Gouvernement, — de ses Contrats, Affaires, Immeubles, Clientèles et Actif net, en faveur de la National City Company ;

Vu le Contrat passé au rapport de M^e Henry Hogarth et son collègue, notaires à Port-au-Prince, le 18 juillet 1922, entre le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce et M. Walter F. Voorhies, Vice-Président adjoint de la National City Banque, agissant pour et au nom de la National City Company.

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce.

Et de l'avis du Conseil des Secrétares d'Etat.

A PROPOSE,

Et le Conseil d'Etat exerçant le Pouvoir Législatif a voté la loi suivante :

Article premier. — Est et demeure sanctionné le Contrat passé le 18 juillet 1922, entre le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce, et M. Walter F. Voorhies, Vice-Président adjoint de la Na-

tional City Bank, agissant pour et au nom de la National City Company.

Article 2. — La présente loi abroge toutes lois ou dispositions de loi qui lui sont contraires et sera exécutée à la diligence du Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce.

Donné au Palais Législatif à Port-au-Prince, le 31 juillet 1922, an 119^e de l'Indépendance.

I

Le Président,
J.-M. GRANDOIT.

DELABARRE, Pierre-Louis, Chs, Fombrun.
Les Secrétaires,

AU NOM DE LA REPUBLIQUE,

Le Président de la République ordonne que la Loi ci-dessus, soit revêtue du Sceau de la République, imprimée, publiée et exécutée,

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 7 août 1922, an 119^e de l'Indépendance.

Louis BORNO.

Par le Président :

Le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce,
Louis ETHEART.

CONTRAT

de Transfert de la Banque Nationale de la République d'Haïti à la National City Company

Par devant M^e Louis-Henri Hogarth et son collègue, notaires à Port-aux-Princes (Haïti), soussignés ont comparu :

1^o M. Louis Erheart, Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce de la République d'Haïti, agissant pour et au nom de l'Etat haïtien, et sous la réserve de la sanction du Pouvoir Législatif, en vertu de l'autorisation du Conseil des Secrétaire d'Etat donnée à la séance du 15 juillet courant dont un extrait signé du Secrétaire du Conseil des Secrétaire d'Etat, et enregistré est et demeure ci-annexé, d'une part ;

2^o M. Walter F. Voorhies, Vice-Président adjoint de la National City Bank, agissant pour et au nom de la National City Company, Société anonyme, ayant son siège social à New-York (Etats-Unis d'Amérique), dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'un mandat reçu par M^e Seabury, notaire à New-York, en date du 4 mai 1922, dont traduction est annexée aux présentes, d'autre part,

Lesquels ont arrêté et convenu ce qui suit :

Article premier

Le Gouvernement d'Haïti ratifie le transfert consenti par la Banque Nationale de la République d'Haïti, en faveur de la National City Company de la concession que l'Etat haïtien a accordée à la Banque de l'Union Parisienne, suivant contrat sanctionné par la loi du 21 octobre 1910, et dont celle-ci a fait apport à la dite Banque Nationale de la République d'Haïti.

Article 2

La National City Company profitera de tous les droits et avantages résultant de la dite concession, et sera tenue d'exécuter toutes les charges et obligations qu'elle comporte, le tout dans les termes de la concession sus-mentionnée *et de tous autres contrats, lois ou dispositions de loi en vigueur.*

Article 3

Les articles ci-après désignés du contrat de concession de 1910 sont modifiés comme suit :

Article premier. — Le Gouvernement haïtien autorise la National City Company à apporter la concession de 1910, avec tous ses droits et avantages, de même qu'avec toutes les obligations qu'elle comporte dans les termes de l'article 2 ci-dessus, à une société anonyme à constituer en conformité des lois haïtiennes, et sous la dénomination de Banque Nationale de la République d'Haïti.

La National City Company s'engage à constituer cette nouvelle Banque dans les deux mois après la sanction du présent contrat par le Pouvoir Législatif haïtien.

Article 2. — Au lieu de « cette concession est faite pour cinquante années », lire : cette concession prendra fin le 21 octobre 1960.

Au second paragraphe, au lieu de « la monnaie de bon aloi ayant cours légal », lire : en monnaie d'or américain.

La deuxième partie du troisième alinéa de cet article 2, commençant par ces mots « Si le capital de la Banque venait par suite de pertes », ainsi que le quatrième alinéa du même article 2, commençant par les mots « en ce cas », sont annulés et remplacés par la disposition suivante :

Si le capital de la Banque venait, par suite de pertes, à être réduit de moitié, chacune des deux parties contractantes pourra demander la résiliation de la concession. Dans ce cas, la Banque procédera à la liquidation de ses affaires dans les formes et conditions stipulées dans le présent article. *Si c'est le Gouvernement qui demande la liquidation, il devra, dans le délai de dix-huit mois, à compter de la notification de sa décision, rembourser à la Banque, en or américain, tout ce qu'il pourrait lui devoir en capital, intérêts et commissions.*

Si la liquidation est décidée par la Banque, elle devra accorder au Gouvernement une période de *cinq années pour lui rembourser tout ce qu'il pourrait lui devoir en capital, intérêts et commissions.*

Article 3. — Cet article est modifié comme suit :

La Banque sera constituée en société anonyme haïtienne, en conformité des lois haïtiennes.

Elle aura son siège social à Port-au-Prince où se réuniront annuellement les actionnaires pour élire les membres du Conseil d'administration.

Les archives seront gardées au siège social.

L'Assemblée des Administrateurs pourra se tenir à Port-au-Prince ou à New-York, suivant décision des membres du Conseil d'administration.

La Banque, après entente avec le Gouvernement, aura la faculté d'établir des succursales et agences partout où le besoin des affaires l'exigera.

Article 4. — Au lieu de « la Banque de l'Union Parisienne

est autorisée »; lire : la National City Company est autorisée à émettre 2 à 6 millions de monnaie.

Article 6. — Le capital de la Banque Nationale de la République d'Haïti est fixé à 2.000.000 (deux millions de dollars) or américain, divisé en 20.000 (vingt mille) actions nominatives de 100 (cent dollars) or américain chacune, lesquelles devront être libérées de 80 0/0 dès le jour de la constitution de la Banque, le solde devant être appelé au fur et à mesure du développement des affaires de la Banque.

Ce capital de deux millions de dollars, or américain, pourra être augmenté ultérieurement, en une ou plusieurs fois, jusqu'à ce qu'il atteigne douze millions de dollars, or américain, avec le consentement du Gouvernement haïtien. Il ne pourra cependant être diminué dans aucun cas et sous aucun prétexte.

La National City Company s'engage à assurer la souscription de toutes les actions de la nouvelle société à sa constitution.

Article 8. — Sont et demeurent supprimés « et un commissaire spécial à Paris ».

Il est ajouté à cet article ce qui suit :

Le Gouvernement haïtien jouira, pendant toute la durée de la concession, de la faculté de faire examiner, à ses propres frais, quand il le jugera utile, moyennant un préavis de huit jours, adressé au Directeur de la Banque à Port-au-Prince, les livres, espèces, portefeuille et opérations de banque, par un ou plusieurs comptables choisis par les deux parties contractantes et, tant que la Convention Haïtiano-Américaine du 16 septembre 1915 sera en vigueur par le Conseiller Financier ou le Receveur général.

Toutes les opérations faites par la Banque pour compte du Gouvernement seront soumises aux vérifications que le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce d'accord avec le Conseiller Financier, tout le temps que la Convention Haïtiano-Américaine du 16 septembre 1915 sera en vigueur, pourra effectuer directement ou par ses délégués, et copies de tous rapports et examens seront fournies au Gouvernement haïtien et au Conseiller financier.

Article 12. — Excepté les deux premiers alinéas de cet article 12, modifiés ainsi qu'il suit, le reste de l'article demeure supprimé.

Dans le but de favoriser les transactions en stabilisant la monnaie, le Gouvernement pourra, le cas échéant, établir dans le pays, une unité nationale à base d'or. A cet effet, il fixera et la quotité des monnaies divisionnaires jugées nécessaires aux besoins de la circulation.

Article 13. — Il est ajouté à cet article ce qui suit :

Le Gouvernement haïtien aura en tout temps la faculté d'émettre de la monnaie d'or. Si l'émission de monnaie divisionnaire devenait nécessaire pour une raison quelconque, elle devra se faire conformément aux dispositions de l'article 4 du présent contrat.

Article 15. — Dans cet article, au lieu de « trois millions de

francs qui constitueront l'avance dite statutaire », lire : « six cent mille dollars (600.000) or américain » qui constitueront l'avance dite statutaire.

Cet article est complété par les dispositions prises et maintenant en vigueur pour le service de la Trésorerie, conformément à la Convention Haïtiano-Américaine du 16 septembre 1915 et à la Transaction du 10 juillet 1916.

Article 16. — Cet article du Contrat de concession, devenu article 17 dans la loi de sanction, est modifié dans le premier alinéa comme suit :

« En rémunération de ses services, la Banque prélèvera par le débit de l'Etat, au fur et à mesure des opérations, une commission de 1 0/0 sur les encaissements. Cette commission unique est accordée en rémunération tant du service des encaissements que de celui des paiements, que ces encaissements ou ces paiements soient faits à l'intérieur du pays ou à l'étranger. *L'Etat garantit à la Banque un minimum de commission de 60.000 (soixante mille dollars) par an* pour toutes ses opérations. De même, la commission ne dépassera jamais 100.000 (cent mille dollars) par an, quelles que soient les valeurs encaissées. *Les frais et pertes de change* pouvant résulter des mouvements de fonds à l'extérieur seront supportés par l'Etat (1) après justification par la Banque et approbation du Gouvernement.

Par contre, l'Etat sera crédité des primes résultant pour lui du change favorable. Les encaissements et les paiements de fonds s'effectueront en Haïti, tant à Port-au-Prince que dans les succursales et agences de la province. Le mouvement des fonds pour le service courant de la Trésorerie entre Port-au-Prince et les succursales et agences sera effectué par la Banque sans frais de transfert pour l'Etat.

En ce qui concerne les sommes provenant des emprunts publics contractés à l'extérieur, la commission unique de la Banque sera de 1/4 0/0 (un quart pour cent) (2). Elle ne sera perçue que sur les valeurs réellement encaissées en espèces en Haïti.

Article 19. — Devenu dans la loi de sanction, article 20, doit être complété comme suit :

La Banque ne pourra, dans aucun cas, placer sur hypothèques une somme plus forte que son capital versé.

Article 25. — Est et demeure supprimé.

Article 4

Lorsque le Gouvernement décidera d'émettre une nouvelle monnaie divisionnaire par l'entremise de la Banque, ainsi qu'il est prévu à l'article 12 de la concession, les bénéfices réalisés sur la frappe de cette monnaie, seront portés par la Banque au crédit du Gouvernement.

(1) Et si ces pertes sont provoquées par la maladresse des directeurs de la Banque.

(2) 10.000 sur l'emprunt de 40 millions (40.000.000).

Les valeurs provenant de ces bénéfices seront déposées à la Banque, à titre de réserve, en or américain, et seront gardées dans les caisses de la Banque pour être employées exclusivement à rembourser, sur demande, la monnaie divisionnaire de la nouvelle émission. Ce fonds de réserve devra, en tout temps, être de trente-trois et un tiers pour cent ($33\frac{1}{3}$ 0/0) du montant de la monnaie divisionnaire de la nouvelle émission en circulation, *et le Gouvernement* devra, au fur et à mesure, *alimenter* ce fonds afin de maintenir la proportion fixée.

Si ces fonds, en raison des bénéfices provenant de la frappe de cette monnaie divisionnaire, dépassait trente-trois et un tiers pour cent ($33\frac{1}{3}$ 0/0), l'excédent ferait quand même partie de l'encaisse de réserve. Si ces bénéfices portaient ce fonds de réserve à plus de 50 0/0 (cinquante pour cent), l'excédent des 50 0/0 sera mis à la disposition du Gouvernement.

cession, aucune monnaie divisionnaire ne soit émise autrement

La Banque devra, en tout temps, échanger au pair, sur la base de l'or, soit ses propres billets contre les espèces divisionnaires de la nouvelle émission, soit ses espèces divisionnaires contre ses propres billets, sur demande, pourvu toutefois que ces espèces ou billets soient présentés à l'échange en quantités qui ne soient pas inférieures à cinquante gourdes ni supérieures à mille gourdes.

Article 5

L'Etat s'engage à ce que, pendant toute la durée de la concession, *aucune monnaie divisionnaire ne soit émise autrement que par l'entremise de la Banque Nationale de la République d'Haïti.*

Article 6

Au cas où la Banque Nationale de la République d'Haïti déciderait de vendre, céder ou transférer la présente concession, le Gouvernement d'Haïti, *à prix égal, aura la préférence*, pourvu qu'il exerce ce droit dans un délai de *trente jours* après réception de l'avis qui lui aura été *donné de cette décision.*

Article 7

Les statuts de la Nouvelle Banque devront être approuvés par le Gouvernement Haïtien et ne pourront être modifiés sans son consentement.

L'inventaire général de l'actif et du passif, le bilan et le compte de profits et pertes seront soumis au Gouvernement chaque année, soixante jours au plus tard après la clôture de l'exercice.

Les procès-verbaux des réunions de l'Assemblée générale des actionnaires seront soumis au Gouvernement trente jours, au plus tard, après la tenue de cette Assemblée.

Le présent contrat ne pourra être transféré à aucun individu, à aucune société, à aucun groupe quelconque, sans l'autorisation du Gouvernement haïtien.

Article 8

Le présent contrat ne préjudiciera en rien aux clauses et conditions de la Convention Haïtiano-Américaine et de la Transaction signée à Washington, le 10 juillet 1916.

Il sera exonéré de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Article 9

La National City Company s'engage à aviser aux mesures à prendre pour éviter toute solution de continuité dans les services de l'actuelle Banque Nationale de la République d'Haïti dans l'intervalle qui s'écoulera entre la ratification du Transfert par le Pouvoir Législatif haïtien et la constitution de la Banque Nouvelle.

Dont acte.

Fait et passé à Port-au-Prince, au Ministère des Finances ; pour M. le Secrétaire d'Etat des Finances, et en l'étude pour M. Walter Voorhies, ès nom et qualité. L'an mil neuf cent vingt-deux, le dix-huit juillet. Lecture faite, les parties ont signé avec les notaires. (Ainsi signé) : Louis ETHEART, W.-F. VOORHIES, C. ROSEMOND, notaire, et H. HOGARTH, notaire, ce dernier dépositaire de la minute.

Pour copie conforme,

H. HOGARTH.

Enregistré à Port-au-Prince, le 21 juillet 1922, folio 307-308 R, Case 1638 du registre ON-4, des actes civils. Perçu droit fixe, gratis. Cinq mots rayés nul, un prolongement bon.

Le Directeur principal de l'Enregistrement,
HÉNÉC DORSAINVILLE.

Vu : Par autorisation du Contrôleur,
(S.) : CYRUS SAUREL.

Acte de Constitution
de la Banque Nationale de la République d'Haïti
Société Anonyme Haïtienne

Pardevant Louis-Henry Hogarth et son collègue, notaires à Port-au-Prince, soussignés,

Ont comparu :

M. Walter F. Voorhies, Banquier, Vice-Président adjoint de la National City Bank of New-York, demeurant et domicilié à New-York, Etats-Unis d'Amérique, agissant pour et au nom de la National City Company. Société anonyme établie à New-York, *sui-vant procuration* en date du 4 mai 1922, annexée à la minute d'un acte du 18 juillet écoulé entre l'Etat haïtien et la « National City Company », au rapport de M^e Hogarth, l'un des notaires soussi-gnés,

D'une part ;

Et M^e Emmanuel Morel, avocat, demeurant et domicilié à Port-au-Prince, Haïti, stipulant en son nom personnel,

D'autre part ;

Lesquels, voulant fonder une société anonyme, en ont arrêté les clauses et conditions comme suit :

TITRE PREMIER

Formation de la Société. — Dénomination. — Siège. — Durée

Article premier

Il est formé entre les comparants et les personnes qui adhéreront aux présentes par la *souscription* des actions qui vont être ci-après indiquées, une société anonyme dans les conditions déterminées par le Code de Commerce et les autres lois de la République d'Haïti.

Article 2

La Société, outre son titre légal de société anonyme, prend la dénomination de : *Banque Nationale de la République d'Haïti*.

Elle est définitivement constituée par la souscription de vingt mille actions de cent dollars or américain chacune, que les fondateurs ont déclaré avoir été prises ferme.

Article 3

Le siège de la Société est à Port-au-Prince, à l'angle sud-ouest des rues Férou et du Magasin de l'Etat, n° 1532.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration pourra aussi, d'accord avec le Gouvernement de la République d'Haïti, établir des succursales et agences partout où les besoins du service l'exigeront.

Les agences constitueront de simples guichets préposés seulement à l'encaissement et au paiement des valeurs. Sans un mandat spécial, elles ne pourront, dans aucun cas et sous aucun prétexte, faire aucun acte, aucune opération, ni passer aucun contrat de nature à engager la responsabilité de la Banque.

Article 4

La Société, sauf les cas de dissolution anticipée, prendra fin le

TITRE II

Objet

Article 5

La Banque fera toutes les opérations que comporte la concession du Gouvernement de la République d'Haïti, dont il va être ci-après parlé, et ce, dans les conditions prévues par le dit acte de concession, les lois et les dispositions de lois en vigueur, et notamment par le contrat du 16 juillet 1922, sanctionné par la loi du 31 juillet 1922.

Ces opérations comprennent notamment :

a) La Banque aura le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur ;

b) La Banque sera, à titre exclusif, chargée du Service de la Trésorerie de l'Etat d'Haïti, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ;

c) La Banque recevra, après entente spéciale avec le Gouvernement d'Haïti, les consignations et dépôts prescrits par les autorités administratives et judiciaires ;

d) La Banque pourra établir une Caisse d'épargne et effectuer les opérations que comporte son fonctionnement ;

e) La Banque aura en outre la faculté de réaliser toutes les opérations ordinaires d'une banque d'émission, de dépôts, de prêts, d'escompte et, en général, toutes les opérations rentrant dans le cadre habituel des affaires de banque et des établissements de crédit.

La Société pourra réaliser cette partie de son objet de toutes les manières et selon toutes les modalités qui lui paraîtront appro-

priées, sans aucune restriction, notamment en donnant son concours à tous particuliers et à toutes associations ou sociétés déjà existantes, ou en constituant, soit seule, soit en participation avec des tiers, toutes associations ou sociétés nouvelles, sous quelque forme que ce soit, et en donnant ce concours suivant le mode qui lui conviendra, soit comme intermédiaire, soit en intervention directe, soit par voie d'apports en nature ou de cession, soit par voie de souscription.

TITRE III

Apports

Article 6

Il est fait apport à la Société par la National City Company, Société anonyme établie à New-York :

1° Du bénéfice et des charges de la Concession par le Gouvernement d'Haïti, du privilège de la création et de l'exploitation d'une banque d'Etat, suivant contrat passé entre cette République et la Banque de l'Union Parisienne, sanctionné par la loi du 21 octobre 1910, concession apportée par ladite Banque de l'Union Parisienne à la Société française connue sous la dénomination de Banque Nationale de la République d'Haïti, qui l'a transférée à la National City Company, avec l'autorisation du Gouvernement haïtien, ainsi qu'il appert du contrat du 18 juillet 1922, sus-énoncé ;

2° De l'actif net de la Banque Nationale de la République d'Haïti.

Comme conséquence de cet apport, la présente Société profitera de tous les droits et avantages résultant de la concession ci-dessus et restera tenue d'en exécuter toutes les conditions et obligations, le tout dans les termes de la dite concession, des autres lois en vigueur et du contrat du 18 juillet 1922.

Comme contre-partie, et comme condition de l'apport qui précède, il est attribué à la National City Company dix-neuf mille cinq cents actions de cent dollars chacune, des vingt mille actions, formant le capital social.

Dont acte.

Fait et passé à Port-au-Prince, en l'étude de M^e Hogarth, sise rue Hamerton-Killick, n° 1513, le dix-sept août mil neuf cent vingt-deux.

Lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

(Signé) : W.-F. VOORHIES, MOREL, av., C. ROSEMOND, not., et H. HOGARTH, not., ce dernier dépositaire de la minute en marge de laquelle est écrit : Enregistré à Port-au-Prince, le dix-sept août mil neuf cent vingt-deux, folio 375-376 R. Case 1974, du registre O, n° 4, des actes civils. Perçu : droit fixe, gratis.

Le Directeur principal de l'Enregistrement,

(Signé) : HENEC DORSINVILLE.

Vu : Le contrôle : (Signé) CYRUS SAUREL.

Collationné.

(Signé) : H. HOGARTH, not.

Banque Nationale de la République d'Haïti

STATUTS

Pardevant Louis-Henry Hogarth et son collègue, notaires à Port-au-Prince, soussignés ;

Ont comparu :

1° M. Walter F. Voorhies, Banquier, Vice-Président adjoint de la National City Bank of New-York, demeurant à New-York, Etats-Unis d'Amérique, agissant au nom et pour la National City Company, société anonyme établie à New-York, suivant procuration en date du 4 mai 1922, annexée à la minute de l'acte du dix-huit juillet dernier entre l'Etat haïtien et la National City Company, au rapport de M^e Hogarth, l'un des notaires soussignés, enregistré,

D'une part ;

2° M. Emmanuel Morel, avocat, demeurant et domicilié à Port-au-Prince, Haïti, stipulant en son nom personnel ;

D'autre part ;

Société anonyme qu'ils se proposent de fonder, appert acte reçu par ... Lesquels ont établi de la manière suivante les Statuts de la M^e Henry Hogarth, notaire à Port-au-Prince, en date du 17 août courant.

TITRE PREMIER

Capital social. — Actions.

Article premier

Le capital de la Société est fixé à deux millions de dollars or américain, et divisé en vingt mille actions de cent dollars chacune. Les actions doivent être souscrites en numéraire, à l'exception de celles attribuées à la National City Company à l'article 6 de l'acte constitutif de la Société.

Toutes les actions sont nominatives et jouissent des mêmes droits de privilèges.

Dès leur émission, elles doivent être libérées de quatre-vingt-pour cent au moins.

Article A.

Conformément à ce qui est dit à l'article 6 de l'acte constitutif de la Société, dix-neuf mille cinq cents actions seront remises à la National City Company ; le solde, soit cinq cents actions, sera réparti entre les Administrateurs et les Fondateurs comme suit :

M. Charles E. Mitchell.....	25.000 actions
M. G. Edwin Gregory	2.500 —
M. Guy Cary	5.000 —
M. Walter F. Voorhies.....	5.000 —
M. Emmanuel Morel	5.000 —
M. Oscar Scarpa	5.000 —
50.000	80 0/0
	40.000

Article 3

Le capital social pourra être ultérieurement augmenté en une ou plusieurs fois, jusqu'à ce qu'il atteigne 12.000.000 or (douze millions de dollars), en vertu d'une délibération du Conseil d'administration et avec l'approbation du Gouvernement d'Haïti, par la création d'actions de cent dollars chacune, et aux prix et conditions qui seront déterminés par le Conseil d'administration.

Il ne pourra cependant être diminué dans aucun cas et sous aucun prétexte.

Article 4

En cas d'augmentation du capital, les propriétaires des actions antérieurement émises auront un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, dans la proportion du nombre d'actions par eux possédées.

Article 5

Les actions sont extraites de livres à souches, numérotées, frappées du timbre de la Société et revêtues de la signature de deux Administrateurs ou d'un Administrateur et d'un délégué du Conseil d'administration.

Article 6

La propriété des actions est établie par une inscription sur les registres de la Société, des noms et prénoms de l'actionnaire.

Sur la présentation des titres d'actions dûment cédés par acquit du titulaire apposé au dos des titres, et dont la signature doit être certifiée par deux témoins, la Société procédera au transfert des actions sur ses registres.

Article 7

La propriété d'une action emporte de plein droit *adhésion* aux statuts de la Société et aux décisions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Article 8

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Tous les co-propriétaires indivis d'une action et tous les ayant-droit à n'importe quel titre, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Article 9

Les héritiers, représentants ou créanciers d'un actionnaire, ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ou demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune façon dans son administration ; ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'Assemblée générale.

Administration de la Société

Article 10

La Société est administrée par un Conseil composé d'au moins cinq membres nommés par l'Assemblée générale, sauf la dérogation prévue à l'article 36.

Elle sera représentée par un ou plusieurs directeurs désignés par le Conseil d'administration, qui déterminera leurs pouvoirs. Toutefois, la nomination ne sera faite qu'un mois après la désignation que le Conseil devra notifier au Président de la République d'Haïti.

Article 11

Les Administrateurs doivent être propriétaires chacun de cinquante actions au moins pendant toute la durée de leurs fonctions.

Ces actions sont affectées en totalité à la garantie de tous les actes de la gestion, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des Administrateurs ; elles sont *inaliénables*, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité, et déposées dans la caisse sociale (action d'industrie).

Article 12

La durée des fonctions des Administrateurs est d'une année.

Le premier Conseil restera en fonctions jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira pour l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1923.

Tout membre sortant est rééligible.

Article 13

En cas de vacance par décès ou toute autre cause, et aussi toutes les fois que le besoin s'en fera sentir pour la bonne marche des affaires de la Société, le Conseil s'adjoindra de nouveaux membres qui resteront en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur

remplacement, conformément au Titre III, article 28.

Article 14

Le Conseil nomme parmi ses membres un Président.

Il peut déléguer tels de ses pouvoirs qu'il juge convenable à l'un ou plusieurs de ses administrateurs, actionnaires, ou à une ou plusieurs personnes étrangères à la Société.

Il peut également nommer un ou plusieurs vice-présidents et vice-présidents adjoints, même en les choisissant en dehors de la Société.

Article 15

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du Président, et, en cas d'empêchement de ce dernier, du vice-président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué dans la lettre de convocation.

Tout Administrateur peut, par lettre ou par télégramme, avec confirmation par lettre, donner pouvoir à un autre Administrateur à l'effet de voter en son lieu et place sur les questions déterminées.

Toutefois, le mandataire ne peut avoir plus de deux voix, y compris la sienne.

Les administrateurs peuvent aussi donner leur vote par lettre ou par correspondance télégraphique avec confirmation par lettre.

La majorité des administrateurs présents ou représentés est indispensable pour assurer la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents, représentés ou votants.

En cas de partage, la voix du Président de la séance est prépondérante.

La justification du nombre des administrateurs en service résulte vis-à-vis des tiers de l'énonciation dans les délibérations des noms des administrateurs présents, représentés ou votants et des noms des administrateurs présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui seront transcrits sur un registre tenu à cet effet au siège de la société par un secrétaire *ad hoc*, et signés par deux au moins des membres présents à la séance.

Les copies et extraits de ces délibérations sont certifiés par un administrateur.

Article 16

Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration des biens et affaires de la société.

Il peut même transiger, compromettre, donner tout désistement et mainlevée, avec ou sans paiement.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'Assemblée générale et lui propose de fixer les répartitions de dividendes et les affectations à faire aux réserves.

Il représente la Société en justice, tant en demandant qu'en défendant.

En conséquence, c'est à sa requête ou contre lui que doivent être intentées toutes les actions judiciaires.

Article 17

Le Conseil peut aussi conférer à un ou plusieurs directeurs ou sous-directeurs, ou fondés de pouvoirs, les pouvoirs qu'il juge utiles.

Il désignera le ou les directeurs qui seront chargés de gérer la Banque et déterminera leurs pouvoirs.

Il peut, en outre, conférer des pouvoirs à telles personnes que bon lui semble, même étrangères à la société, mais pour des objets déterminés.

Tous les actes engageant la Société vis-à-vis des tiers devront porter, soit les signatures de deux administrateurs, soit celles d'un administrateur et d'un mandataire nommé par le Conseil, soit enfin celles de deux mandataires également nommés par le Conseil.

Néanmoins, le Conseil pourra désigner une ou plusieurs personnes agissant isolément pour acquitter et endosser les effets de commerce.

Les pouvoirs du Conseil d'administration énumérés aux articles 16 et 17 sont énonciatifs et non limitatifs.

Article 18

Le Président préside le Conseil d'administration.

En cas d'empêchement, le Vice-Président le remplace.

Article 19

Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les membres du Conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle et ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

TITRE II

Contrôle du Gouvernement

Article 20

Le Gouvernement nommera près de la Banque un Commissaire spécial qui sera chargé de s'assurer de la stricte exécution des conditions de la concession et dont les attributions seront étendues au contrôle de toutes les opérations du Service de la Trésorerie.

Le Gouvernement haïtien jouira, pendant toute la durée de la concession, de la faculté de faire examiner, à ses propres frais, et quand il le jugera utile, moyennant un préavis de huit jours adressé au Directeur de la Banque, à Port-au-Prince, les livres en espèces, portefeuille, et opérations de banque, par un ou plusieurs comptables choisis par les deux parties contractantes et, tant que la Convention Haïtiano-Américaine du 16 septembre 1915 sera en vigueur, par le *Conseiller financier*.

Toutes les opérations faites par la Banque pour compte du Gouvernement seront soumises aux vérifications que le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce, *d'accord avec le Conseiller Financier, tout le temps que la Convention Haïtiano-Américaine sera en vigueur*, pourra effectuer directement ou par ses délégués, et copies de tous rapports et examens seront fournies au Gouvernement haïtien et au Conseiller financier.

TITRE III

Assemblée générale

Article 21

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Article 22

Chaque année, dans le semestre qui suit la clôture de l'exercice, il sera tenu une Assemblée générale.

L'Assemblée peut, en outre, être convoquée extraordinairement par le Conseil d'administration.

Les réunions ont lieu à Port-au-Prince, au siège social, ou dans tout autre local indiqué par l'avis de convocation.

Les Assemblées seront convoquées par le Président du Conseil d'administration, et en son absence par le Vice-Président, trente jours au moins à l'avance pour les Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires, par un avis inséré dans un des journaux de Port-au-Prince et dans le *Journal officiel* de la République d'Haïti.

Lorsque l'Assemblée doit être appelée à délibérer sur des objets prévus aux articles 29 et 33, l'avis de convocation doit l'indiquer.

Article 23

Auront seules le droit de voter à une Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, personnellement ou par mandataire, les personnes dont les noms figurent comme actionnaires sur les registres de la Société, le quinzième jour qui précèdera celui de l'Assemblée.

Article 24

Quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale, tout actionnaire peut prendre, au siège social, communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires et se faire délivrer copie du bilan général.

Article 25

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration.

Il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'administration ou qui ont été communiquées quinze jours au moins avant la convocation, avec la signature d'actionnaires ayant le droit d'assister à l'Assemblée, et représentant au moins le quart du capital social.

Néanmoins, l'Assemblée peut décider de discuter et de statuer sur des questions autres que celles portées à l'ordre du jour, pourvu qu'il ne s'agisse pas de la dissolution anticipée de la Société ou de la modification de ses statuts.

Article 26

L'Assemblée générale est présidée par le Président ou l'un des Vice-Présidents ou Vice-Présidents adjoints du Conseil d'administration, ou, à leur défaut, par un Administrateur désigné par le Conseil.

Le Bureau désigne le Secrétaire et les Scrutateurs.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède d'actions, soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Le scrutin secret a lieu lorsqu'il est réclamé par les actionnaires représentant le dixième au moins du capital social.

Article 27

Les assemblées générales qui ont à délibérer dans les cas autres que ceux prévus aux articles 29 et 33 des statuts, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant au moins le quart du capital social émis.

Si, à une première Assemblée, les actionnaires présents et représentés ne forment pas le quart du capital, il en est convoqué une deuxième pour les quinze jours après par simple avis inséré dans l'un des journaux de Port-au-Prince et au *Journal officiel* de la République d'Haïti, et elle délibère valablement, quelle que soit la portion du capital social représentée, mais seulement, sur les objets à l'ordre du jour de la première convocation.

Article 28

L'Assemblée générale annuelle entend les rapports du Conseil d'administration sur la situation de la Société, sur le Bilan, et sur les comptes.

Elle discute et, s'il y a lieu, approuve les comptes ; elle fixe les répartitions de dividendes et les affectations à faire aux réserves.

Elle élit les administrateurs, statue souverainement sur toutes les autorisations et pouvoirs à donner au Conseil d'administration et sur tous les intérêts de la Société. La présente clause n'est pas applicable à l'Assemblée générale extraordinaire qui aurait à délibérer sur la dissolution anticipée de la Société en cas de perte de la moitié du capital social ou la modification des statuts.

TITRE IV

Modification des statuts

Article 29

L'Assemblée générale peut, sur l'initiative du Conseil d'administration, apporter aux statuts toutes modifications dont l'utilité serait reconnue. Dans ce cas, l'Assemblée générale n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que tant que les actionnaires présents et représentés sont titulaires d'un nombre d'actions supérieur à la moitié du capital social.

Article 30

Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du Bureau.

Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des actionnaires et le nombre d'actions dont chacun est propriétaire.

Cette feuille, certifiée par le Bureau de l'Assemblée, est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'Assemblée générale sont signées par le Président ou par le Vice-Président ou le Vice-Président adjoint du Conseil d'administration et par un Administrateur.

Après la dissolution de la Société, et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés par les liquidateurs ou par l'un d'eux.

TITRE V

Inventaire. — Fonds de réserve. — Dividendes

Article 31

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice comprendra par exception le temps écoulé entre la constitution de la présente Société et le 31 décembre 1923.

Il est dressé chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la Société et, au 31 décembre de chaque année, un bilan général de l'actif et du passif.

Article 32

Les produits nets, déduction faite de toutes les charges et de tous les amortissements, constituent les bénéfices.

TITRE VI

Dissolution. — Liquidation

Article 33

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer l'Assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question à savoir s'il y a lieu de provoquer la dissolution de la Société.

Cette Assemblée doit réunir, pour la validité de ses délibérations, toutes les conditions prescrites par l'article 29 pour la modification des Statuts.

La résolution de l'Assemblée est, dans tous les cas, rendue publique.

Article 34

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs ; elle peut instituer un comité ou Conseil de Liquidation dont elle détermine le fonctionnement.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée continuent comme pendant l'existence de la Société. Elle confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs.

Les liquidateurs ont la mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la Société et d'éteindre le passif, sauf les restrictions que l'Assemblée pourrait y apporter ; ils ont, aux effets ci-dessus, en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus, d'après les lois et usages du commerce, y compris ceux de traiter, transiger, compromettre, conférer toute garantie, même hypothécaire, s'il y a lieu, consentir tout désistement ou mainlevée, avec ou sans paiement.

En outre, avec l'autorisation de l'Assemblée générale, et sous la réserve des droits du Gouvernement haïtien, ils peuvent faire le transport ou la cession à tous particuliers ou à toute autre société, soit par voie d'apport, soit autrement, de tout ou partie des biens, droits ou obligations de la Société dissoute.

Toutes les valeurs provenant de la liquidation, après l'extinction du passif et le remboursement du montant des actions, appartiendront à toutes les actions à parts égales.

TITRE VII

Contestations

Article 35

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires

eux-mêmes, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre le Gouvernement et la Banque, soit entre la Banque et les tiers, seront soumises à la juridiction des tribunaux haïtiens compétents.

Les contestations touchant l'intérêt général collectif de la Société, ne peuvent être dirigées contre le Conseil d'administration ou l'un de ses membres qu'au nom de la masse des actionnaires, et en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale.

Tout actionnaire qui veut provoquer une contestation de cette nature doit en faire l'objet d'une communication au Président du Conseil d'administration qui est tenu de mettre la proposition à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale, à condition que la communication ait été faite au moins trente jours à l'avance.

Si la proposition est repoussée par l'Assemblée, aucun actionnaire ne peut la reproduire en justice dans un intérêt particulier.

Si elle est accueillie, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs délégués pour suivre la contestation.

Les significations auxquelles donne lieu la procédure sont adressées uniquement aux délégués ; aucune signification individuelle ne peut être faite aux actionnaires.

En cas de procès, l'avis de l'Assemblée doit être soumis aux tribunaux en même temps que la demande elle-même.

En cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal haïtien compétent, et toute notification et assignation sont valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard au domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, les notifications judiciaires sont valablement faites au parquet du tribunal haïtien compétent.

TITRE VIII

Dispositions transitoires

Article 36

La Société prenant la suite des affaires de la Banque Nationale de la République d'Haïti, et afin d'éviter toute solution de continuité, dans les services de l'ancienne Banque Nationale de la République d'Haïti, ainsi qu'il est prescrit à l'article 9 du contrat du 18 juillet 1922, le premier Conseil d'administration, par dérogation à l'article 28 des présents statuts, est exceptionnellement ainsi formé :

1° *Président* : M. Charles E. Mitchell, Président de la National City Bank, demeurant et domicilié à New-York (U.S.A.).

2° *Vice-Président* : M. G. Edwin Gregory, Vice-Président de la National City Bank, demeurant et domicilié à New-York (U.S.A.).

Membres :

3° M. Guy Gary, membre du Conseil d'administration de la National City Bank, demeurant et domicilié à New-York (U.S.A.).

4° M. Emmanuel Morel, avocat, demeurant et domicilié à Port-au-Prince (Haïti).

5° M. Oscar Scarpa, banquier, demeurant à Port-au-Prince, domicilié à Milan (Italie).

Article 37

Le capital social étant souscrit et versé, la Société sera définitivement constituée à partir du jour où sera publié au *Journal officiel*, l'arrêté du Président de la République approuvant l'acte de constitution de la Société et les présents Statuts.

Article 38

L'arrêté du Président de la République approuvant l'acte constitutif de la Banque, ainsi que les présentes, seront déposés, transcrits et affichés dans les délais, formes et conditions prévus dans les articles 42 et 45 du Code de Commerce.

A cet effet, tous pouvoirs sont donnés au porteur des pièces.
Dont acte.

Fait et passé à Port-au-Prince, en l'étude de M^e HOGARTH, sise rue Hamerton-Killick, n° 1513, l'an mil neuf cent vingt-deux, le dix-sept août.

Lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

(Signé) : W.-F. VOORHIES, MOREL, av., C. ROSEMOND, not., et H. HOGARTH, not., ce dernier, dépositaire de la minute en marge de laquelle il est écrit : Enregistré à Port-au-Prince, le dix-sept août mil neuf cent vingt-deux, folio 375-376 Ro, Case 1975, du registre O. n° 4. des actes civils. Perçu : droit fixe, gratis.

Le Directeur principal de l'Enregistrement

(Signé) : Henec DORSINVILLE.

Le Contrôle : (Signé) : Cyrus SAUREL.

Collationné.

H. HOGARTH, not.

Protocole

entre la République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique

Article premier. — En vue d'accomplir les objets du Traité conclu le 16 septembre 1915, entre la République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique, aux fins d'établir les finances d'Haïti sur une base ferme et solide, le Gouvernement d'Haïti et le Gouvernement des Etats-Unis, par leurs plénipotentiaires dûment autorisés, sont tombés d'accord sur ce Protocole, dans le but de mettre à exécution les objets dudit Traité en son article 12. Il est bien entendu que ce Protocole n'amplifie ni de fait ni implicitement les prévisions du Traité du 16 septembre 1915, ci-dessus mentionnées.

Article 2. — Attendu que le règlement par voie d'arbitrage ou de toute autre manière, de toutes les réclamations pécuniaires des sociétés, compagnies, citoyens ou sujets étrangers pendantes contre Haïti, rend nécessaire de classer, de vérifier et de fixer ces réclamations, le Gouvernement d'Haïti s'engage à constituer immédiatement une Commission des Réclamations de trois membres, dont un membre sera désigné par le Secrétaire d'Etat des Finances d'Haïti, un membre par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et un troisième qui ne devra être ni citoyen haïtien, ni citoyen des Etats-Unis, sera désigné par le Conseiller Financier.

Les trois membres ainsi désignés seront commissionnés par le Gouvernement d'Haïti.

Au cas où une avance se produirait parmi les membres, en raison d'empêchement ou par toute autre cause, un nouveau membre sera désigné et commissionné de la même manière que son prédécesseur.

Article 3. — La Commission des Réclamations aura pleins pouvoirs pour examiner et se prononcer sur toutes les réclamations pécuniaires contre Haïti. Toutefois, il est bien entendu que la Commission n'aura pas juridiction pour examiner et se prononcer sur :

1° Les dettes représentées par les trois emprunts 1875, 1896 et 1910, actuellement existants ;

2° Celle due à la Banque Nationale de la République d'Haïti, à la date du 31 décembre 1916, comme elle a été reconnue par le

Gouvernement haïtien, le 12 avril 1916 ;

3° La somme due à titre d'intérêts, après que cette somme aura été vérifiée et acceptée par le Conseiller Financier, sur les bons de la Compagnie Nationale des Chemins de fer d'Haïti, dûment autorisés et portant la garantie du Gouvernement haïtien, montant à or 3.544.548 fr. 74 ;

4° Telle somme due à la Compagnie des Chemins de fer de la Plaine du Cul-de-Sac, à titre de garantie d'intérêts sur ses bons et qui n'a pas été jusqu'ici en contestation entre le Chemin de fer et le Gouvernement haïtien, le Gouvernement ayant reconnu devoir payer à la Compagnie des Chemins de fer de la Plaine du Cul-de-Sac une somme égale à Or P. 41.280 par an, moins les bénéfices nets du Chemin de fer.

Il est de plus entendu que les réclamations déjà présentées à la Commission des Réclamations nommée par le décret du 4 novembre 1916, pourront ne pas être soumises à nouveau à la nouvelle Commission des Réclamations qui révisera les conclusions de la Commission nommée par le Décret du 4 novembre 1916, touchant ces réclamations ; elle pourra exiger la production de nouvelles preuves lorsqu'elles le jugera nécessaire et prendre telles décisions finales qui lui paraîtront justes et équitables.

Article 4. — La Commission des Réclamations, aussitôt constituée, se mettra en devoir de tenir des réunions à Port-au-Prince ou ailleurs dans la République d'Haïti, afin d'établir la procédure à suivre pour le dépôt et la vérification des réclamations.

La Commission des Réclamations pourra fixer la date après laquelle les réclamations ne pourront pas être reçues, mais cette date ne sera pas moindre de six mois après celle du premier avis qui sera publié par la Commission annonçant qu'elle est prête à recevoir les réclamations.

La Commission sera tenue d'examiner chaque réclamation et de prendre une décision à son sujet dans un délai de deux années, à partir du jour de sa première réunion.

Un vote à la majorité des voix des Commissaires constituera une décision obligatoire sur toutes réclamations.

Article 5. — La Commission des Réclamations déterminera pour chaque reconnaissance la proportion qui devra être payée en cash et la proportion qui devra être payée en titre d'Haïti et indiquera ces montants respectivement sur le certificat constatant la décision : ce certificat sera remis à chaque créancier en faveur duquel une reconnaissance aura été émise, laquelle sera par lui remise au Secrétaire d'Etat des Finances, sur paiement de la reconnaissance.

Article 6. — Pour permettre le règlement des reconnaissances rendues par la Commission des Réclamations et le remboursement de ces obligations spécifiquement mentionnées dans les paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4 de l'article 3 ci-dessus et, autrement, en vue d'établir les finances d'Haïti sur une base ferme et solide, la République d'Haïti s'engage à contracter, selon les termes et à l'époque qui

seront fixés, d'accord avec le Conseiller Financier, *mais pas plus tard que deux ans après la date de la signature de ce Protocole*, un emprunt national de 40.000.000 de dollars or payable en trente ans, par tirages annuels au pair, ou par voie d'achat sur le marché des titres au-dessous du pair.

Il est bien entendu que le Gouvernement d'Haïti aura le droit de se libérer de la totalité de l'emprunt, moyennant un préavis donné dans un délai raisonnable à n'importe quel moment, quinze ans après la date de l'émission.

Article 7. — Il est, en outre, convenu que cet emprunt à l'émission duquel le Président des Etats-Unis donne son consentement, sera employé à payer les charges spécifiées aux paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4 de l'article 3 ci-dessus, ou pour pourvoir autrement à leur liquidation, de même que des reconnaissances rendues par la Commission des Réclamations dont la constitution est prévue par le présent Protocole.

Il sera pourvu à l'échange des titres de cet emprunt contre les titres des emprunts de 1875, 1896 et 1910, cet échange devant se faire en tenant compte du taux des intérêts des titres respectifs et devant avoir lieu entre le Secrétaire d'Etat des Finances de la République d'Haïti d'accord avec le Conseiller Financier, d'une part, et tels agents qui pourraient représenter les porteurs des dits titres, d'autre part.

Deux années à partir de la date de la publication officielle du commencement de la conversion des titres de cet emprunt, ceux qui n'auront pas été convertis seront retournés au Secrétaire des Finances d'Haïti à Port-au-Prince et appliqués au service du Gouvernement. Les porteurs des susdits anciens titres qui n'auront pas été présentés à l'échange dans ce délai de deux ans, s'adresseront pour leur achat directement au Secrétaire d'Etat des Finances d'Haïti. Toute valeur non employée après que les dettes intérieures et extérieures auront été payées ou autrement réglées, sera appliquée par la République d'Haïti, d'accord avec le Conseiller Financier, à la construction des travaux publics nécessaires ou au service de l'emprunt ci-dessus autorisé.

Article 8. — Il est convenu que le paiement des intérêts et l'amortissement de cet emprunt constitueront une première charge sur tous les revenus intérieurs d'Haïti et une seconde charge sur les revenus des douanes d'Haïti, *jusqu'à l'expiration du Traité du 16 septembre 1915*, après paiement des salaires, allocations, dépenses du Receveur général et du Conseiller financier et de leurs aides ; il est en outre entendu qu'il sera pourvu au contrôle par un ou des fonctionnaires dûment commissionnés par le Président d'Haïti sur la désignation du Président des Etats-Unis, des recettes et allocations des revenus gagés, et ce pendant le temps que l'emprunt sera en cours après l'expiration du susdit Traité, de manière à assurer de façon adéquate l'amortissement et les intérêts de l'emprunt.

Article 9. — Chaque membre de la Commission des Réclamations recevra un salaire de 8.000 dollars-or par an et de 2.000 dol-

lars-or l'an à titres de frais ; et la Commission est autorisée à engager, après approbation du Secrétaire d'Etat des Finances et du Conseiller financier tels aides et experts et à faire telles dépenses actuelles qui seront nécessaires à l'exercice de ses devoirs ; il est convenu que sur justification en due forme faite au Secrétaire des Finances, ces salaires, allocations et dépenses ainsi autorisés seront acquittés par le Trésor général de la République.

Article 10. — Le Gouvernement d'Haïti s'engage à donner les pouvoirs à la Commission par une législation appropriée ou autrement, de demander ou forcer la comparution par devant elle en Haïti des témoins dont la déposition est désirée relativement à toutes réclamations pendantes devant la Commission et de requérir la production de toutes pièces que la Commission pourra juger utile de vérifier.

Le Gouvernement d'Haïti s'engage en outre à prendre toutes mesures législatives nécessaires pour donner plein effet aux prévisions de ce Protocole.

Article 11. — Ce Protocole entrera en vigueur immédiatement après sa signature par le Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures d'Haïti représentant le Gouvernement d'Haïti, et par le ministre des Etats-Unis en Haïti représentant le Gouvernement des Etats-Unis.

En foi de quoi cette Convention a été signée et scellée par M. Constantin Benoit, Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures d'Haïti pour la République d'Haïti et par M. Arthur Bailly Blanchard, envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique pour les Etats-Unis.

Fait en double, en français et en anglais, à Port-au-Prince, le 6 octobre 1919.

Signé : C. BENOIT.

Pour copie conforme :

*Le Chef de Division au Département des Relations extérieures,
Edmond MONTAS.*

Légation de la République d'Haïti

Pardevant nous, Albert Blanchet, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Haïti, aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, agissant en qualité de notaire, conformément à la loi sur l'organisation du service diplomatique.

Ont comparu :

1° M. John A. Mc. Ilhenny, domicilié à Washington, district de Columbia, Conseiller financier de la République d'Haïti, stipulant pour et au nom de l'Etat d'Haïti, en accord avec :

M. Léon Dejean, domicilié à Port-au-Prince, Secrétaire d'Etat des Relations extérieures de la République d'Haïti, dûment autorisé, d'une part :

2° M. Allen G. Hoyt, domicilié à New-York (Etats-Unis d'Amérique), stipulant pour et au nom de la National City Company, de New-York, comme un de ses vice-présidents adjoints, d'autre part ;

3° M. Walter F. Voorhies, domicilié à New-York, stipulant pour et au nom de The National City Bank of New-York, comme un de ses vice-présidents adjoints, d'autre part ;

Lesquels nous ont déclaré qu'ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

En exécution des termes du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et la République d'Haïti, conclu le seize septembre mil neuf cent quinze, de l'Acte additionnel du vingt-huit mars mil neuf cent dix-sept, et du Protocole signé le trois octobre mil neuf cent dix-neuf, tel qu'il a été modifié et confirmé par des échanges de notes entre les deux Gouvernements, en date des premier et trois juin mil neuf cent vingt-deux, et sous l'autorité de la loi du vingt-six juin mil neuf cent vingt-deux votée par le Conseil d'Etat de la République d'Haïti, autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à contracter un emprunt de quarante millions de dollars (40.000.000) en or américain, qui sera émis en séries et avec le consentement du Président des Etats-Unis d'Amérique, le Contrat suivant est conclu :

Ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux, entre :

1° Le Gouvernement d'Haïti, qui sera dénommé ci-après « le Gouvernement », agissant par son représentant, l'honorable John A. Mc Ilhenny, Conseiller financier de la République d'Etat des Relations Extérieures, dûment autorisé, d'une part ;

2° The National City Company, Société anonyme de l'Etat de

New-York, ci-après désignée « la Compagnie », représentée par Allen G. Hoyt, un de ses vice-présidents, d'autre part ; et

3° The National City Bank of New-York, une association de Banques nationales, désignée ci-après « l'agent fiscal », représentée par Walter F. Woorhies, un de ses vice-présidents adjoints, d'autre part ;

Article premier. — Le Gouvernement consent avec la Compagnie, à faire sanctionner, créer et émettre des « Customs and General Revenues External Thirty Year Sinking Fund Six Per cent Gold Séries A » (c'est-à-dire, Obligations Extérieures or six pour cent, trente ans, garanties par les revenus généraux et droits de douane), dénommées parfois ci-après « Titres Séries A », dont le montant du capital total de seize millions de dollars (16.000.000) or américain constitue une partie de cet emprunt de quarante millions de dollars ci-dessus en question, et nomme par ces présentes ladite National City Bank of New-York, comme agent fiscal du Gouvernement avec les obligations et pouvoirs déterminés dans ce contrat.

Les titres de la Série A seront des obligations directes du Gouvernement ; ils seront datés du deux octobre mil neuf cent vingt-deux, seront échus le premier octobre mil neuf cent cinquante-deux, et porteront intérêt du premier octobre mil neuf cent vingt-deux au taux de 6 0/0 (six pour cent) par an, payable semestriellement le premier avril et le premier octobre de chaque année.

Les obligations définitives, Série A, seront émises pour le montant nominal de cinq cents dollars et mille dollars chacune et dans la proportion que la Compagnie désignerait ; elles auront des coupons attachés ; elles pourront être inscrites quant au capital, mais pas quant aux intérêts.

Les obligations et les coupons d'intérêts y afférents seront en substance conformes au « Modèle A ».

L'Agent fiscal tiendra à son siège social dans le Borough of Manhattan, Ville et Etat de New-York (Etats-Unis d'Amérique), un ou des registres pour l'inscription des obligations définitives Série A, quant au capital ; et il établira à cette fin tous règlements utiles.

En attendant la préparation des obligations définitives, Série A, le Gouvernement émettra un ou plusieurs titres provisoires dont le montant nominal peut être désigné par la Compagnie, ces titres n'auront pas de coupons et ne seront pas inscrits ; ils seront, en substance, conformes au « Modèle B ».

Chacun de ces titres provisoires sera échangeable contre d'autres titres provisoires, Série A, de différents montants selon que la Compagnie le demandera, pourvu que le total soit le même, et les titres provisoires seront échangeables contre les titres définitifs, Série A, lorsque ces derniers seront prêts à être délivrés, pourvu que le total soit le même.

Les obligations définitives, Série A, seront signées, au nom du Gouvernement, dans la Ville de New-York (Etats-Unis d'Amérique), en fac-simile par le Secrétaire d'Etat des Finances et du Com-

merce de la République d'Haïti, et contresignées par le Ministre d'Haïti aux Etats-Unis, par le Conseiller Financier de la République d'Haïti, sitôt qu'elles seront préparées ; elles porteront gravé, le fac-simile du grand sceau de la République d'Haïti, et les coupons d'intérêts seront signés avec le fac-simile de la signature dudit Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce.

Les obligations provisoires Série A seront signées au nom du Gouvernement, par le Secrétaire d'Etat des Relations extérieures ou tout autre Délégué du Gouvernement dûment autorisé, et seront scellées au sceau de sa Légation à Washington D. C. (Etats-Unis d'Amérique).

Toutes les obligations, Série A, seront de plus certifiées par l'Agent fiscal, conformément au « Modèle C », mis au verso où à la suite de chacune de ces obligations. Seuls les titres de cet emprunt ainsi certifiés seront valables et obligatoires, et cette certification sera la seule preuve de leur authenticité.

Article 2. — Le Gouvernement consent à ce que le capital et l'intérêt des obligations de la Série A soient payés à l'échéance et que toutes autres dépenses découlant du service des titres de la Série A soient payables conformément à l'article seize de ce Contrat, et que ces paiements soient faits dans le Borough de Manhattan, Ville et Etat de New-York (Etats-Unis d'Amérique), au siège social de l'agent fiscal, en monnaie d'or des Etats-Unis d'Amérique, du présent bon aloi, poids et alliage, ou en équivalent, en temps de paix comme en temps de guerre, que les porteurs d'obligations soient citoyens d'un pays ami ou hostile, sans déduction d'aucune taxe, impôt ou charge actuelle ou future du Gouvernement ou de toute autre autorité.

Article 3. — L'agent fiscal considérera la personne dont le nom aura été inscrit comme propriétaire ayant droit de recevoir paiement du capital, soit en partie, soit en tout, de n'importe quel bon, Série A, inscrit en son nom ; et ce paiement ne pourra être fait qu'à lui ou à son ordre.

Le porteur de n'importe quel bon, série A, qui ne sera pas enregistré quant au capital ou de n'importe quel coupon de titre, Série A (que le bon ait été enregistré quant au principal ou non) sera considéré comme propriétaire absolu du bon, à toutes fins, et ni le Gouvernement, ni l'agent fiscal ne devront tenir compte d'avis contraire.

Article 4. — En cas de destruction, d'altération ou de perte de tout bon, Série A, et de ses coupons d'intérêts, le Gouvernement pourra, à son gré, émettre, et en conséquence l'agent fiscal certifiera et délivrera un nouveau titre de la même manière et des mêmes teneur, montant, et dette, en échange, et après l'annulation du bon altéré, et des coupons y afférents, détruits ou perdus, contre délivrance par l'intéressé, dans chaque cas, d'une garantie suffisante au Gouvernement et à l'agent en cas de destruction ou perte de n'importe quel titre ou coupon d'intérêts, contre délivrance, au surplus, d'une preuve qu'ils jugent satisfaisante, de la perte ou de

la destruction du bon.

Article 5. — Les obligations, Série A, ne seront pas rachetables avant le *premier octobre mil neuf cent trente-sept*, sauf par le moyen du fonds d'amortissement ci-après prévu à l'article six. Le Gouvernement aura le droit de racheter tous les bons, Série A, en circulation, *mais pas une partie seulement, au pair*, le premier octobre mil neuf cent trente-sept, ou à n'importe quel moment après l'expiration de la quinzième année, pourvu toutefois, que ce soit à une date de paiement semestriel des coupons d'intérêts, en donnant un préavis de ce rachat qui sera publié dans deux journaux de fort tirage dans le Borough de Manhattan, Ville et *par semaine pendant huit semaines consécutives*.

Etat de New-York, (Etats-Unis d'Amérique), *au moins une fois*

La première publication se fera au moins soixante jours avant la date désignée pour le rachat. Une copie de cet avis sera envoyé par poste aux porteurs des obligations, Série A, indiqués sur le registre d'inscription des bons, à la date de la première publication de l'avis, ou avant.

Cet avis invitera les porteurs de titres, Série A, à remettre les bons et coupons y afférents et non échus au siège social de l'agent fiscal en vue du rachat audit prix à la date désignée. Avis du rachat ayant été donné comme il est ici prévu, ces titres seront dus et payables à la date indiquée, aux dits prix du rachat quelles que soient les dispositions contenues au présent contrat ou dans les bons. Après la date fixée pour le rachat, les titres désignés à cet effet ne rapporteront plus d'intérêts.

Article 6. — En vue du paiement des intérêts sur les titres, Série A, en circulation et de leur amortissement à l'échéance ou avant le Gouvernement consent à remettre ou à faire remettre à l'agent fiscal, dans la Ville et Etat de New-York (Etats-Unis d'Amérique), mensuellement, le ou avant le quinzième jour de chaque mois (aussi longtemps qu'il y aura des titres Série A en circulation et non payés, et aussi longtemps qu'une somme suffisante n'aura pas été versée cash à l'agent fiscal en vue de ce paiement) les sommes respectives suivantes en or américain.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent vingt-trois la somme de 92.500 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent vingt-quatre la somme de 92.916,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent vingt-cinq, la somme de 93.333,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent vingt-six, la somme de P 93.750 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent vingt-sept, la somme de P. 94.166,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent vingt-huit, la somme de P. 94.583,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent vingt-neuf, la somme de P. 95.000 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente, la somme de P. 95.416,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente et un, la somme de P. 95.833,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente-deux, la somme de P. 96.250,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente-trois, la somme de P.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente-quatre, la somme de P. 97.083,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente-cinq, la somme de P. 97.500 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente-six, la somme de P. 97.916,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente-sept, la somme de P. 98.333,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente-huit, la somme de P. 98.750 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent trente-neuf, la somme de P. 99.166,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante, la somme de P. 99.583,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante et un, la somme de P. 100.000 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante-deux, la somme de P. 100.416,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante-trois, la somme de P. 100.833,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante-quatre, la somme de P. 101.250 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante-cinq, la somme de P. 101.666,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante-six, la somme de P. 102.083,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante-sept, la somme de P. 102.500 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante-huit, la somme de P. 102.916,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent quarante-neuf, la somme de P. 106.333,33 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent cinquante, la somme de P. 103.750 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent cinquante et un, la somme de P. 104.166,67 chaque mois.

Durant l'année qui expire le premier octobre mil neuf cent cinquante-deux, la somme de P. 69.470,42 chaque mois.

En tout état de cause, la première remise dont il est question dans ce contrat sera faite le ou avant le quinze décembre mil neuf cent vingt-deux, et sera d'un montant de deux cent soixante-dix-sept mille cinq cents dollars (P. 277.500), qui est le chiffre total payable pour les premiers trois mois de l'année qui expirera le

premier octobre mil neuf cent vingt-trois.

Sur ces sommes ainsi remises, l'agent fiscal prélèvera et mettra de côté, d'abord une somme suffisante pour effectuer le paiement des coupons d'intérêts des obligations, Série A, en circulation pour le semestre à venir, et après ce prélèvement l'agent fiscal appliquera le solde de ces sommes ainsi reçues, comme fonds d'amortissement pour le retrait des titres, Série A, de la manière suivante.

L'Agent fiscal appliquera les sommes du fonds d'amortissement, au fur et à mesure qu'elles s'accumuleront et deviendront disponibles, à l'achat des titres sur le marché ouvert (y compris n'importe quelle Bourse), s'il est possible de les obtenir, après diligences raisonnables, à un prix n'excédant pas le pair augmenté des intérêts échus. Toute somme du fonds d'amortissement qui ne sera pas appliquée à l'achat des titres, Série A, soixante-dix jours avant le premier octobre de n'importe quelle année, sera employée à la dite date au rachat des obligations, Série A, par tirage au sort à 100 0/0 (cent pour cent) du capital, comme suit :

L'Agent fiscal tirera au sort au montant total du capital de ces bons, aussi près que possible, mais ne dépassant pas les sommes qui constitueront alors le fonds d'amortissement ; il fera annoncer le rachat des obligations ainsi sorties, par publication et par poste, dans les mêmes formes et aux mêmes fins qu'il a été précédemment prévu à l'article cinq de ce contrat ; ces avis indiqueront les numéros et les séries de ces titres sortis au tirage.

L'Agent fiscal pourra employer la Compagnie comme agent pour l'achat des titres.

Article 7. — Le Gouvernement consent, si au cours d'une année fiscale quelconque, et aussi longtemps que des titres Série A restent en circulation et non payés, ses revenus généraux en totalité excédaient une somme équivalente à sept millions de dollars (7.000.000) or américain, à verser à l'expiration de trois mois après la clôture de l'année fiscale, à l'agent fiscal, vingt-cinq (25 0/0) pour cent de cet excédent, mais ne dépassant pas cependant deux cent cinquante mille dollars (250.000) or américain dans aucune année, qui seront appliqués s'il n'est possible de les obtenir, en faisant des diligences raisonnables, à un prix n'excédant pas cent pour cent (100 0/0) du capital y compris les intérêts échus, si, en raison de l'impossibilité d'acheter ainsi les obligations, Série A, la somme totale où une balance existait quatre mois après que le versement en aura été fait à l'agent fiscal, ladite somme ou balance retournera au Trésor Public du Gouvernement. L'agent fiscal peut désigner la Compagnie comme son agent pour cette opération conformément à cet article.

Article 8. — Tous les bons, Série A, achetés ou rachetés en exécution de n'importe quelles dispositions de ce contrat seront annulés par l'agent fiscal et définitivement retirés, et mis à la disposition du Gouvernement ; et aucun autre bon de n'importe quelle Série ne sera émis en leur lieu et place.

Article 9. — Pour assurer et garantir le paiement du capital et des intérêts des obligations, Série A, et de tous autres titres de l'emprunt qui pourront être plus tard émis par le Gouvernement, conformément à l'autorisation donnée par la dite loi du vingt-six juin mil neuf cent vingt-deux mais n'excédant pas en capital la somme totale de quarante millions de dollars (40.000.000) or américain et pour assurer et garantir le paiement de toutes sommes qui peuvent être dues et payables pour et en vue de l'amortissement du capital des obligations, Série A, comme précédemment prévu, le Gouvernement accepte de créer, et par ces présentes, crée *une première hypothèque sur tous ses revenus internes et revenus de douanes*, soumis seulement à la charge qui grève ses revenus de douanes (n'excédant pas cinq pour cent, 5 0/0), pour le paiement des salaires, allocations et dépenses du Receveur général et du Conseiller financier : tel qu'il est prévu dans le Traité du seize septembre mil neuf cent quinze. Le Gouvernement, par ces présentes, *hypothèque ces dits revenus et autorise* le Receveur général ou le fonctionnaire exerçant ses attributions et (à l'expiration du dit Traité du seize septembre mil neuf cent quinze), le fonctionnaire ou les fonctionnaires à nommer par le Président d'Haïti, sur la proposition du Président des Etats-Unis d'Amérique, *tel qu'il est prévu à l'article huit du dit Protocole du trois octobre mil neuf cent dix-neuf*, à prélever des revenus hypothéqués les sommes nécessaires pour être versées conformément aux dispositions de l'article six de ce contrat, et à remettre ces sommes à l'agent fiscal aux époques et de la manière prévues dans le contrat et dans les dites obligations.

Article 10. — Le Gouvernement consent à dégrever le plus tôt possible tous ses revenus (internes ou de douane) des charges actuelles ou celles antérieures au contrat. Aucune obligation de l'emprunt autorisé par la loi du vingt-six juin mil neuf cent vingt-deux, ne sera à aucun moment, émise, sauf accord préalable avec le Président des Etats-Unis d'Amérique.

Article 11. — Le Gouvernement consent à vendre à la Compagnie et la Compagnie accepte d'acheter au Gouvernement, seize millions de dollars (16.000.000) or américain, montant total du capital des obligations, Série A, de l'emprunt ci-dessus décrit, au prix d'achat de (quatorze millions sept cent quarante et un mille neuf cent vingt dollars (14.741.920), c'est-à-dire au prix de quatre-vingt-douze mille cent trente sept pour cent (92.137 0/0) de la valeur nominale des titres, *plus une somme équivalente à l'intérêt des dites obligations au taux de six pour cent (6 0/0 par an)* du premier octobre mil neuf cent vingt-deux à la date de l'exécution de ce contrat (ou quatorze millions sept cent cinquante-cinq mille deux cent cinquante trois dollars et trente-trois centimes (P. 14 millions 755.253,33), en total. *Le dit prix d'achat sera porté immédiatement au crédit du Gouvernement sur les livres de la Compagnie en compte payable ; mais ce compte ne sera, en aucune façon, dû et payable et jusqu'à la délivrance à la Compagnie au siège social de*

l'agent fiscal, Borough de Manhattan, Ville et Etat de New-York, Etats-Unis d'Amérique, d'un ou de plusieurs bons provisoires, Série A, d'un montant total de seize millions de dollars (P. 16.000.000), lequel bon ou lesquels bons seront dûment émis, signés et certifiés comme ci-dessus prévu, et délivrés à la Compagnie dans les quinze (15) jours au plus tard après la ratification formelle de ce contrat par le Gouvernement, ce dont la Compagnie et l'agent fiscal seront officiellement avisés par le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ; et, en conséquence, la Compagnie paiera à l'agent fiscal à son siège social, en fonds de la Ville de New-York, au compte du Gouvernement, ladite somme de quatorze millions sept cent cinquante mille deux cent cinquante-trois dollars et trente-trois centimes (P. 14.755.253,33), avec intérêt sur ce montant au taux de deux et demi (2 1/2 0/0) pour cent par an de la date de ce contrat à la date de la délivrance à la Compagnie de ces bons provisoires.

Article 12. — Les obligations définitives, Série A, seront gravées dans la forme qui doit les rendre susceptibles d'être cotées à la Bourse de New-York ; et le Gouvernement consent à fournir toute information nécessaire qui pourra être demandée pour pouvoir obtenir la cote à la Bourse. Le Gouvernement paiera en tant que part des dépenses relatives au service des titres, Série A, les frais de cette cote.

Article 13. — Les obligations de la Compagnie, selon les dispositions de ce contrat sont conditionnées par la formelle ratification de ce contrat par le Conseil d'Etat de la République d'Haïti dans les quarante-cinq (45) jours au plus tard de la signature de ce contrat et par l'approbation par l'avocat de la Compagnie quant à la légalité de l'emprunt et des obligations, Série A, c'est-à-dire de toutes procédures relatives à l'autorisation, la sanction et l'émission de l'emprunt et des titres ; et le Gouvernement consent à fournir à la Compagnie, avant la délivrance d'aucune obligation, Série A, tous documents, instruments, assurances et preuves de la légalité que l'avocat de la Compagnie pourra demander.

Au cas où le Conseil d'Etat ne ratifierait pas le contrat dans ladite période de quarante-cinq (45) jours au plus tard de la signature du contrat, et au cas où le Gouvernement ne ferait pas la délivrance à la Compagnie du ou des bons provisoires, Série A, dans les quinze (15) jours au plus tard de cette ratification, comme il est prévu à l'article onze de ce contrat, et au cas où l'avocat de la Compagnie ne pourra donner son approbation comme il est prévu dans cet article treize, la Compagnie, à son choix, peut annuler le compte payable, ouvert en faveur du Gouvernement, selon qu'il est prévu à l'article onze, et en conséquence, la Compagnie et l'agent fiscal seront respectivement déchargés de toutes obligations et de tous devoirs découlant de ce contrat.

Article 14. — Le Gouvernement indemniserà et garantira la Compagnie contre toute perte, responsabilité, frais et dépenses que la Compagnie pourra encourir du fait de tout retard dans l'exécu-

tion ou de tout manque d'exécution par le Gouvernement de l'un quelconque des accords faits par le Gouvernement dans ce contrat ; et la Compagnie indemniserà et garantira de la même façon le Gouvernement contre toute perte, responsabilité, frais et dépenses que le Gouvernement pourra encourir du fait de tout retard

dans l'exécution ou de tout manque d'exécution par la Compagnie de l'un quelconque des accords faits par la Compagnie dans ce contrat.

Article 15. — Le Gouvernement paiera à l'agent fiscal, en rémunération des services rendus en exécution de ce contrat, une somme équivalente au quart d'un pour cent ($1/4$ de 0/0) du montant nominal de tous coupons d'intérêt payés, et d'un huitième d'un pour cent ($1/8$ de 0/0) du montant capital de toutes obligations Série A retirées, qu'elles soient payées à échéance ou achetées ou rachetées avant l'échéance, comme précédemment prévu. Le paiement de cette rémunération sera fait à l'agent fiscal en or américain dans la ville de New-York (Etats-Unis d'Amérique), sur des comptes remis semestriellement par l'agent fiscal au Gouvernement comme il est ci-dessous prévu.

L'agent fiscal allouera et paiera au Gouvernement, sur les fonds en dépôt chez lui pendant trente (30) jours ou plus un intérêt de deux et un quart pour cent ($2\frac{1}{4}$ 0/0) au minimum par an, ou tel taux plus élevé, s'il en existe, que l'agent fiscal et le Gouvernement conviendront entre eux de temps en temps. L'agent fiscal pourra considérer comme dépôts à longs termes tous fonds ainsi déposés.

Article 16. — L'Agent fiscal remettra au Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce du Gouvernement, chaque année, des états semestriels couvrant les périodes semestrielles expirant les trente et un (31) mars et trente (30) septembre de telle année, de toutes recettes et de tous paiements et dépenses faits par lui durant les périodes respectives, le premier état sera remis pour la période commençant à la date de ce contrat et finissant le trente et un mars mil neuf cent vingt-trois.

A moins qu'une objection soit faite à ces états de compte semestriels par le dit secrétaire d'Etat à l'agent fiscal dans les deux mois au plus tard de la réception de cet état de compte par lui, indiquant particulièrement la raison ou les raisons motivant l'objection ou les objections, le dit état de compte sera considéré comme correct et concluant entre le Gouvernement et l'agent fiscal ; et le Gouvernement paiera ponctuellement ou fera payer les dépenses de l'agent fiscal, telles qu'elles seront indiquées dans le dit état, comme partie du service des obligations, Série A. Les dépenses du service des titres, Série A, pourront comprendre entre autres les frais d'impression et des annonces, le coût du change et la remise de fonds, frais de courtier, timbres, câbles, télégraphes et téléphones, charges d'avocat pour services autres que les honoraires fixés à payer par l'agent fiscal, et autres dépenses usuelles.

Article 17. — L'agent fiscal accepte cette nomination comme tel, et consent à remplir ses obligations conformément à ce contrat aux termes et conditions y indiquées, comprenant ce qui suit :

a) Si l'agent fiscal, à aucun moment, a quelque doute sur ses droits, ou obligations présentes ou sur les droits de n'importe quel porteur de n'importe quelle obligation Série A, il peut consulter son conseil légal, et tout ce qui sera fait ou supporté par lui de bonne foi, selon l'opinion de son avocat, sera concluant en sa faveur contre toute réclamation ou demande faite par n'importe quel porteur de n'importe quelle obligation Série A.

b) L'agent fiscal ne sera responsable vis-à-vis du Gouvernement ni vis-à-vis d'aucun porteur de n'importe quelle obligation Série A d'aucune erreur de droit ou de fait, ni d'aucune action qu'il sera tenu d'accomplir, ou d'exercer ou de faire exercer de bonne foi, concernant ce contrat, sauf quand ces erreurs ou ces actions auront été commises par sa propre faute.

c) La nomination de l'agent fiscal par le Gouvernement est *irrévocable, sauf pour bonne et suffisante raison* ; mais *l'agent peut démissionner n'importe quand*, comme agent fiscal, en donnant avis de sa démission au Gouvernement de la manière prévue à l'article dix-neuf de ce contrat, au moins *quatre semaines* avant que cette démission soit effective, et en publiant cet avis au moins une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives, et en même temps dans deux journaux de fort tirage dans la Ville de New-York (Etats-Unis d'Amérique).

d) En agissant conformément à ce contrat, l'agent fiscal est seulement l'agent du Gouvernement et n'assume aucune obligation *d'agence ou de trust* pour ou avec aucun porteur d'une obligation, Série A, ou pour ou avec aucun porteur de coupons d'intérêts.

Article 18. — Rien de ce qui est exprimé ou contenu implicitement dans ce contrat ne tend à accorder, ni ne sera considéré comme accordant à *quiconque autre que les parties contractantes un droit quelconque à aucune réclamation concernant ce contrat*, les conditions ou stipulations qu'il contient.

Article 19. — Toutes communications au Gouvernement, concernant ce contrat ou l'exécution de l'un ou de l'autre de ses termes pourront être données par écrit ou par câble, adressées au Secrétaire d'Etat des Finances, à Port-au-Prince, Haïti.

Les communications de la part du Gouvernement à l'agent fiscal concernant ce contrat, pourront être données par écrit ou par câble adressées à The National City Bank of New-York, 55, Wall Street, New-York (Etats-Unis d'Amérique).

Les communications de la part du Gouvernement à la Compagnie, concernant ce contrat pourront être données par écrit ou par câble à la National City Company, 55, Wall Street, New-York City (Etats-Unis d'Amérique). Les communications par câble qui pourront être envoyées par l'intermédiaire du Département d'Etat seront considérées comme authentiques.

Article 20. — La Compagnie paiera à son compte comme frais d'émission des obligations, Série A, le coût de leur préparation, impression et gravure des bons provisoires et définitifs et de tous autres certificats provisoires nécessaires, les frais d'avis et de circulaires effectués pour la distribution des bons, les honoraires de l'avocat de la Compagnie, les frais de certification des bons par l'agent fiscal et tous autres frais pour l'emploi des machines à signer et à certifier les bons définitifs et les certificats provisoires ou titres provisoires et toutes autres dépenses qui pourront être effectuées par la Compagnie relativement à l'émission.

Article 21. — Ce contrat sera rédigé en même temps en français et en anglais. Les bons émis conformément au contrat et toutes indications y contenues seront en anglais seulement.

Article 22. — En cas de désaccord entre le Gouvernement et l'une ou l'autre des parties contractantes, la contestation sera déferée à la décision d'arbitre ; chacune des parties nommera un arbitre, et si ces arbitres n'arrivent pas à s'entendre, il sera demandé au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique de nommer un tiers-arbitre. La décision de la majorité des arbitres ainsi nommés sera obligatoire et définitive entre les parties en désaccord.

Article 23. — Ce Contrat obligera les parties contractantes, leurs successeurs ou ayants-cause respectifs, et leur profitera également.

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile : le Secrétaire d'Etat des Relations extérieures et le Conseiller financier au Département des Finances à Port-au-Prince, et The National City Company et The National City Bank of New-York en leurs établissements respectifs à New-York. Tous les actes généralement quelconques relatifs aux présentes pourront être signifiés aux domiciles élus.

Dont acte. — Fait et passé à la Légation d'Haïti à Washington D.C., ce neuf octobre mil neuf cent vingt-deux.

Et après lecture les parties ont signé avec nous, en présence et avec l'assistance de M. Richard W. Hynson et de M. T. Baker Robinson, majeurs, agents d'affaires, domiciliés à Washington D.C., témoins instrumentaires requis par les parties, à défaut de témoins haïtiens qualifiés. Ainsi, signé en pareil droit de la minute des présentes :

Pour la République d'Haïti
LÉON DEJEAN, John Mc ILHENNY.

Pour The National City Company
Allen G. HOYT.

Pour the National City Bank of New-York
W.-F. VOORHIES, Richard W. HYNSON, T. Baker ROBINSON.
A. BLANCHET,
Ministre d'Haïti faisant fonctions de notaire.

Première expédition délivrée à M. Léon DEJEAN, ès qualité.
Collationné, trois renvois en marge, paraphés bons, deux autres renvois en marge paraphés bons. Scellé du grand sceau de la Légation.

(Signé) : A. BLANCHET.

Tableau comparatif des Opérations faites par les deux parties contractantes

BANQUIERS		RÉPUBLIQUE D'HAÏTI	
Bénéfices sur taux d'émission à 442,50 au lieu de 361,5 forfaitaire	10.525.000	Retenus sur 47.000.000. Pour B.N.H.	1.205.601
Intérêts produits par cette somme à 1915	2.500.000	Payés à 1915	18.000.000
Amortissement de 65 millions pendant 5 ans....	18.000.000	1/4 0/0	45.000
1/4 0/0 commission sur amortissement	45.000	Gardé pour réforme monétaire	10.000.000
		Timbres	130.000
		Emission	260.000
Total	31.070.000	Total	31.640.000
		Sur 47.000.000	15.360.000

Ainsi, dès le commencement des opérations, la Banque de l'Union Parisienne débute, avec plus de 12.000.000 de bénéfices sur le taux d'émission et première tranche d'amortissement. Ce même chiffre peut être mis à notre passif pour les 10 millions gardés dans les coffres de la Banque de l'Union Parisienne pour la réforme monétaire. Si un passif peut compter comme actif pour l'autre partie, c'étaient 22 millions que les financiers gardaient par devers eux pour commencer les opérations, 22 millions qui n'étaient autre chose que notre crédit monétisé, 22 millions mis à leur disposition sans autre contre-partie que celle de fonder une Banque Nationale de la République d'Haïti, pour laquelle le capital appelé n'était que 5 millions, plus 3 millions statutaires à 5 0/0 l'an avec exonération de toutes charges, de toutes taxes, que comportent ce genre d'opérations, et ce pour les résultats économiques acquis plus haut. Nous avons vu plus haut quelle était l'opinion de la Légation Américaine sur ces opérations et quelles furent les suites politiques de l'emprunt 1910.

Convention

entre la République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique

(Ratifiée le 17 septembre 1915 ; sanctionnée le 11 novembre 1915 ; échange des ratifications à Washington, le 3 mai 1916.)

La République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique, désirant raffermir et resserrer les liens d'amitié qui existent entre eux par la coopération la plus cordiale à des mesures propres à leur assurer de mutuels avantages ;

La République d'Haïti désirant, en outre, remédier à la situation actuelle de ses finances, maintenir l'ordre et la tranquillité sur son territoire, mettre à exécution des plans pour son développement économique et la prospérité de la République et du peuple haïtien ;

Et les Etats-Unis sympathisant avec ces vues et objets et désirant contribuer à leur réalisation ;

Ont résolu de conclure une Convention à cette fin,
Et ont été nommés à cet effet comme Plénipotentiaires.

Par le Président de la République d'Haïti,

M. Louis Borno, Secrétaire d'Etat des Relations extérieures et de l'Instruction publique,

Par le Président des Etats-Unis d'Amérique,

M. Robert Beale Davis Jr, Chargé d'affaires des Etats-Unis d'Amérique.

Lesquels s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article premier

Le Gouvernement des Etats-Unis, par ses bons offices, aidera le Gouvernement d'Haïti à développer efficacement ses ressources agricoles, minières et commerciales et à établir sur une base solide les finances haïtiennes.

Article 2

Le Président d'Haïti nommera, sur la proposition du Président des Etats-Unis, un Receveur général et tels aides et employés qui seront jugés nécessaires pour recouvrer, recevoir et appliquer tous les droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, pro-

venant des diverses douanes et ports d'entrée de la République d'Haïti.

Le Président d'Haïti nommera, en outre, sur la proposition du Président des Etats-Unis, un conseiller financier, qui sera un fonctionnaire attaché au Ministère des Finances, auquel le Secrétaire d'Etat prêtera une aide efficace pour la réalisation de ses travaux. Le Conseiller financier élaborera un système adéquat de comptabilité publique, aidera à l'augmentation des revenus et à leur ajustement aux dépenses, enquêtera sur la validité des dettes de la République, éclairera les deux Gouvernements relativement à toutes dettes éventuelles, recommandera des méthodes perfectionnées d'encaisser et d'appliquer les revenus et fera au Secrétaire d'Etat des Finances telles autres recommandations qui peuvent être jugées nécessaires au bien-être et à la prospérité d'Haïti.

Article 3

Le Gouvernement de la République d'Haïti pourvoira, par une loi ou par un décret approprié, à ce que le paiement de tous les droits de douane soit fait au Receveur général ; et il accordera au bureau de la Recette et au conseiller financier toute aide et protection nécessaires à l'exécution des pouvoirs qui leur sont conférés et aux devoirs qui leur sont imposés par les présentes, et les Etats-Unis, de leur côté, accorderont la même aide et protection.

Article 4

A la nomination du Conseiller financier, le Gouvernement de la République d'Haïti, en coopération avec le Conseiller financier, la République d'Haïti, en coopération avec le Conseiller financier, collationnera, classera, arrangera et fera un relevé complet de toutes les dettes de la République, de leur montant, caractère, échéance et conditions, des intérêts y afférents, et de l'amortissement nécessaire à leur complet paiement.

Article 5

Toutes les valeurs recouvrées et encaissées par le Receveur général seront appliquées : 1° au paiement des appointements et allocations du Receveur général, de ses auxiliaires et employés et des dépenses du bureau de la recette, qui comprendront les appointements et les dépenses du Conseiller financier, les salaires devant être déterminés suivant accord préalable ; 2° à l'intérêt et à l'amortissement de la dette publique de la République d'Haïti ; 3° à l'entretien de la police visée à l'article 10 ; et le solde au Gouvernement haïtien pour les dépenses courantes.

En faisant ces applications, le Receveur général procédera au paiement des appointements et allocations mensuels, et des dépenses telles qu'elles se présentent ; et au premier de chaque mois, il mettra à un compte spécial le montant des recouvrements et recettes du mois précédent.

Article 6

Les dépenses du bureau de la recette, y compris les allocations

et appointements du Receveur général, de ses auxiliaires et employés et les dépenses et salaires du Conseiller financier ne devront pas dépasser 5 0/0 (cinq pour cent) des recouvrements et recettes provenant des droits de douane, à moins d'une convention entre les deux Gouvernements.

Article 7

Le Receveur général fera un rapport mensuel aux fonctionnaires haïtiens compétents et au Département d'Etat des Etats-Unis sur tous les recouvrements, les recettes et les dépenses ; ces rapports seront soumis en tout temps à l'examen et à la vérification des autorités compétentes de chacun des dits Gouvernements.

Article 8

La République d'Haïti ne devra pas augmenter sa dette publique, sauf accord préalable avec le Président des Etats-Unis, ni contracter aucune obligation financière à moins que, les dépenses du Gouvernement défrayées, les revenus de la République, disponibles à cette fin, soient suffisants pour payer les intérêts et pourvoir à un amortissement pour l'extinction complète d'une telle dette.

Article 9

La République d'Haïti, à moins d'une entente préalable avec le Président des Etats-Unis, ne modifiera pas les droits de douane d'une façon qui en réduirait les revenus ; et afin que les revenus de la République puissent être suffisants pour faire face à la dette publique et aux dépenses du Gouvernement, pour préserver la tranquillité et promouvoir la prospérité matérielle, le Gouvernement d'Haïti coopérera avec le Conseiller financier dans ses recommandations relatives à l'amélioration des méthodes de recouvrer et de dépenser les revenus, et aux sources nouvelles de revenus qui font besoin.

Article 10

Le Gouvernement haïtien, en vue de la préservation de la paix intérieure, de la sécurité des droits individuels et de la complète observance de ce traité, s'engage à créer sans délai une gendarmerie efficace, rurale et urbaine, composée d'haïtiens. Cette gendarmerie sera organisée par des officiers américains nommés par le Président d'Haïti sur la proposition du Président des Etats-Unis. Le Gouvernement haïtien les revêtira de l'autorité nécessaire et les soutiendra dans l'exercice de leurs fonctions. Ils seront remplacés par des haïtiens, lorsque ceux-ci, après un examen effectué par un comité choisi par l'officier supérieur chargé de l'organisation de la gendarmerie, en présence d'un Délégué du Gouvernement haïtien, seront jugés aptes à remplir convenablement leurs fonctions. La gendarmerie ici prévue aura, sous la direction du Gouvernement haïtien, la surveillance et le contrôle des armes et munitions, des articles militaires et du commerce qui s'en fait dans tout le pays.

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que les stipulations de cet article sont nécessaires pour prévenir les luttes des factions et les désordres.

Article 11

Le Gouvernement d'Haïti convient de ne céder aucune partie du territoire de la République d'Haïti par vente, bail ou autrement, ni de conférer juridiction sur son territoire à aucune puissance ou gouvernement étranger, ni de signer avec aucune puissance *aucun traité ni contrat qui diminuerait ou tendrait à diminuer l'Indépendance d'Haïti.*

Article 12

Le Gouvernement haïtien convient de signer avec les Etats-Unis un protocole pour le règlement, par arbitrage ou autrement, de toutes les réclamations pécuniaires pendantes entre les corporations, compagnies, citoyens ou sujets étrangers et Haïti.

Article 13

La République d'Haïti, désirant pousser au développement de ses ressources naturelles, convient d'entreprendre et d'exécuter telles mesures qui, dans l'opinion des deux Hautes Parties Contractantes, peuvent être nécessaires au point de vue de l'hygiène et du développement matériel de la République, sous la surveillance et direction d'un ou de plusieurs ingénieurs qui seront nommés par le Président d'Haïti sur la proposition du Président des Etats-Unis, et autorisés à cette fin par le Gouvernement d'Haïti.

Article 14

Les deux Hautes Parties Contractantes auront autorité pour assurer, par tous les moyens nécessaires, l'entière exécution des clauses de la présente Convention, et les Etats-Unis, le cas échéant, prêteront leur aide efficace pour la préservation de l'Indépendance haïtienne et pour le maintien d'un Gouvernement capable de protéger la vie, la propriété et la liberté individuelle.

Article 15

Le présent traité sera approuvé et ratifié par les Hautes Parties Contractantes conformément à leurs lois respectives, et les ratifications seront échangées dans la ville de Washington aussitôt que possible.

Article 16

Le présent traité restera en force et vigueur pendant une durée de dix années à partir du jour de l'échange des ratifications, et en outre, pour une autre période de dix années si, suivant des raisons précises formulées par l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes, les vues et objets de la Convention ne sont pas accomplis.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la

présente Convention en double, en anglais et en français, et y ont apposé leurs Sceaux.

Fait à Port-au-Prince (Haïti), le 16 septembre de l'année de notre Seigneur 1915.

Louis BORNO,
*Secrétaire d'Etat des Relations extérieures
et de l'Instruction publique.*

Robert Beale DAVIS Jr.
Chargé d'affaires of the United States.

